

3 1761 11968233 4

N 7  
1988-  
DOY

Government  
Publications

COMMISSION D'ENQUETE SUR  
LE RECOURS AUX DROGUES ET AUX PRATIQUES  
INTERDITES POUR AMELIORER LA  
PERFORMANCE ATHLETIQUE

5

10

AUDITION TENUE AU  
1235 RUE BAY  
2ième ETAGE  
TORONTO, ONTARIO  
LE 22 FEVRIER 1989

15

VOLUME 17

20

DEVANT:

L'HONORABLE CHARLES LEONARD DUBIN

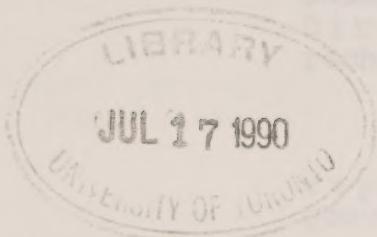
25

NETWORK COURT REPORTING LTD.



COMMISSION D'ENQUETE SUR  
LE RECOURS AUX DROGUES ET AUX PRATIQUES  
INTERDITES POUR AMELIORER LA  
PERFORMANCE ATHLETIQUE

5



10

AUDITION TENUE AU  
1235 RUE BAY  
2ième ETAGE  
TORONTO, ONTARIO  
LE 22 FEVRIER 1989

15

VOLUME 17

20

DEVANT:

L'HONORABLE CHARLES LEONARD DUBIN

25



PROCUREURS:

5

Me M. PROULX, C.R.

représentant la  
Commission  
Directeur de la  
recherche

10

Me J. SILCOFF  
Kulesza

représentant A.

Me A. LUTFY, C.R.

représentant Canadian  
Weightlifting  
Federation

15

Me T. BARBER

Sport Medicine  
Council, INRS-Lab et  
Dr. R. Dugal

20

Me D. SOOKRAM

représentant Dr.  
Astaphan

25



LISTE DES EXHIBITS

5

	<u>No.</u>	<u>Description</u>	<u>Page</u>
	104:	Book of relevant documents for the period 1986/1989.	3073
	105:	Financial statements of the CWF for the years 1980 to 1988.	3073
10	106:	Paper prepared by Ms Catherine Barber, dated January 1989.	3074
	107:	Passeport médical (exemple)	3086
	108:	Lettre du 31 janvier 1984.	3149
15	109:	Statement from Bell Canada.	3176

20

25



5            --- Opening at 10:00

THE COMMISSIONER: Mr. Proulx.

Me PROULX: Thank you, Mr. Commissioner.  
I'd like to call monsieur Chouinard as my next witness.

THE COMMISSIONER: Thank you. Mr. Chouinard.

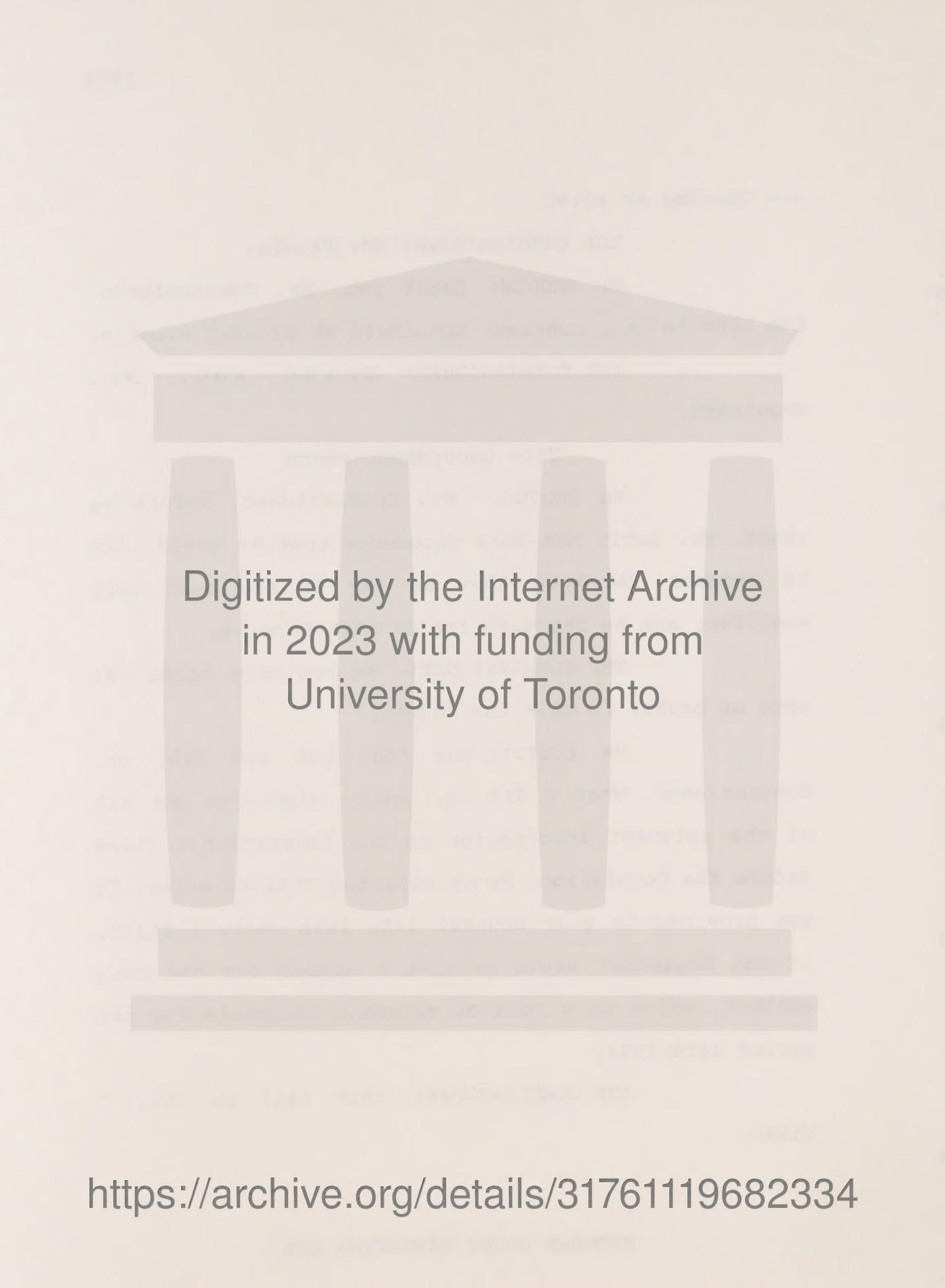
YVON CHOUINARD, sworn

10           Me PROULX: Mr. Commissioner, before we start, Mr. Lutfy has more documents that he would like to produce. We know that so far it has been very prolific, and he has more for us this morning.

15           THE COMMISSIONER: We now have three (3) sets of books. Is this the fourth?

20           Me LUTFY: The 4th, 5th and 6th, Mr. Commissioner. What I did is, again, simply to put all of the relevant information in the Federation's files before the Commission. We've collated this material. It was provided to your counsel late last week. I think, if the Registrar would provide a number for the next exhibit, which is a book of relevant documents for the period 1986/1989.

25           THE COMMISSIONER: That will be 102, I think.



Digitized by the Internet Archive  
in 2023 with funding from  
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761119682334>

5  
THE REGISTRAR: 104.

EXHIBIT 104: Book of relevant documents  
for the period 1986/1989.

Me LUTFY: And I have a copy for you.

THE COMMISSIONER: What years are those  
for, please.

10 Me LUTFY: '86 to '89, Mr. Commissioner. I  
suggested to you in Montreal, Mr. Commissioner, that we  
will provide to you financial statements. Indeed, your  
counsel asked for them at some point in the last couple  
of weeks. The next book could be marked as exhibit 105,  
which are the financial statements of the Canadian  
15 Weightlifting Federation for the years 1980 to 1988.

EXHIBIT 105: Financial statements of the  
CWF for the years 1980 to 1988.

20 The next document, Mr. Commissioner, is a  
paper prepared by Ms Catherine Barber, who, at one  
point, was the administrative coordinator for the  
Federation, responsible for the application of the  
doping control policy.

THE COMMISSIONER: What year is that.

25 Me LUTFY: Well, the document is dated



January 1989. She has prepared a paper which you will find to be quite detailed, perhaps even too detailed, but it really gives you the nitty gritty day by day experiences of someone who is forced to respond to a 6/49 draw, putting controllers together with athletes and the logistical detail and sometimes difficulties encountered in that exercise, and I thought that would be helpful for the Commission.

THE COMMISSIONER: 106.

EXHIBIT 106: Paper prepared by Ms  
Catherine Barber, dated January 1989.

Me LUTFY: Thank you, Mr.  
mmissioner, and thank you, Mr.  
oulx.

THE COMMISSIONER: Will this examination be conducted in French?

MR. PROULX: Yes.

THE COMMISSIONER: Thank you.

--- LE TEMOIN INTERROGE PAR Me PROULX:

Q. Monsieur Chouinard, nous allons aller à l'exhibit 104 ... We should start with exhibit 104, Mr. Commissioner. In the first third... dans le premier tiers, j'essaie de trouver, juste un instant



... Excuse me.

THE COMMISSIONER: 104 was just filed this morning.

5

Me PROULX: I am sorry, Mr. Commissioner, I would like to go to exhibit 99 to get the CV of Mr. Chouinard.

THE COMMISSIONER: Right. Thank you.

10 Me PROULX:

Q. Monsieur Chouinard, à l'exhibit 99, nous avons votre curriculum vitae.

R. Oui.

THE COMMISSIONER: Where is that page.

15

Me PROULX: It would seem, Mr. Commisioner, it is the first third.

THE COMMISSIONER: How many yellow inserts. I have it. Thank you.

Me PROULX:

20

Q. Alors, monsieur Chouinard, si je comprends bien vous avez d'abord été, présentement vous êtes le président par intérim de la Fédération nationale d'haltérophilie?

R. C'est bien ça.

25

Q. Depuis quand en fait?



R. Depuis le mois de novembre 1988.

5 Q. D'accord. Maintenant, si vous voulez on va faire une petit peu l'historique de votre carrière. Vous avez, depuis 1955, si je comprends bien vous aviez quel âge en 1955?

R. J'ai 51 ans aujourd'hui, donc en '55 j'avais 17 ans, 18 ans.

10 Q. Alors depuis l'âge de 17 ou 18 ans vous avez débuté votre carrière d'haltérophile?

R. Oui.

15 Q. Et vous avez, au fil des années, maintenu un intérêt pour cette discipline, si je comprends bien, soit comme athlète et éventuellement vous vous êtes impliqué un peu plus tard, je vois ici par exemple en 1964, vous étiez président et membre du bureau de direction de l'Association haltérophile et culturiste de la Ville de Québec. Par la suite vous avez été un arbitre international, de 1974 à 1985, pendant 11 ans, vous étiez un coach, un entraîneur?

20 R. C'est bien ça.

25 Q. Dans un club de la Ville de Brossard, qui se trouve un peu à l'extérieur de Montréal?



R. Oui.

5 Q. De 1976, et vous avez maintenu, n'est-ce pas, soit comme entraîneur, on peut dire que vous avez à différents niveaux, vous avez continué d'agir comme entraîneur jusqu'en 1985 si je comprends bien.

R. C'est bien ça.

10 Q. Maintenant vous avez été aussi un gérant d'équipe. Voulez-vous expliquer ce qu'est un gérant d'équipe.

15 R. Un gérant d'équipe c'est lorsqu'une équipe est sélectionnée, c'est lui qui voit à peu près à tout ce qu'il y a avoir autour de l'équipe, les problèmes de déplacement, la discipline, les problèmes qu'il peut y avoir avec les athlètes, cédule les entraînements lorsqu'on s'en va sur le site de compétition, s'assurer que tous et chacun des besoins des athlètes sont répondus de façon adéquate pour la compétition pour laquelle les athlètes et l'équipe est sélectionnée. En gros c'est beaucoup, beaucoup de choses.

20 Q. Et à titre de gérant d'équipe vous êtes ... (interrompu)



THE COMMISSIONER: What team was this?

Me PROULX:

5 Q. Gérant d'équipe, ici on parle de  
1965, pour quelle équipe?

R. Au Québec, étant donné qu'on est divisé en plusieurs régions, j'ai été gérant d'équipe sur des équipes régionales pour des championnats qu'il y avait à l'intérieur de la province de Québec, tels les Jeux du Québec, par exemple. Et puis il y a eu escalade jusqu'à un moment donné où j'ai été gérant de l'équipe du Québec lors d'un championnat canadien à Moncton au Nouveau-Brunswick, et puis par la suite au niveau international pour les Jeux du Commonwealth à Brisbane en Australie en 1982.

15 Q. C'était pour quelle équipe?

R. Au Québec?

20 Q. Non, mais à Brisbane en Australie?

R. L'équipe canadienne.

Q. L'équipe canadienne?

R. L'équipe canadienne d'haltérophilie.

25 Q. Alors est-ce qu'on peut dire qu'en 1981 lorsque vous êtes allé en Nouvelle-Zélande vous étiez avec l'équipe canadienne?



R. C'est bien ça.

5 Q. Vous étiez avec l'équipe canadienne également pour les Jeux du Commonwealth en Australie en 1982?

R. Oui.

10 Q. En 1984 pour la Coupe Amérique à Allentown, Pennsylvania, vous étiez là en 1984?

R. C'est bien ça.

Q. Pour l'équipe nationale toujours?

R. Oui.

15 Q. Les championnats seniors du monde à Ostrava en Tchécoslovaquie en 1987?

R. Oui.

20 Q. Finalement vous étiez à Séoul l'an dernier comme gérant de l'équipe, toujours pour l'équipe nationale?

R. C'est bien ça.

25 Q. Vous avez été, monsieur Chouinard, en fait vous avez été élu en 1985 vice-président de la Fédération?

R. Oui.

Q. La Fédération nationale d'hal-  
térophilie. Et c'est en 1988 que vous êtes devenu



président par intérim lorsque monsieur Buchanan a laissé, si j'ai bien compris?

5

R. Oui, c'est ça.

Q. Quand je dis vous avez été élu, en fait vous avez été élu par le conseil d'administration si je comprends bien?

10 R. D'après nos by-law lorsqu'un poste est vacant il y a un comité qui est formé par le président du comité exécutif qui a comme mission d'approcher certains individus qui sont membres de la Fédération pour les possibilités de combler ce poste-là. Et puis c'est la façon que vous êtes choisi par le comité exécutif pour le poste de vice-président administration à ce moment-là.

15 Q. Maintenant je pense que pour le Commissaire il serait important que vous nous disiez, puisque nous entrons dans les années cruciales pour nous de 1985 jusqu'à maintenant, il serait important que vous nous disiez quelles étaient vos responsabilités comme vice-président de la Fédération nationale d'haltérophilie au fil de ces années?

20 25 R. Comme vice-président à l'administration, j'étais le premier vice-président et puis ma



5

responsabilité en est une quant aux descriptions de tâche, l'élément de la mise en place d'organigramme, choses administratives dans ce style-là. Et puis étant le premier vice-président ... (interrompu)

THE COMMISSIONER: Is it a volunteer job, or is it a professional job?

Me PROULX:

10

Q. Est-ce que c'est un emploi qui est rémunéré ou si c'est un emploi que vous exercez à titre bénévole?

R. Dans les 35 ans que j'ai été en haltérophilie j'ai toujours eu seulement des postes bénévoles.

15

Q. Et comme vice-président?

R. Bénévole aussi.

Q. Vous n'êtes pas du tout rémunéré par la Fédération?

20

R. Non. J'ai toujours été un bénévole en haltérophilie. Sauf peut-être une petite exception, je m'excuse, à la Fédération du Québec à un moment donné où j'étais directeur exécutif du comité Elite-Relève, et le Gouvernement du Québec avait attaché une rémunération quelconque à ce poste-là, un poste qui a

25



duré pas longtemps dans le temps.

5 Q. Maintenant, monsieur Chouinard, en plus des tâches que vous venez de préciser, je crois comprendre, parce que nous y arriverons tantôt, mais en lisant la correspondance que votre procureur nous a remis, je crois comprendre que vous vous êtes impliqué avec l'entraîneur, les autres entraîneurs, les athlètes 10 relativement aux problèmes qui pouvaient survenir au fil des ans, de 1985 à 1988 quant au dopage?

15 R. Oui, surtout en tant que président du comité médical de la Fédération canadienne d'haltérophilie. Voilà, alors je pense que c'est maintenant ... This is very important, I think, Mr. Commissioner.

Vous avez été nommé président du comité médical. Voulez-vous expliquer exactement quand ce comité-là a-t-il été formé au sein de la Fédération?

20 R. Ce comité-là a été formé à la fin de l'année 1984 dans les tous derniers mois. C'était un nouveau comité dans lequel on m'a demandé si je voulais, si j'étais prêt à assumer une telle présidence.

25 Et puis les objectifs du comité médical en était un d'essayer de comprendre d'un point de vue



5

médical qu'est-ce qui se passait quant au domaine du doping dans l'haltérophilie et puis de quelle façon on pourrait approcher ce problème-là de façon à pouvoir garder ça, le contrôler, l'éteindre progressivement et faire le tour du problème.

Q. Etiez-vous assisté de quelqu'un au sein de ce comité-là, monsieur Chouinard?

10

THE COMMISSIONER: What year was it that he became the president of the --

Me PROULX: 1984. This committee was created in 1984. Avez-vous, monsieur Lutfy, les minutes là-dessus? Est-ce qu'on a des minutes précises là-dessus?

15

Q C'était un nouveau comité?

R. C'était un nouveau comité.

Q. Et qui vous assistait sur ce comité-là?

R. J'étais la seule personne qui n'était pas un médecin sur le comité, parce qu'on avait besoin d'expertises en haltérophilie pour pouvoir guider les médecins dans leur recherche, j'étais la seule personne qui était du domaine de l'haltérophilie.

20

Q. Et ce comité-là avait quoi comme



5

responsabilité? De rencontrer les athlètes? De diriger les athlètes? D'éduquer les athlètes? Quoi exactement? Faire des enquêtes? Qu'est-ce que c'est exactement?

10

R. Non. On nous a donné un objectif global d'assister la Fédération à essayer d'éteindre le feu qui se produisait avec l'usage des produits bannis dans le sport de l'haltérophilie. Et puis on nous a laissé, nous, au comité médical le soin d'essayer de trouver, la responsabilité d'essayer de trouver des moyens de façon à aborder ou à approcher ce problème-là.

15

Et puis c'est le comité médical qui, en parlant avec les gens du milieu a décidé de la façon de laquelle ils approcheraient le problème. Soit à savoir commencer au départ par forcer tous les athlètes qui compétitionnaient aux Championnats canadiens à leur faire voir des médecins. C'était la première approche, vraiment les forcer à être confrontés avec un médecin pour avoir un point de vue médical, un point de vue dans lequel ils pourraient se confier de personne à personne devant un médecin, qui pourrait les conseiller dans ce domaine-là.

20

25



Aussi le comité médical a décidé qu'il serait peut-être une bonne chose d'avoir un passeport médical, ce qui était une première au Canada et puis de ne pas laisser compétitionner les athlètes au niveau canadien sans avoir un passeport médical valide et à date. C'était une approche globale.

Q. Qu'est-ce que vous voulez dire exactement par un passeport médical, monsieur Chouinard, c'est un certificat qu'émettrait le médecin?

R. Non. Il fallait que les athlètes qui avaient fait les standards requis pour compétitionner au championnat canadien, il fallait qu'ils voient le médecin de leur choix pour faire remplir tous les formulaires qui sont produits par le SMCC, le Sport Medicine Council, et puis une fois ces formulaires-là remplis par leur médecin, les formulaires étaient envoyés au comité médical et revus par les médecins du comité médical pour s'assurer que les problèmes étaient regardés, qu'il y avait eu confrontation avec un médecin et puis que tout le monde semblait satisfait de l'approche qui en était une d'approche qui s'assurait que les athlètes avaient rencontré ce critère-là.



5

Maintenant si les athlètes n'avaient pas de médecin on leur suggérait la liste de médecins fournie par le Conseil de médecine sportive comme étant des médecins en médecine sportive dans les différents endroits à travers le pays.

Me PROULX: Mr. Commissioner, I think it would be useful to produce as an exhibit a specimen of a --

10

THE COMMISSIONER; I am puzzled at the moment what the medical problem was. Were they taking drugs, or what is it? What was the medical problem that they were trying to resolve?

15

---EXHIBIT 107: Passeport médical

20

Me PROULX:

Q. Monsieur Chouinard, l'idée de ce passeport médical a germé, si je puis dire, après quelques séances du comité médical, n'est-ce pas?

R. Oui.

Q. Alors quelle était la raison pour laquelle on avait songé à ce passeport médical? Quel était le problème?

25



5

R. Bien on venait de vivre les incidents de Mirabel, on venait de vivre les incidents des Jeux olympiques de Los Angeles.

10

Q. Il y avait Caracas aussi en 1983?

R. C'est ça.

Q. Caracas, c'est-à-dire les Jeux panaméricains de Caracas en septembre 1983?

15

R. Oui. Et puis la Fédération canadienne était confuse un peu sur ce problème là, comment il se faisait que les athlètes étaient sur des stéroïdes anabolisants. On lisait la correspondance, les dangers qu'il pouvait y avoir, toutes sortes d'affaires, et puis on ne savait pas de quelle manière ils se les procuraient.

20

Il fallait les placer à un endroit où chacun des athlètes auraient un conseiller qui pourrait leur dire: "Ce n'est pas quelque chose que les athlètes devraient prendre", une approche des médecins qui conseillent un client sur le fait qu'il ne doit pas toucher aux stéroïdes anabolisants.

25

Et puis on voulait aussi, par le formulaire qui est très complexe, du Conseil de médecine sportive, que chacun des éléments-clés à



5

l'intérieur de ça soit regardé attentivement par le médecin qui conseillait cet athlète-là, qui voyait cet athlète-là en consultation.

Q. Qu'est-ce que vous voulez dire le formulaire du Conseil canadien de la médecine sportive?

R. C'est un formulaire qui est très complexe, qui touche toutes sortes de problèmes sportifs médicaux.

10

Q. Mais vous dites que le passeport a été, enfin, a été introduit à la suggestion des médecins ou du comité médical dans le but d'aider l'athlète à quoi, à être plus sensibilisé sur le problème de l'usage des stéroïdes anabolisants?

15

R. Oui, le plus sensibilisé, il fallait définitivement essayer de les placer en situation où les médecins pourraient leur déconseiller l'usage de stéroïdes anabolisants à ceux qui touchaient à ça.

20

C'était pour nous autres, pour le comité médical, une façon de les placer en situation où il y avait une personne en autorité où ils pourraient se confier de façon, de un à un à une personne-conseil.

25

Q. Est-ce que, monsieur Chouinard, dans les premiers mois où on a introduit ce passeport



5                    médical, est-ce que les médecins ont fait rapport au comité médical de problèmes vécus par les athlètes? Est-ce que, en d'autres termes, on est au début de 1984 ici, est-ce qu'au niveau du comité ... (interrompu)

R.    A la fin de 1984.

10                  Q.    A la fin, parce que dans votre curriculum vitae c'est indiqué 1983, président du comité médical de la Fédération.

R.    Okay, peut-être.

15                  Q.    Ma question est la suivante. Est-ce qu'à un moment donné les médecins au comité médical vous ont dit, vous ont fait rapport de l'étendue du problème? Est-ce qu'ils vous ont fait part de ce que, sans nommer l'athlète en particulier, mais est-ce qu'ils vous ont fait part que les athlètes continuaient d'y recourir?

20                  R.    Non. On a réalisé que le formulaire du Conseil de médecine sportive, même lorsqu'il était très bien complété par les médecins, ne donnait pas ces points de repères-là de façon concrète, visible telle que de la haute pression des choses comme ça. C'était encore très floue, ce n'était pas assez fort encore.

25                  Et puis les médecins, les généralistes et



5

même les médecins de médecine sportive semblaient ne pas être assez documentés sur de quelle façon faire sortir cette élément-là par des visites chez eux par un haltérophile.

10

Q. Est-ce que je dois comprendre de votre réponse que l'haltérophile ne se confiait pas au médecin? Vous dites qu'il fallait que le médecin soit plus éduqué, plus sensibilisé, c'est-à-dire qu'il puisse mieux diagnostiquer les effets secondaires de l'usage des stéroïdes?

15

R. C'est ça.

Q. D'accord?

R. Oui.

Q. C'est ce que vous dites. Et d'autre part, si évidemment l'athlète, lui, ne se confiait pas facilement au médecin, si j'ai bien compris?

R. Oui.

20

Q. Est-ce qu'à ce moment-là, toujours au comité médical, indépendamment des médecins qui vous assistaient, parce que vous étiez le seul non-médecin dans le groupe, est-ce qu'à part des médecins il y avait d'autres personnes chez qui vous preniez des informations pour tenter de connaître exactement quelle

25



5                   étaient l'étendue du problème en 1984, fin 1983?

Les personnes-ressources à part les médecins, par exemple le Conseil canadien de la médecine sportive?

10                  R. Oui. Je me souviens entre autres d'avoir parlé au docteur Dugal à un moment donné, je pense que c'est autour de l'appel de Chagnon, d'avoir parlé aussi à un autre moment au docteur Massé, qui me semblait, moi, être des sources valables dans le temps avec ce qui était connu, qui étaient tous du Laboratoire INRS à ce moment-là, qui étaient les personnes qui pouvaient peut-être en connaître un petit peu plus que nos médecins.

15                  Même lorsque j'ai été rencontré les gens à la Faculté de médecine sportive de l'Université de Montréal, on ne pouvait pas nous aider là non plus, la recherche n'était pas poussée dans cette direction-là. C'était difficile pour nous autres de pouvoir s'orienter plus spécifiquement pour pouvoir déceler l'usage par observation de stéroïdes anabolisants à ce moment-là.

20                  Q. Monsieur Chouinard, vous qui aviez été entraîneur depuis plusieurs années, ici nous sommes



5

en 1984, vous étiez dans cette discipline-là depuis 1955, mais vous avez été entraîneur pendant plusieurs années?

R. Oui.

10

Q. Est-ce que quant à vous, comme président du comité, est-ce que vous n'étiez pas en mesure à ce moment-là de pouvoir dire à vos collègues-médecins que ces choses-là pouvaient se vérifier pour un entraîneur. Par exemple quand on regarde la performance, quand on regarde d'autres facteurs chez l'athlète?

15

R. C'était seulement une possibilité, ce n'était pas une certitude. Vous voyez quand je viens ici et puis j'entends dire des athlètes, la main sur l'Evangile que depuis 1982 ou 1983 ils n'en ont pas pris et puis avant, encore aujourd'hui dans ma tête, je pense qu'ils en ont peut-être pris. Ça fait que cette zone grise-là a toujours existé.

20

Dans certains cas c'est parce qu'on a affaire à des athlètes qui sont peut-être sur-doués pour ce sport spécifique-là, ça a peut-être rapport à toutes sortes de facteurs. Ça a toujours été, disons qu'il y a peut-être certains athlètes sur lesquels on

25



5                   avait des doutes plus forts que d'autres, mais une certitude, je ne pense pas qu'une certitude peut exister.

10                  Q.    Quel a été le bilan de l'expérience que vous avez eue relativement au passeport médical? Vous avez dit à un moment donné qu'il s'est avéré que ce n'était pas tellement, enfin je ne veux pas revenir sur ce que vous avez dit, mais est-ce que vous avez continué à maintenir ce passeport médical-là?

15                  R.    Il est toujours obligatoire même aujourd'hui. Et puis à un moment donné on l'a mis au six mois au lieu d'une fois par année, l'examen médical obligatoire pour les mettre encore plus en situation devant un médecin.

20                  Q.    Maintenant, monsieur Chouinard, dans l'hypothèse où le médecin note quelque chose de spécial, il doit l'indiquer dans le passeport et est-ce que l'athlète a un engagement envers la Fédération de divulguer le contenu de l'examen médical, etc., est-ce qu'il renonce à son droit de garder confidentielles les informations qu'il divulgue à son médecin?

25                  R.    Non, parce que c'est la non-participation automatiquement. Vous ne pouvez pas



5

participer aux Championnats canadiens si votre passeport médical, si votre examen médical n'a pas été rentré, et le passeport médical est émis à partir du comité des médecins de la Fédération canadienne. Ça fait que c'est un automatisme, il y a non-participation aux Championnats canadiens si votre passeport médical n'est pas à date.

10

Q. Maintenant, monsieur Chouinard, quand on ... (interrompu)

THE COMMISSIONER: Are they used all the time. I didn't realize they were, really.

Me PROULX:

15

Q. Est-ce que le passeport est utilisé depuis 1984?

R. Oui, aux Championnats canadiens.

Q. Aux Championnats canadiens seulement?

20

R. Oui, parce que c'est le seul endroit où est-ce que nos athlètes de pointe, à l'intérieur du pays, compétitionnent tous ou très très près de tous. Les athlètes blessés ne participeront pas ou s'ils sont à l'extérieur du pays, mais habituellement c'est notre plus grosse compétition domestique au Canada.

25



Q. Je comprends. Ça veut dire combien d'haltérophiles?

5

R. Une soixantaine environ.

Q. Alors vous dites que c'est votre plus grosse compétition domestique, même en fait sur le plan international aussi, vous n'enverrez jamais autant d'athlètes sur le plan international?

10

R. Non, c'est certain.

Q. Alors vous dites, on est donc plus susceptibles de rejoindre la plus grande population d'athlètes, et donc on exige pour les Championnats canadiens que l'athlète remette son passeport médical, ce qui veut dire qu'il a ... (interrompu)

15

THE COMMISSIONER: There is nothing here that I read so far that says something about the medication that the athlete is taking, is there. I don't see it.

20

LE TEMOIN: Non, ce n'est pas dans le passeport médical qu'on l'indique, c'est dans les feuillets qui vont au comité.

THE COMMISSIONER: Something in the passport indicates medication or drugs.

25

LE TEMOIN: Non, ce n'est pas dans le



5

passeport qu'on l'indique, on l'indique dans les formulaires que le médecin remplit et ces formulaires-là sont tous envoyés au comité médical, dont un des médecins est le secrétaire de ce comité-là. Etant donné que c'est un dossier médical, on ne m'a jamais permis à moi de le garder pour la profession médicale, c'est un des médecins qui garde les documents médicaux.

10

THE COMMISSIONER: No, but if I go to a Canadian competition, this passport has nothing to do with taking drugs at all.

Me PROULX:

Q. Monsieur Chouinard, est-ce que vous comprenez la question?

15

R. Oui. Le médecin peut mettre, le secrétaire du comité médical, le médecin, peut mettre une indication que cet athlète-là a un problème spécifique, par exemple. Mais ce n'est pas là-dessus qu'on va le voir, ça va être sur son examen médical, sur les feuillets SMCC.

20

Q. Monsieur Chouinard si un athlète dit à son médecin qu'il consomme certains produits, ça n'apparaîtra pas sur le passeport médical?

25

R. Non.



5 Q. Ça va paraître où exactement?

R. Sur les feuillets du SMCC.

THE COMMISSIONER: In Ottawa, is that  
what he is saying.

Me PROULX: Yes.

10 Me LUTFY: Mr. Commissioner, I don't  
think there is any suggestion on the part of the  
Federation that this was a - the driving purpose behind  
this was as a mechanism to discover who is taking  
drugs.

THE COMMISSIONER: Well, I thought this  
is what Mr. Chouinard was trying to say.

15 Me LUTFY: That was part of it, but I  
think it is also to expose the athletes doctors and the  
therapeutic effect that that might have in the short  
and the long term.

THE COMMISSIONER: Alright. Thank you.

20 Me PROULX:

Q. Monsieur Chouinard, si vous voulez,  
nous allons pour l'instant suspendre nos questions sur  
le comité médical et nous allons, si vous voulez,  
revenir à 1983, à compter du moment où d'ailleurs vous  
étiez vice-président de la Fédération.



5 R. Non, je suis devenu vice-président en 1985.

10 Q. En 1985, pardon. Mais tantôt on parlait de 1983, on connaît les dates importantes, on sait qu'en 1983 des athlètes haltérophiles ont été testés positifs à Caracas, aux Jeux panaméricains, et on sait que quelques mois plus tard quatre haltérophiles furent arrêtés à Mirabel en possession d'une quantité extraordinaire de stéroïdes anabolisants.

15 Monsieur Chouinard, relativement à cet incident, est-ce que vous êtes au courant des suspensions et de la réintégration de ces quatre athlètes?

R. Oui.

20 Q. Alors si vous voulez nous allons aller à certains documents que vous avez produits.

THE COMMISSIONER: What exhibit, please.

Me PROULX: Yes, I am coming to it. We will start by the end. This time, remember Mr. Lutfy started by the end and now he has modified his approach. So, right after the third yellow page.

THE COMMISSIONER: Yes, I see it

Me PROULX:

25 Q. Monsieur Chouinard, ça ici il s'agit



de la décision du comité exécutif de suspendre les quatre individus qui avaient été arrêtés à Mirabel, d'accord. Avez-vous le document?

5

R. Quelle est la date?

Q. Il n'y a pas de date, oui, pardon, le 5 novembre 1983.

THE COMMISSIONER: It is the last page before the second yellow sheet.

10

LE TEMOIN: Oui.

Me PROULX:

Q. Monsieur Chouinard, est-ce que vous étiez à la Fédération à ce moment-là lorsqu'on a suspendu pour trois mois des compétitions les individus en question?

R. Non. Je n'avais aucune fonction, je n'étais pas sur le comité exécutif, je n'étais pas à la Fédération canadienne.

Q. Maintenant par la suite non plus, en 1984 vous n'étiez pas au comité exécutif?

R. Non. Je suis arrivé au comité exécutif en 1985.

Q. Etiez-vous gérant d'équipe à ce moment-là?

25



5 R. En 1984?

Q. 1983, 1984.

R. Non. Vous êtes nommé gérant  
d'équipe pour une compétition spécifique, dans le temps  
elle est limitée.

10 Q. Maintenant, monsieur Chouinard,  
indépendamment du fait que vous n'étiez pas sur  
l'exécutif à ce moment-là en 1983 ...

R- Oui.

15 Q. Vous savez évidemment, je ne veux  
pas revenir là-dessus parce qu'on en a suffisamment  
parlé, mais vous savez que dans votre discipline 1983 a  
été évidemment une année choc, c'est le début d'une  
escalade.

20 Est-ce que vous, vous êtes au courant de  
ce qui s'est fait à ce moment-là, de ce qui s'est  
entrepris comme mesure, avez-vous participé vous  
personnellement à l'élaboration de certains mesures  
prises pour tenter d'enrayer, comme un peu ce que vous  
disiez tantôt plus tard en 1984, parce qu'on va arriver  
avec le comité médical, mais en 1983 est-ce que vous  
êtes au courant de quoi que ce soit?

25 R. Non, moi je suis seulement un petit



entraîneur de club au Québec, je n'ai rien à voir ni sur le niveau provincial ni sur le niveau national.

5 Q. Et c'est seulement en 1984 que vous allez devenir président du comité médical?

R. C'est ça.

10 Q. Et là à ce moment-là vous prenez une part beaucoup plus active, parce que la mission spéciale, si on peut dire, du comité médical c'est de voir à enrayer ce problème-là?

R. Oui.

15 Q. Cette mission-là du comité médical c'est d'éduquer l'athlète, mais c'est aussi de quoi? C'est non seulement d'éduquer l'athlète mais c'est de faire quoi, monsieur Chouinard?

R. Voyez-vous, on me choisit au comité médical parce que j'ai une action qui remonte plus loin que ça dans cette direction-là.

20 Déjà en 1980 j'approche le Gouvernement du Québec au Ministère de l'éducation parce qu'on ne sait pas, moi je vis au Québec, donc je m'occupe du problème québécois, et puis les athlètes pris sont surtout des québécois, où suite aux Jeux du Québec je ne suis pas à l'aise. Je demande s'il n'y a pas  
25



5

quelqu'un qui peut nous aider. Je vais voir, on me dit que non, qu'eux autres ils sont perdus là-dedans, c'est l'éducation eux autres, ce n'est pas leur domaine.

10

Je vais voir aussi la Régie de la sécurité dans les sports au Québec, et puis j'écris à mon président régional pour lui dire: "Il me semble, il y a quelque chose qui n'est pas correct."

La Fédération canadienne voit mes actions et c'est pour ça qu'on me choisit en 1984 comme président du comité médical.

15

Et puis à ce moment-là ma mission en est une de continuer dans la direction que je m'étais moi-même donné, d'essayer de circonscrire le problème et puis de mettre fin à ça avec l'aide de personnes de la santé.

20

Q. Monsieur, j'aimerais ici vous montrer une lettre du 31 janvier 1984, qui sera l'exhibit 108.

Monsieur Chouinard vous vous souvenez, on parle de cinq athlètes ici?

R. Oui.

Q. Quatre d'entre eux sont les quatre

25



5

qui ont été effectivement arrêtés à Mirabel et qui se sont vus imposer une suspension de trois mois, d'accord?

R. Oui.

10

Me PROULX: Mr. Commissioner, this is a document which we didn't have in Montreal, but which I think will answer some of your questions, because we can see that these athletes were in fact upgraded after the incidents in Mirabel.

THE COMMISSIONER: Were they continued to be funded while the suspension period was on. Is that right?

15

Me PROULX: Yes.

THE COMMISSIONER: While they were suspended they were still being funded?

20

Me PROULX:

25

Q. Monsieur Chouinard, j'ai une lettre ici sur laquelle j'aimerais attirer votre attention, malheureusement que nous n'avions pas quand monsieur Campion a témoigné, peut-être que ça avait échappé à la Fédération, mais les quatre athlètes qui se sont vus imposer une suspension à compter du cinq novembre,



5

c'est-à-dire décembre, janvier, février, voici qu'ici on reçoit un avis à la Fédération nationale de sport Canada disant que ces athlètes-là sont effectivement brevetés ou cardés et que dans le cas de monsieur Hadlow c'est même rétroactif au premier novembre 1983, donc malgré la suspension qui a été imposée par la Fédération nationale.

10

Et ça m'amène à vous demander: est-ce que quand la Fédération nationale a suspendu ces quatre athlètes, est-ce qu'elle l'a fait savoir à Sport Canada?

15

R. Je ne peux pas vous répondre, je n'étais pas à la Fédération canadienne à ce moment-là. Je ne sais absolument rien, excepté ce que j'ai appris ici dans la salle d'audience concernant les choses concernant Mirabel. Comme je vous le dis à ce moment-là je suis un instructeur de club, je suis vraiment peiné mais je ne peux pas vous aider là-dessus.

20

Me LUTFY: Avec votre permission, maître Proulx. Mr. Commissioner, with your permission, to complete the last answer, the document, the resolution whereby the athletes were suspended for the period of time indicated on the resolution, as I understand it,

25



5

was an appendix to a letter addressed to the Minister of sport in mid November of 1983. And so, to the extent, that Mr. Proulx was asking the witness whether Sport Canada was aware that the athletes were in fact suspended, to the extent that it is true to say that this in fact was an annex to the letter to madame Payette, I think the answer to Mr. Proulx's question would be in the affirmative.

10

THE COMMISSIONER: Thank you. Is the letter there.

Me LUTFY: Yes, it is part of that package that Mr. Proulx referred you to.

15

THE COMMISSIONER: The resolution is appendix C.

Me LUTFY: Yes. My friend, Mr. Silcoff, says that in addition to the letter being addressed to the Minister, it was --

20

THE COMMISSIONER: What date was that?

Me LUTFY: We went through this in Montreal. The letter appears to be undated, but appears to have been received by the Minister's office or by her department on or about November 21st, 1983. It is stamped there on the right-hand corner.

25



THE COMMISSIONER: The day of the seizure  
at Mirabel I thought

5 Me LUTFY: It was late October and it was  
in the newspapers, October 31st. It was in the  
newspapers November 4th and 5th, '83.

THE COMMISSIONER: I am not worried  
about the newspaper. What was the date of the seizure?

10 Me SILCOFF: On or about October 31st.

Me PROULX: Thank you, Mr. Lutfy.

15 Me LUTFY: I guess, the point that I was  
completing was that the letter was copied, apparently,  
to the Executive Committee of the Federation and to Mr.  
Heikkila, who, I think, is the author of the letter  
that Mr. Proulx has just put to the witness.

THE COMMISSIONER: Thank you.

Me PROULX:

Q. Maintenant, monsieur Chouinard,  
avez-vous, vous, rencontré en 1983 monsieur Kulesza,  
20 qui a été engagé comme entraîneur national?

R. Oui, je l'ai rencontré lors de son  
arrivée au pays, oui.

Q. Avez-vous eu des contacts avec  
monsieur Kulesza comme président du comité médical?



R. Oui.

5

Q. Et quels genres de contact aviez-vous, quels étaient les rapports que vous aviez avec l'entraîneur national?

10

R. C'était, je le considérais comme la personne la plus experte pour pouvoir nous orienter de façon à pouvoir éteindre ce feu-là, qui était l'usage des stéroïdes anabolisants, et puis je voulais connaître son point de vue à lui, un petit peu comme vous venez de m'indiquer, quels seraient les points de référence, est-ce que l'on en a visiblement sur les gens qui peuvent en utiliser et ainsi de suite, et puis en connaître plus sur ce côté-là.

15

20

Et puis suite à nos discussions, d'ailleurs c'est monsieur Kulesza qui m'a parlé du passeport médical que c'était un outil que l'on pourrait utiliser de façon à mettre les athlètes en situation de voir des médecins, de les forcer à pouvoir contrôler ça via de l'aide médicale. Les idées, plusieurs des idées sont émanées de ces échanges-là.

25

Q. Vous dites que monsieur Kulesza, vous le considérez comme votre expert sur ces questions-là, mais ce n'était sûrement pas sur les



5

problèmes qu'on vivait ici au Québec ou au Canada, parce que monsieur Kulesza venait d'arriver ici au Canada, il arrivait de Pologne ou enfin de l'Argentine, mais vous le considérez expert à quel titre? Sur la situation internationale? Sur les effets secondaires, enfin quoi?

10

R. Non, non, par ses études. Expert par le fait qu'il était gradué de l'Université de Varsovie en éducation physique avec spécialité haltérophilie, ce qui n'existe nulle part en Amérique du Nord. Ça fait que s'il existe une personne qui sur la spécificité du sport pouvait m'aider, c'était lui, et puis c'était dans ce domaine-là que je le questionnais.

15

Q. Le comité médical existe toujours au sein de la Fédération, n'est-ce pas?

20

R. C'est présentement sous la responsabilité du comité technique, et puis dans ce comité technique-là il y a des médecins. Moi depuis mon accession à la vice-présidence j'ai laissé tomber la présidence du comité médical.

25

Q. Très bien. Maintenant en 1984 alors que le comité médical était dans ses premiers mois



d'évolution, on a dû faire face à certains problèmes quant aux Jeux de Los Angeles, vous vous en souviendrez, n'est-ce pas?

5

R. Oui.

Q. Lorsque deux athlètes se sont vus, messieurs Chagnon et Hadlow, ont vu leurs échantillons d'urine testés ...

10 R. Positifs.

Q. Pardon?

R. Positifs.

Q. Positifs. Est-ce que vous avez eu quelque chose à faire vous en tant que président du comité médical avec cette situation-là?

15

20 R. Non, pas vraiment si ce n'est d'aller les recevoir à leur arrivée à l'aéroport et d'assister pour la Fédération canadienne à l'ouverture du flacon B, mais je ne pense pas que c'était en tant que président du comité médical, c'était plus en tant qu'arbitre ou officiel de la Fédération, officiel international de la Fédération résidant à Montréal plus que d'autres choses.

25 Q. Mais, monsieur Chouinard, vous avez dit que le comité médical avait comme mission prin-



cipale d'enrayer le problème?

R. Oui.

5 Q. Et voici qu'on a deux athlètes, n'est-ce pas, qui présentent ces résultats-là. Alors pour le comité médical ça devait être très important de se demander, mais comment se fait-il qu'encore, après 1983, les incidents désastreux de 1983, voici que relativement à une compétition d'importance on a encore 10 un problème.

Est-ce que chez vous au comité médical est-ce que quelque chose s'est fait?

15 R. Moi j'ai essayé d'avoir une entrevue avec Luc Chagnon à un moment donné, pas longtemps après ça. Et puis Luc n'a absolument pas voulu ouvrir ou contribuer de quelque façon que ce soit. C'est la seule chose que je me souviens qui a été fait par le comité médical là-dessus.

20 Q. Monsieur Hadlow?

R. Hadlow, non.

Q. Avez-vous essayé de le rencontrer?

R. Non. Hadlow demeurait en Ontario et puis, non, je ne pourrais pas vous dire, c'est difficile de vous dire pourquoi, mais je me souviens 25



que Hadlow il n'y a pas eu d'essai de fait pour le rencontrer.

5 Q. Monsieur Chouinard, est-ce que vous avez fait rapport au président de la Fédération à ce moment-là ou au comité exécutif pour dire: "Ecoutez, je veux dire, qu'est-ce qu'on va faire, on a un autre problème, est-ce qu'on va orienter notre démarche d'une autre façon?"

10 Le comité médical c'était votre mission. Est-ce qu'il y a des résolutions spécifiques qui ont été prises en 1984 pour dire: "Ecoutez, on ne peut pas continuer de cette façon-là, il y en a encore deux ici."

15 R. Oui, on a à l'intérieur du comité médical, on a resserré, on a essayé de resserrer un peu plus fort l'étau sur la situation. C'est à ce moment-là qu'on a essayé d'avoir la contribution du docteur Dugal pour nous faire comprendre différents problèmes, de quelle manière lui verrait ça.

20 D'ailleurs le docteur Massé m'avait offert lors du test de l'échantillon B de Chagnon et Hadlow, son assistance. Et puis on a essayé de faire des contacts, d'avoir cette aide-là pour pouvoir monter

25



5 un système audio-visuel, on a mis en place des présentations par des gens de l'Université de Montréal, ainsi de suite. On a essayé de mettre des choses concrètes en place suite à ça.

10 Q. Monsieur Chouinard, est-ce qu'il n'y avait pas dans le contrat qui lie l'athlète avec la Fédération, est-ce qu'il n'y avait pas une obligation pour l'athlète de divulguer la source ou enfin où il se procurait les stéroïdes anabolisants?

R. Pas à ce moment-là.

Q. Pas à ce moment-là?

15 R. Non, je l'ai fait incorporer plus tard lorsque je l'ai vu pour la première fois, je l'ai vu dans une ébauche que la Fédération de piste et pelouse avait, et puis j'ai trouvé l'idée bonne, et puis je crois que c'est 1986 que j'ai vu ça, en 1987.

20 Q. Mais avez-vous essayé de le savoir, même si l'athlète n'était pas obligé en vertu d'un contrat, est-ce que vous autres, le comité médical, vous avez des médecins, des gens qui s'interrogent sur le problème, qui consultent, et voici qu'en 1984, malgré toute la bonne volonté, vous êtes pris avec deux problèmes. Avez-vous tenté de savoir où ces gens-là se



procuraient les stéroïdes? Est-ce que vous avez eu des informations là-dessus?

5 R. Ça été la raison de l'approche avec Luc Chagnon, d'essayer de comprendre qu'est-ce qui se produisait et pourquoi. Qu'est-ce qui avait été spécifique à son cas et puis malheureusement Luc n'a pas voulu parler.

10 Essayez de comprendre, Luc s'entraînait à St-Hyacinthe, et puis à St-Hyacinthe je me souviens que quelques semaines plus tard, quelques mois plus tard le gérant général de la Fédération a été rencontré les athlètes à ce moment-là, parler à tout le milieu, ainsi de suite.

15 Q. Mais, monsieur Chouinard, êtes-vous allé voir l'entraîneur de monsieur Chagnon et puis lui poser des questions. Est-ce qu'il y a une enquête qui a été faite par le comité ou qui que ce soit pour savoir: comment se fait-il que ces gens-là consomment? Est-ce que ce sont les seuls ou si ce sont deux malchanceux et qu'il y en a beaucoup d'autres qui en consomment?

20 R. Pas à ma connaissance. Mais à ce moment-là je pense que c'était la première fois que



quelqu'un de la région de Richelieu/Yamaska, non, on venait d'avoir Michel Pietracupa qui venait du même coin aussi.

5

Q. Monsieur Chouinard, est-ce que vous avez été mis au courant que monsieur, qu'un collègue athlète avait pratiqué le cathéter, avait eu recours à cette opération du cathéter sur la personne de monsieur Chagnon en 1984?

10

R. Non, mais j'ai eu des doutes quelques mois avant la fin de l'année au fil d'une conversation en quelque part, et puis c'est pour ça que dans une communication que j'ai faite immédiatement avec le docteur Dugal, je lui ai demandé spécifiquement de quelle façon on pouvait déceler ça.

15

Q. Déceler quoi?

R. Déceler si quelqu'un faisait usage du cathéter, parce que pour moi c'était la première fois que je voyais cette possibilité-là comme en étant une réelle.

20

Q. Vous n'en avez pas entendu parler avant les Jeux de Los Angeles quand vos athlètes ont été testés positifs?

R. Non, jamais.

25



Q. Vous en avez entendu parler plus tard?

R. Plus tard, environ deux ou trois mois après les Jeux de Los Angeles j'ai entendu parler que cette possibilité-là aurait existé.

Q. Est-ce que c'était la première fois que vous entendiez parler du cathéter comme technique pour éviter ou masquer la présence des stéroïdes?

R. Oui. Je l'avais peut-être lu en quelque part mais je ne donnais aucune crédibilité à ça, je ne voyais pas ça comme une possibilité, mais c'était la première fois où j'entendais parler que, oui, c'était quelque chose qui était plus probable que ça pouvait exister.

Q. Maintenant est-ce qu'il y a eu un appel de loger par monsieur Hadlow suite au fait que le laboratoire de Montréal déclare le test positif?

R. Oui.

Q. Est-ce que monsieur Chagnon en avait appelé, lui?

R. Oui.

Q. Alors messieurs Chagnon et Hadlow en ont tous les deux appelé, c'est ça?



R. Oui.

5 Q. Et vous, vous avez essayé, vous dites que vous avez essayé auprès de monsieur Chagnon, monsieur Chagnon ne disait rien mais par contre il en appelait de cette décision-là, il n'y avait pas de problème au niveau de ses engagements à lui comme athlète, et il ne voulait pas vous parler à vous mais il pouvait en appeler de cette décision-là, je m'explique mal ...

10 R. Bien oui, évidemment dans le niveau de l'appel moi je n'ai rien à voir là-dedans, c'est la Fédération canadienne. A ce moment-là je suis juste 15 président d'un comité quelconque. Ce comité-là, qui est le comité médical, touche vraiment une spécificité, l'appel on n'a rien à y voir.

20 Q. Est-ce que vous avez été mis au courant des procédures, vous, de façon spécifique? Est-ce que vous êtes au courant des procédures d'appel intentées par monsieur Chagnon et monsieur Hadlow en 1984?

R. Des procédures d'appel? Je ne pense pas.

25 Q. De l'audition, etc .?



R. Non, je ne pense pas que je le suis à ce moment-là.

5 Me PROULX: Mr. Lutfy, do you have any documentation --

Q. Etiez-vous là, monsieur Chouinard, je pensais que vous étiez présent lors des auditions d'appel?

10 R. Oui, j'étais là.

Q. En quelle qualité?

R. C'était parce que j'avais été délégué par la Fédération canadienne pour l'ouverture d'échantillon B, et puis au cas où il y aurait quelque chose de spécifique sur ce point-là.

15 Q. D'accord. Est-ce que vous avez été présent au cours de toutes les auditions qui étaient présidées par le docteur Norman Gladhill, qui était à ce moment-là le président du Conseil canadien de la médecine sportive?

20 R. Je crois que oui.

Q. Vous souvenez-vous, monsieur Chouinard, qu'à un moment donné, dans le cas de monsieur Hadlow, qu'il a été révélé au comité qui entendait l'appel, il a été révélé qu'il y avait eu une



conversation enregistrée ou enfin une conversation entre monsieur Hadlow et l'exécutif de l'Association?

5

R. Oui.

Q. Est-ce que vous avez avec vous la décision du comité présidé par monsieur Gladhill qui a rejeté l'appel de messieurs Hadlow et Chagnon?

10

R. Je ne sais pas si je l'ai avec moi, je sais que je l'ai vu en tout cas.

Me LUTFY: I am not sure that I have given a copy to the witness, but Mr. Proulx did put me on notice, I think on Friday, and Mr. Barber of the SMCC did send to me a copy of that decision.

15

THE COMMISSIONER: I want to go back though, you were asking what Mr. Hadlow said.

Me PROULX: Yes, I am coming to it now.

THE COMMISSIONER: Because it is referred to in one of the documents.

20

Me PROULX: Mr. Commissioner, I just spoke to Mr. Lutfy and I have asked Mr. Lutfy some information about this specifically, but I understand Mr. Lutfy would like to speak to me so we can --

25

THE COMMISSIONER: You can come back to that later.



5  
Me PROULX: Come back to it.

10  
Me LUTFY: Thank you, Mr. Commissioner.

15  
Me PROULX: Mr. Commissioner, I would like to draw your attention to, in the same book, being exhibit 100, if we go a bit further, I would say - it is dated July 7th, 1984.

10  
THE COMMISSIONER: What date?

15  
Me PROULX: July 7th. I would say at the end, if you start by the end, probably after the fifth yellow page. This is Mr. Chouinard's minutes of... ça s'intitule: "Minutes of Medical Committee meeting held at Lac St-Denis" ... le sept juillet 1984, d'accord.

20  
Vous êtes au courant de ça, monsieur Chouinard?

25  
R. Oui.

20  
Q. C'est vous qui avez préparé ces minutes-là?

25  
R. Oui.

20  
Me PROULX: So, we have, Mr. Commissioner, more details on the medical passport and so on.

25  
THE COMMISSIONER: Thank you. Mr. Commissioner, I would like to go a bit further now, to a letter dated December 21st, 1984.

25  
THE COMMISSIONER: Where do find it,



because I have gone from December to February. What's the heading?

5

Me PROULX: It is headed "Canadian Weightlifters Federation". Could you, Mr. Lufty, could you help the Commissioner because these are your documents.

THE COMMISSIONER: Thank you.

10

Me PROULX:

Q. Monsieur Chouinard, il s'agit ici d'une lettre du 21 décembre 1984 que vous avez signée comme président du comité médical, qui est adressée au docteur Robert Dugal, qui est, comme on le sait, le directeur du Laboratoire, plus particulièrement de l'Institut national de recherche scientifique, Division santé à Montréal, et où vous dites ceci:

15

20

25

"Il y a quelques semaines, à Ottawa, je vous avais brièvement parler du voeu formulé par les membres du comité médical de la Fédération canadienne d'haltérophilie, soit d'assainir le plus possible la pratique de l'haltérophilie au



pays."

Vous dites:

5 "A cet effet, les quatre médecins membres de ce comité doivent surtout lutter contre la tendance de certains athlètes et/ou entraîneurs à utiliser des aides ergogéniques."

10 Si vous voulez, on va arrêter ici. Ma question est la suivante: quand vous disiez à ce moment-là au docteur Dugal qu'il y avait une tendance d'athlètes et aussi d'entraîneurs, ça veut dire pour vous qu'à ce moment-là en décembre 1984 les entraîneurs contribuaient aussi à aider les athlètes à se procurer ou à les encourager ou quoi, quelle était la responsabilité des entraîneurs pour vous à ce moment-là?

15 R. Non, je voulais dire, le "ou" était important pour moi à ce moment-là.

Q. Il y a un "et" aussi.

R. Oui, je sais, mais je ne savais pas si c'était "et" ou "ou", le lien pour moi, il y avait une zone grise, je savais qu'il y avait de l'utilisation



tion. Est-ce que les entraîneurs sont impliqués ou est-ce qu'ils ne le sont pas?

5                   Mais quant à moi il fallait, j'ai toujours cru en haltérophilie que la personne cruciale, la personne la plus importante que l'on a dans notre organisation c'est l'entraîneur d'un club, l'entraîneur. Même si on met toute la fonte possible dans le club, même si on a toutes les plates-formes possibles, 10 c'est l'entraîneur qui fait toute l'orientation du club. Pour moi c'était extrêmement important que l'entraîneur, peu importe ce que l'on fait, soit toujours impliqué dans nos processus.

15                  Q. Monsieur Chouinard, si vous croyez justement, comme vous le dites, que l'entraîneur joue un rôle fondamental, n'est-ce pas ...

R. Oui.

Q. Crucial?

R. Oui.

20                  Q. Dans effectivement l'évolution de l'athlète ...

R. Oui.

25                  Q. Est-ce que ce n'est pas justement la raison pour laquelle à ce moment-là vous en étiez à



5

croire, en décembre 1984, qu'il n'y avait pas seulement l'athlète qui pouvait avoir une responsabilité dans l'usage, mais aussi l'entraîneur qui ne pouvait pas se fermer les yeux?

10

R. C'est certain, ça c'est certain que je ne voulais pas laisser l'entraîneur de côté, il fallait que l'entraîneur soit impliqué dans toutes sortes de programmes que l'on avait, il fallait que la philosophie descende sur lui et soit très, très forte à son niveau.

15

20

25

Q. Monsieur Chouinard, je ne pense pas qu'on se comprenne. Si vous indiquez ici au docteur Dugal dans une lettre, et que vous lui dites: "Ecoutez, docteur on doit lutter contre la tendance de certains athlètes et/ou, mais "et" entraîneurs à utiliser des aides ergogéniques", alors est-ce qu'on peut dire raisonnablement, monsieur Chouinard, qu'après une année d'existence environ votre comité et vous-même, vous croyez que l'entraîneur ne pouvait pas être tout à fait à l'écart, enfin devait être au courant de quelque chose et pouvait même avoir une part active dans l'usage que pouvait faire l'athlète, l'entraîneur du club?



R. Pouvait avoir une part active, ça je n'étais pas convaincu à ce moment-là, c'est certain.

5

Q. Alors qu'est-ce que vous vouliez dire ici: "à utiliser"

10

"Une tendance de certains athlètes et/ou entraîneurs à utiliser des aides ergogéniques"

ça ça veut dire des stéroïdes anabolisants.

R. C'est ça.

Q. Alors vous vous basiez sur quoi pour affirmer que les entraîneurs pouvaient avoir une responsabilité?

15

R. Bon, moi mon approche là-dessus c'était qu'un petit peu comme un père de famille, il voit que dans sa maison à lui il y a un problème spécifique. Il a une responsabilité d'attaquer le problème et d'essayer de l'enrayer, et puis s'il le tolère, bien je pense qu'il y a quelque chose qui n'est pas correct, et puis c'était la même approche que je voulais faire avec les athlètes.

20

Que l'entraîneur dise ou ne dise pas qu'il était au courant, quant à moi il devait être au

25



courant. Il devait être au courant. Il devait être au courant pour vous répondre ou il aurait dû l'être s'il ne l'était pas.

5

Q. Vous continuez, je reprends la lettre:

10

"Ces médecins sont de bonne foi mais ont une connaissance et une formation très limitées sur ce sujet. Ils ont absolument besoin d'aide d'experts pour les aider à faire démarrer notre programme et c'est à ce niveau que je fais appel à votre organisme.

15

Voici les différentes phases de notre programme:

20

- implantation d'un passeport médical en 1985;
- formation des officiels par le comité médical surtout sur les façons utilisées par les haltérophiles pour déjouer le testing;

25



5 - programme éducatif sur le doping à l'intention des athlètes et entraîneurs du National Squad;

10 - conférences antidoping aux athlètes aux camps d'entraînement nationaux;

15 - conférences antidoping lors de la finale Coupe Canada, à l'élite de demain.

20 Nous aimerais consacrer - je continue toujours - une ou deux journées de fin de semaine à ce sujet dans la région de Montréal fin janvier début février 1985. Voici ce qui me semble être les points que nos médecins aimeraient ouvrir lors de telles rencontres.

25 - Les plus récentes recherches sur le doping et plus spécialement les aides ergogéniques;

- tous les éléments négatifs



pour la santé quant à l'usage de tel produit;

- comment déceler la tricherie  
à l'usage de cathéters,  
diurétiques, etc. et les effets  
sur la santé de l'athlète;"

Alors pourquoi parler des cathéters à ce moment-là, monsieur Chouinard?

R. Parce que je viens de vous le dire,  
deux ou trois mois après le retour des athlètes de  
Séoul ... (interrompu)

Q. Pardon, attention-là.

R. Je m'excuse, après le retour des athlètes de Los Angeles j'ai eu vent qu'il y avait peut-être eu une possibilité d'utilisation de cathéter à un moment donné pour déjouer les tests antidopage. Et puis pour moi c'était un élément nouveau, et c'est la première fois, et puis je ne savais pas comment adresser ce problème-là.

Q. Est-ce qu'il y a eu une suite, monsieur Chouinard, à cette lettre?

R. Non. Malheureusement le docteur Dugal ne m'a jamais répondu à cette lettre-là, et puis



je l'ai appelé souvent, j'ai laissé des messages, il ne m'a jamais retourné mon appel, je n'ai jamais eu de suite là-dessus.

5

Q. Maintenant suite à cette lettre, monsieur Chouinard, en 1985, vous êtes devenu vice-président?

R. Oui.

10

Q. Et vous n'étiez plus au comité médical?

R. Non.

15

Q. Là vous avez eu à ce moment-là des tâches beaucoup plus étendues, si je peux dire, à l'intérieur de la Fédération canadienne?

R. Oui.

20

Q. Vous étiez vice-président effectivement de la Fédération?

R. Oui.

Q. A compter de quel moment?

R. 1985, je ne peux pas vous dire le mois.

Q. Mais au début ou à la fin de l'année?

R. C'était à peu près vers le milieu de

25



l'année, parce qu'à ce moment-là on faisait, non, je placerais ça à l'été ou quelque part dans ce coin-là.

5

Q. Monsieur Chouinard, étiez-vous vice-président de la Fédération lorsque plusieurs athlètes, en fait quatre athlètes se sont vus testés à nouveau, ont vu leur échantillon d'urine être testé positif au cours de l'été 1985?

10

R. C'était à quel endroit?

Q. Un instant. Monsieur Chouinard, en juillet 1985 ...

THE COMMISSIONER: That is exhibit what number, please.

15

Me PROULX: Exhibit 39, Mr. Commissioner.

THE COMMISSIONER: Thank you.

Me PROULX:

Q. En juillet 1985, monsieur Choquette, monsieur Darsigny en septembre 1985, monsieur Pietracupa, en août 1985, monsieur Salvas en août 1985.

20

R. Je ne croirais pas. Je ne suis pas certain mais je ne croirais pas.

Q. Vous ne croiriez pas quoi?

R. Que j'étais à la Fédération canadienne, si j'y étais j'arrivais.

25



Q. Oui, mais est-ce que vous vous souvenez?

5 R. Oui, je me souviens de ces quatre athlètes-là, il n'y a pas de doute.

Q. Vous vous souvenez de ces quatre athlètes-là, est-ce qu'ils appartenaient tous au même club ou si c'était des athlètes qui venaient d'endroits différents?

10 R. Non, c'était des athlètes, vous aviez Pietracupa.

Q. Darsigny?

R. Darsigny, Choquette.

Q. Et Salvas?

15 R. Oui, les quatre viennent de Richelieu/  
Yamaska.

Q. Alors voici qu'ici on a des athlètes qui à différents mois rencontrent des problèmes?

20 R. Oui.

Q. Et ça c'est quand même quatre.  
Alors qu'est-ce qui se fait au niveau de la Fédération?  
Je comprends que vous n'êtes peut-être pas là au moment même où eux sont suspendus par la suite, mais vous

25



arrivez, alors qu'est-ce qui s'est fait devant cette constatation, au niveau de la Fédération parce que ...

5

R. Là je me souviens que je n'étais pas à la Fédération canadienne à ce moment-là.

10

Q. D'accord.

R. Maintenant ce que la Fédération canadienne a pu faire, je sais que par la suite ...  
(interrompu)

THE COMMISSIONER: I am sorry then. I thought you were vice-president from '85 to '88?

LE TEMOIN: Oui, mais pas à ce moment spécifique-là où l'incident se déroule.

15

THE COMMISSIONER: I am sorry, I don't understand that. I am just looking at your CV and it says vice-president '85 to '88.

20

LE TEMOIN: Mais pas pour l'année 1985 au complet. Je suis arrivé à la vice-présidence de la Fédération canadienne à un moment donné durant l'année 1985 ... (interrompu)

THE COMMISSIONER: I see, what month.

LE TEMOIN: Je ne pourrais pas vous dire le mois.

25

THE COMMISSIONER: But you weren't vice-



president in September or October? These events started August, September and October '85.

5

Me PROULX:

Q. Monsieur Chouinard, est-ce qu'il n'y a pas moyen que vous puissiez nous dire quand vous êtes devenu vice-président. On a reçu beaucoup de documents grâce à la collaboration de maître Lutfy, mais est-ce qu'on n'aurait pas des documents qui pourraient nous dire de façon précise à quel moment vous avez été élu?

10

Me LUTFY: Mr. Proulx, in a telex to my client on February 13th, asked for a list of the members of the Board of Directors and the Executive Committee of the Federation for '83 to '88. I was able to deliver to him, three (3) days later, on February 16th the list of the members of the Board and the Executive Committee from '86 to '89. Now, quite frankly, I just didn't complete the work for the period '83 to '85.

15

20

THE COMMISSIONER: Well, Mr. Chouinard really didn't know anything about these cases. I notice that they were disqualified in August, September and October of 1985.

Me PROULX:

25



Q. Monsieur Chouinard, est-ce que vous êtes en mesure de nous aider là-dessus?

R. Je veux bien vous aider mais je ne  
peux vraiment pas vous dire, je ne peux pas vous aider  
plus. Je me souviens que mon premier meeting a eu lieu  
à Cornwall, c'est la seule chose que je peux me  
souvenir. Je me souviens que les routes étaient  
carrossables, que c'était l'été ou c'était, en tout cas  
il n'y avait pas de neige, c'est la seule chose que je  
peux vous dire.

Q. Monsieur Chouinard, qu'est-ce qui s'est fait au niveau de la Fédération lorsqu'en 1985 on a quatre athlètes qui viennent d'une même club et qui, à des périodes différentes, vous n'étiez peut-être pas là au moment où eux ont remis leurs échantillons, mais l'enquête, il y a dû y avoir une enquête auprès de ces athlètes pour tenter de savoir dans ce club-là qu'est-ce qui se passait. Ces gens-là venaient effectivement du même club que monsieur Chagnon, n'est-ce pas?

R. C'est vrai, c'est vrai.

Q. Monsieur Chagnon en 1984 s'était fait prendre?

R. Oui.



5

Q. Voici que quatre athlètes se font prendre encore en 1985, au cours de l'été et en septembre, qu'est-ce qui s'est fait à ce niveau-là au niveau de la Fédération?

10

R. Je ne peux vraiment pas vous aider. La seule chose que je me souviens, c'est que c'est à ce moment-là, tantôt je parlais de monsieur Ranger qui a été à Richelieu/Yamaska rencontré les gens du club, ça je me souviens que monsieur Ranger immédiatement dans le temps qui a suivi son entrée en fonction a été au club Richelieu/Yamaska réunir tous les gens et puis que lui-même s'est occupé de cette fonction-là.

15

Q. Alors il faudrait demander à monsieur Ranger?

R. Quant à moi, oui, il faudrait demander à monsieur Ranger.

Q. Très bien.

20

Me LUTFY; Except that the evidence will show, and this may be of assistance to Mr. Proulx. As I recollect Mr. Campion's evidence, he was technical director under Mr. Keith Nesbitt who was executive director, I think, for the better part of 1985. There was a change-over in the personnel in the weeks and two

25



(2) or three (3) months immediately following the incidents that Mr. Proulx is referring to. I cannot represent to you this morning that there was a causal link, but it may well be, that one of the reactions was that -- and I guess it should be on the record that we are all working under difficult circumstances, your counsel, we are. One of the key players here, who would have been active at that time, and until recently was amongst us, is Mr. Donald Buchanan. And I try to phone him every now and then and keep in touch with him and get some more information from him, but, unfortunately, on the precise question Mr. Proulx asked, this is the best we can do this morning.

THE COMMISSIONER: Alright. We'll get it if we need it. Thank you.

ME PROULX:

Q. Maintenant est-ce que, monsieur Chouinard, est-ce que votre arrivée coïncide avec le départ du système de contrôle appelé celui de la 6/49 qui était particulier aux haltérophiles?

R. Non, j'arrive là avant ça. J'arrive là lorsqu'on a seulement les départs avec les compétitions internationales ainsi que le testing aux



compétitions.

Q. Un instant. Vous dites qu'on a le  
5 testing pour les compétitions?

R. Oui.

Q. Et avant les départs, c'est-à-dire  
au départ?

10 R. Oui, au départ des compétitions  
internationales.

Q. Au départ des compétitions. Alors  
est-ce que ça se discute à ce moment-là en 1985 la  
possibilité d'introduire un système?

R. Un système ...

15 Q. Comme celui de la 6/49.

R. "Random", oui.

Q. Un contrôle au hasard?

R. Oui.

20 Q. Est-ce que vous vous avez joué un  
rôle important dans l'établissement de ce système?

R. C'est moi qui ai pensé le système de  
la 6/49. Et puis à une occasion, je sais que c'est à  
Montréal, je me souviens encore que c'est sur le  
boulevard Décarie, dans mon automobile où je l'ai  
suggéré à Ross Pryor que ça semblait être l'approche



optimum de façon à mettre un frein à cet abus spécifique-là ou cet usage spécifique-là de produits dopants.

5 Q. Voulez-vous expliquer au Commissaire pourquoi, le cheminement de votre pensée là-dessus. Qu'est-ce qui vous avait amené à penser, à croire qu'il fallait en arriver là?

10 R. Bien, on ne semblait pas avec les programmes que l'on avait en place, les programmes éducatifs ne semblaient pas éduquer suffisamment les gens ou les empêcher d'embarquer là-dedans, on continuait d'avoir des gens positifs. Ce n'était définitivement pas suffisant. Il nous manquait un élément-clé, c'était l'élément qui intercalait une mise hors d'équilibre des athlètes, il fallait toujours les garder hors d'équilibre si on ne pouvait pas les convaincre. Et puis c'est la façon que j'ai vu qu'il fallait absolument intercaler un "frequent and random system".

20 Q. Est-ce que vous vous inspiriez de ce qui se faisait ailleurs à ce moment-là, monsieur Chouinard?

25 R. Non, pas nécessairement. Moi je suis un fervent gageure à la 6/49, et puis en regardant



ce système-là qui avait vraiment toutes les vues que l'on semblait rechercher, garder les gens hors d'équilibre, être certain qu'un mécanisme est crédible, qu'il puisse se mettre en marche, ça me semblait être un outil fantastique.

Q. Mais le principe d'un contrôle au hasard, "random"?

R. Oui.

Q. Est-ce que vous étiez au courant que dans certains pays ce principe-là était appliqué?

R. Seulement dans les mots, absolument pas sur la façon pratique dont ça pouvait se faire.

Q. Alors à quel moment, au meilleur de votre connaissance, le système a-t-il été introduit?

R. Je crois que c'est février ou mars 1987.

Q. 1987?

R. Oui.

Q. Alors revenons, on est 1985, vous arrivez comme vice-président et vous ne semblez pas, enfin vous vous souvenez des quatre individus, des quatre haltérophiles?

R. Oui.



5 Q. Mais est-ce que ça n'a pas créé un certain remous ça à l'intérieur de la Fédération à ce moment-là qu'on ait encore quatre athlètes d'un même club, du même club dont Chagnon faisait partie, lui qui s'était fait prendre l'année antérieure, est-ce qu'il y a quelque chose qui s'est fait, d'urgent, pour tenter, voir l'entraîneur par exemple? Est-ce qu'il y a une enquête qui a été faite auprès de l'entraîneur de ce club-là?

10 R. Bien c'est ça que je vous disais tout à l'heure, la seule chose que je me souviens c'est que Claude Ranger, le gérant général ait pris la peine de se déplacer lui-même ... (interrompu)

15 Q. Ça j'ai compris ça.

R. C'est la seule chose que je me souvienne.

20 Q. Est-ce qu'il y a un rapport qui a été fait?

R. Pas que je me souvienne.

Q. En 1986, monsieur Chouinard ...

R. Oui.

25 Q. Vous êtes vice-président et les responsabilités du comité médical sont laissées à



quelqu'un d'autre que vous?

R. Oui.

5 Q. Je voudrais vous amener à l'été 1986 avant le départ, c'est-à-dire à Winnipeg, au camp d'entraînement à Winnipeg.

R. Oui.

10 Q. Est-ce que vous êtes allé au camp d'entraînement à Winnipeg?

R. Non.

Q. Vous n'y êtes pas allé?

R. Non.

15 Q. Vous souvenez-vous que messieurs Demers et Dodds ont vu effectivement, que ces deux haltérophiles-là se sont vus tester à nouveau positifs à Winnipeg?

R. Oui, je m'en souviens.

20 Q. Est-ce que vous avez eu des conversations avec l'entraîneur, monsieur Kulesza à ce sujet-là?

R. Pas moi, le vice-président technique en a eu, mais pas moi.

25 Q. Qui était le vice-président technique?



5 R. Ross Pryor.

Q. Ross Pryor?

R. Oui, parce que Ross Pryor est aussi  
de Winnipeg par hasard.

Q. Est-ce que vous avez été mis au courant de quoi que ce soit, vous, est-ce qu'il y a quelque chose de particulier?

10 R. Ça a été amené à une réunion du comité exécutif.

Q. Et qu'est-ce qui a été décidé au comité exécutif?

15 R. Bien la suspension, la suspension a été discutée, l'appel a été discuté.

Q. Non, mais monsieur Chouinard, vous avez ici deux individus dont un d'entre eux, monsieur Demers, avait déjà été suspendu, d'accord?

20 R. Oui.

Q. En 1985, et voici qu'une deuxième fois vous étiez confronté avec un problème avec le même athlète?

R. Oui.

25 Q. Qu'est-ce que vous avez fait avec cet athlète-là, monsieur Demers? Qu'est-ce que la



Fédération a fait avec lui en 1986?

5 R. La Fédération l'a suspendu, je crois, immédiatement et puis a dû, suite à l'appel, le réinstaller plus tard.

Q. Quelle était la suspension qui était imposée à monsieur Demers à ce moment-là avant qu'il aille en appel?

10 R. Je ne pourrais pas vous répondre, je ne me souviens pas.

Q. Monsieur Lutfy avez-vous un document? Monsieur Chouinard étiez-vous ... (interrompu)

15 Me LUTFY: I provided the witness, Mr. Commissioner, with a sheet --

THE COMMISSIONER: If it is a matter of record, let's have it.

Me PROULX: I beg your pardon.

20 THE COMMISSIONER: It is a matter of record, is it?

Me PROULX: No.

25 Me LUTFY: It is a sheet of my own personal notes, but it is just some information that the witness developed with respect to suspensions of



athletes by the Federation. It is their own version of exhibit 39.

5 Me PROULX: Mr. Commissioner, it is not on record, because on exhibit 39 this incident of '86 doesn't show because Mr. Demers went in appeal. I wanted to know, before the appeal...

10 Q. Quelle a été la décision du comité exécutif, vous étiez-là, vous étiez vice-président?

R. Oui, mais je ne me souviens pas, et même sur mon résumé je ne l'ai même pas.

15 Q. Est-ce qu'il y a une enquête qui a été faite, indépendamment de ça, en 1986, voici deux athlètes, monsieur Demers et l'autre, monsieur Dodds, qui présentent à nouveau des problèmes. Là vous êtes vice-président, vous avez, vous, enfin vous avez développé par votre présence au comité médical un intérêt marqué pour ce problème-là, qu'est-ce que vous 20 vous avez fait comme vice-président, qu'est-ce que la Fédération a fait en raison de ces événements-là?

R. Personnellement je suis vice-président administration, ce n'est pas ma responsabilité, c'est la responsabilité du vice-président technique.



5                   Q.    Qu'est-ce qui s'est fait au niveau  
de la Fédération, du vice-président technique, peu  
importe?

10                  R.    Le vice-président était sur les  
lieux, je présume que la première chose que j'aurais  
fait, non, il ne savait pas là-bas le test, oui, il l'a  
su là-bas, la première chose que j'aurais fait c'est  
d'essayer de faire une entrevue. Mais est-ce qu'il l'a  
fait?

15                  Q.    Est-ce que ça s'est fait? Est-ce  
qu'il y a des rapports qui ont été faits?

20                  R.    A ma souvenance, je ne me souviens  
pas d'avoir vu un rapport dans ce sens-là.

25                  Q.    Monsieur Parente également en 1986,  
au mois d'août plus tard, lui aussi, dans d'autres  
circonstances, Mario Parente a lui aussi été testé et  
le résultat a été positif, monsieur Chouinard?

                     R.    Oui.

                     Q.    A part de messieurs Dodds et Demers  
également un peu plus tard en août 1986 voici que  
monsieur Parente voit son résultat positif, êtes-vous  
au courant de ça?

                     R.    Oui.



5 Q. Vous souvenez-vous des circonstances?

R. Mario Parente, au championnat canadien, vaguement, oui.

10 Q. Est-ce qu'il y a une enquête qui a été faite?

R. Je ne crois pas.

15 Q. Mais monsieur, à ce moment-là, les athlètes devaient dire où ils s'approvisionnaient, ils devaient vous dire des choses. Est-ce que des questions étaient posées aux athlètes?

R. Je ne crois pas que cette clause-là était rentrée dans notre politique antidoping à ce moment-là en 1986.

20 Q. A quel moment est-elle rentrée?

R. Je pense qu'elle est rentrée en 1987.

25 Q. Très bien. Alors même si la clause n'y était pas, est-ce qu'on essayait de savoir auprès de l'athlète à quel endroit il s'approvisionnait, est-ce qu'on essayait de savoir si l'entraîneur avait un rôle à jouer, etc.? Est-ce qu'il y a une enquête qui a été faite?



5 R. Personnellement si il y a eu enquête je ne m'en souviens pas, je n'ai pas été impliqué dedans s'il y en a eu une.

10 Q. C'est peu de temps, après Winnipeg, monsieur Chouinard, si j'ai bien compris, à l'automne 1986, que le système de la 6/49 a été mise en place, ou enfin qu'on a installé, si je peux dire, les bases de ce système-là. Est-ce que j'ai raison de dire ça?

R. Bien tout à l'heure j'ai mentionné que mes notes me semble indiquer février/mars 1987. Mais de toute façon on est autour de ce temps-là.

15 Q. Est-ce que vous pouvez-dire au Commissaire ce que vous, vers la fin de 1986, ce que vous avez fait de particulier relativement au problème qui nous occupait jusqu'ici?

R. Ce que moi j'ai fait de particulier?

20 Q. Oui. Vous n'avez rien à noter de particulier jusqu'en 1987?

R. C'est ça. J'ai certainement fait la révision, la clause de ré-insertion, deux choses que j'ai apporté de moi-même, j'ai fait demander par notre personne qui est notre employé à la Fédération canadienne de faire de la recherche auprès des autres



fédérations pour voir qu'est-ce qu'ils avaient comme politique antidoping s'ils en avaient.

5                   Et puis c'est de la façon que j'ai obtenu de la Fédération de piste et pelouse une ébauche des politiques qu'ils avaient, et puis peut-être d'une autre fédération dont je ne me souviens pas, et puis j'ai sorti deux éléments que j'ai fait incorporer dans notre politique.

10                  Un des deux c'était la ré-insertion suite à une période de suspension de deux ans, par exemple, avec des testings progressifs, et puis la deuxième c'était la divulgation de la source absolue dans le temps d'une période de temps restreinte qui suit où la personne est trouvée positive. Ça c'est moi qui les ai fait incorporer dans notre politique antidoping.

15                  Q. Vous avez fait incorporer ça quand, monsieur Chouinard?

20                  R. Autour de ce temps-là, avant la  
6/49.

25                  Q. Maintenant vous dites, justement en parlant de ré-insertion, si on prend un athlète qui avait été suspendu pour deux ans en 1983 aux Jeux de Caracas, en août, septembre 1983, il reviendrait donc



en septembre 1985, ainsi de suite pour ceux de 1985 ou 1984. Qu'est-ce que vous visiez exactement par votre programme de ré-insertion, qu'est-ce qui devait se faire?

R. L'athlète devait, dans une période des 12 mois qui suivent la période de ré-insertion, devait se soumettre au test antidoping de façon continue à chaque mois. Et puis si tout se déroulait normalement, que tout était négatif, il était ré-insérer à ce moment-là dans la Fédération.

Q. Et ça cette politique-là a été énoncée ou enfin inscrite en 1987?

R. Autour du début de 1987, fin 1986.

Q. Très bien.

THE COMMISSIONER: Would this be a convenient time to have the morning break.

Me LUTFY: May I do one or two (2) housekeeping things before you that, Mr. Commissioner.

THE COMMISSIONER: Alright.

Me LUTFY: I am wondering if the Registrar had the opportunity of marking as an exhibit Mr. Heikkila's letter to Mr. Campion of January 31st, 1982.



5  
THE COMMISSIONER: That should be marked,  
thank you.

THE REGISTRAR: 108.

EXHIBIT 108: Mr. Heikkila's letter dated  
January 31st, 1982 addressed to Mr.  
Campion.

10  
Me LUTFY: And again, I don't think this  
will disturb your counsel, Mr. Commissioner, if I add  
to the witness' testimony. I am informed that Mr.  
Demers was suspended as a result of the positive  
testing in 1986 for two (2) years by the Federation,  
and for life by Sport Canada. I am also informed that  
that became academic because of the appeal process.

15  
THE COMMISSIONER: Thank you very much.  
We will take our morning break.

--- RECESS

--- REPRISE DE LA SEANCE

20  
THE COMMISSIONER: Mr. Proulx.

Me PROULX: Thank you, Mr. Commissioner.

Q. Monsieur Chouinard, vous me  
permettrez de revenir brièvement sur 1986 mais en  
relation avec Winnipeg. Vous étiez à ce moment-là  
vice-président. Est-ce que vous avez été mis au



5 courant que l'entraîneur national, monsieur Kulesza, avait demandé de façon claire aux athlètes qui devaient passer le test à Winnipeg, qu'il leur avait demandé à chaque athlète de lui indiquer ce qu'ils consommaient comme stéroïdes?

R. Non, je l'ai appris la semaine dernière à Montréal aux audiences.

10 Q. La semaine dernière?

R. Oui.

15 Q. Vous voulez dire que jamais monsieur Kulesza en 1986, après 1986, en 1987, dans tous les contacts que vous avez eus avec lui, quand il a été question du problème que visait les athlètes, jamais monsieur Kulesza ne vous a dit qu'il avait fait cette expérience-là avec les athlètes en 1986?

20 R. S'il me l'a dit je ne m'en souviens pas, et puis s'il me l'a dit il a dû me le dire par bribes d'information, pas comme image globale tel que je l'ai vu la semaine dernière.

Q. Quand vous dites la semaine dernière vous voulez dire.

R. A la commission d'enquête.

25 Q. Lors des audiences à Montréal?



R. C'est ça.

5 Q. Parce qu'en 1987, monsieur Chouinard, vous aviez des contacts avec l'entraîneur national?

R. Ah oui.

10 Q. Et si vous voulez, nous allons aller à un autre exhibit, l'exhibit 104. Exhibit 104, please, Mr. Commisioner, which was produced this morning, and this time we start from '86 to '88, but as christians, as gentiles.

THE COMMISSIONER: No comment. What page?

15 Me PROULX: Well, this is a document dated February 26th, 1987. It says North Sydney, Nova Scotia.

THE COMMISSIONER: Yes, I have it. Thank you.

20 Me PROULX:

Q. Monsieur Chouinard, c'est une lettre que vous envoyez à monsieur Buchanan, vous l'avez la lettre?

R. Oui.

25 Q. Comme président de la Fédération?



R. Moi je ne suis pas président.

5 Q. Monsieur Chouinard vous vous êtes vice-président mais vous écrivez à monsieur Buchanan qui est président?

R. Oui, vous avez raison.

10 Q. Et vous dites ceci:

"Today at 14:30 hours I took advantage of the fact that the two (2) athletes with urine tests have shown lately higher levels than expected were present here at the Canada Games. I arranged a meeting here with them, myself, and national coach, Andzrej Kulesza. Their personal coaches were absent, but I intend to meet them with Andrzej Kulesza later. Indoubtedly, the 2 athletes, Réjean Clerc and Stéphane Côté certified repeatedly that they had never touched or used banned substances. We pushed the questions, but always got the

10

15

20

25



5

10

15

20

25

same negative answers. From there on, Andrzej and myself explained in detail to the athletes concerned why they received such a letter. We also explained our position of trying to eradicate the use of banned substances amongst all our athletes and this with determination. The 2 athletes assured us again that they used only vitamins and iron pills to support their training. They believe it was stress only in relation to intensive training, that brought about those questionable levels of banned substances. This, plus sideline work and school activities were the only things they did. They claim that they had easily their places on Quebec team for the Canada Games and it would have been crazy of them to



use any of these banned substances. The meeting was concluded with a strong statement to the athletes that we were totally against all banned substances in weightlifting."

Ma question, monsieur Chouinard est la suivante: est-ce que c'est ce genre, enfin est-ce que c'est une, pour vous, des responsabilités de l'entraîneur national que de s'impliquer dans le problème de consommation des drogues interdites par des athlètes? Est-ce que c'était le genre de choses que vous discutiez avec lui?

R. Oui, c'est certain. Et puis c'était la raison, c'était moi qui avait comme obligation d'aller là et puis je voulais être certain que le coach national aussi s'impliquerait dans cette responsabilité-là qu'il faut s'assurer qu'il y ait un suivi tout le temps dans cette direction-là.

Q. Mais, monsieur Chouinard, j'ai compris tantôt que vous comme vice-président à l'administration que vous étiez moins impliqué, mais là je veux juste essayer de comprendre pourquoi qu'en 1987



vous vous impliquez à ce niveau-là ici?

R. C'est parce que ça ça se produit  
lors des Jeux du Canada.

5 Q. Oui.

R. Et puis lors des Jeux du Canada, moi  
je suis un des officiels sélectionnés à cette compétition-là qui est la première à laquelle ces deux  
athlètes-là sont dans un lieu où on peut leur parler.  
10 Ça fait qu'à partir de ce moment-là le président de la  
Fédération canadienne me dit en regardant tout le  
monde: "Yvon, toi tu vas être dans la situation idéale  
pour pouvoir parler aux athlètes, le lieu, tout est  
précis pour toi. Et puis est-ce que tu acceptes cette  
15 responsabilité spécifique-là dans un moment?"

Q. Et vous leur avez parlé effectivement en compagnie de l'entraîneur national, monsieur Kulesza?

20 R. Oui.,

Q. Est-ce que vous avez eu, à part cette rencontre-là en avez-vous eue d'autres rencontres de cette nature-là avec monsieur Kulesza et des athlètes?

R. Non, c'est la seule.



5 Q. C'est la seule?

R. Oui.

Q. Et ces personnes-là, monsieur Clerc  
et monsieur Côté, dans leurs cas les tests n'étaient  
pas positifs, sauf qu'on leur disait: "Ecoutez, il y a  
quand même une indication que vous avez effectivement  
consommer, mais pas dans la limite qui est prohibée."  
Est-ce qu'on peut comprendre ça?

10 R. Ce n'est pas tout à fait ça. C'est  
qu'à ce moment-là pour avoir un test positif il fallait  
que la différence de niveau qu'il y a entre le  
testostérone et l'épitestostérone, un rapport de un sur  
six alors que pour la personne normale il est de un  
15 pour un.

20 Et puis on avait émis au Conseil de  
médecine sportive l'opinion qu'on veut savoir, même  
avant que ça arrive là, ou peu importe la raison pour  
laquelle ça se produit, il y avait des allégations  
qu'on peut retrouver dans le dossier par l'entraîneur  
national qui disait qu'il se pouvait qu'un athlète de  
haut niveau, un athlète qui performe très bien, qui est  
sur-doué et ainsi de suite, que son niveau soit à deux  
ou à trois ou à quatre sans qu'il consomme des  
25



stéroïdes anabolisants.

Ça cette notion-là pour nous autres était tout à fait nouvelle. Ça fait qu'on a dit, il faut absolument investiguer ça pour voir si c'est vrai, est-ce que c'est possible, et puis donner ce feedback-là au Conseil de médecine sportive. Pour nous autres c'était une nouveauté de demander des tests qui sont questionnables. Ça ne veut pas dire qu'ils ont consommé des stéroïdes anabolisants, même si à un moment donné je remarque dans mon quatrième paragraphe que je parle, lorsque je dis:

"Questionable levels of banned  
substance"

J'aurais dû dire testostérone versus épitestostérone. Ça ne veut pas dire que c'est une consommation de substance bannie, mais ça veut dire qu'il y a un niveau qui est anormal, questionable.

Me LUTFY: Mr. Proulx, I am sure, you won't mind if I simply interrupt to put into the record for those from the staff that will read this part of the evidence, the request which Mr. Chouinard was referring to to the Sports Medicine Council, is a letter of June 16th, 1986, which is earlier in the



book.

Merci.

Me PROULX:

5 Q. Monsieur Chouinard, nous sommes en 1987, 1987 toujours. Est-ce que vous avez eu quoi que ce soit à voir avec la décision d'envoyer les athlètes à un camp d'entraînement en Tchécoslovaquie en juin 1987?

10 R. Comme membre du comité exécutif, oui.

Q. Quelles sont les représentations qui ont été faites au comité exécutif pour vous convaincre d'adopter cette solution-là?

15 R. Les représentations étaient que, la première chose c'était que les objectifs idéals, on parle de 1987, c'était "a good business decision", dans le sens qu'on permettait à nos athlètes de pouvoir s'entraîner avec des athlètes d'un niveau immédiatement supérieur au nôtre, pas trop haut mais plus haut que les nôtres, dans un lieu où est-ce que l'entraînement était différent, au niveau de la structure des programmes d'entraînement et où est-ce qu'il y avait de la récupération biologique existante telle que sauna, bain tourbillon, masseur, bain chaud, bain froid,



ainsi de suite, et puis qui serait à un coût qui serait tout à fait raisonnable.

5 Q. Qui a fait la présentation au comité exécutif pour la suggestion ou la recommandation d'envoyer les athlètes au camp d'entraînement en Tchécoslovaquie?

10 R. L'entraîneur national, monsieur Kulesza.

Q. Est-ce que monsieur Kulesza vous a dit qu'il connaissait les gens en Tchécoslovaquie, est-ce qu'il avait des rapports avec eux?

15 R. Qu'il connaissait, oui, d'ailleurs plusieurs de nous autres le connaissaient aussi, le président de la Fédération tchécoslovaque ainsi que, non, il y avait peut-être juste une ou deux personnes qui connaissaient l'entraîneur national tchécoslovaque.

20 Q. Est-ce qu'il était convenu en 1987 lorsque le comité exécutif a adopté la résolution d'envoyer des athlètes en Tchécoslovaquie, est-ce que c'était seulement pour un camp d'entraînement ou pour plusieurs camps d'entraînement?

R. On l'a pris un camp à la fois, ça a été pour ce camp spécifique-là.



5 Q. On 1987 lorsque les athlètes sont allés en Tchécoslovaquie, certains athlètes au camp d'entraînement, est-ce que vous avez eu, vous, par la suite dans les semaines, dans les jours ou les mois qui ont suivi, quelque nouvelle que ce soit sur la possibilité que les athlètes se procurent en Tchécoslovaquie des stéroïdes anabolisants?

10 R. Ah non, absolument pas, jamais.

Q. Monsieur Chouinard, est-ce qu'il était connu à ce moment-là que les athlètes pouvaient plus facilement s'en procurer à l'extérieur du pays qu'au Canada?

15 R. J'aurais difficilement convenu ça.

Q. C'était très facile de s'en procurer ici?

R. Bien oui.

20 Q. Qu'est-ce que vous saviez de ça vous à ce moment-là?

R. Les athlètes qui étaient positifs venaient de différents endroits à travers le pays, ça fait que ça n'avait pas l'air que c'était un problème de s'en procurer.

25 Q. Sauf que monsieur Chouinard, en 1987



on avait le système de la 6/49, n'est-ce pas?

R. Oui.

5 Q. Et le système de la 6/49 avait, je pense que tous les athlètes, les entraîneurs étaient d'accord là-dessus, avait comme effet de faire craindre aux athlètes d'être effectivement pris trop souvent?

R. Oui.

10 Q. Ce qui veut dire que la consommation ici n'était pas tellement souhaitable. Est-ce que ça se disait ça chez vous à ce moment-là?

15 R. Ah oui. Il était de connaissance pas mal parmi tout le monde que nos gens étaient de plus en plus naturels en haltérophilie.

Q. Mais est-ce que ça a été discuté au comité exécutif, en dehors de la présence de monsieur Kulesza ou en sa présence, dire que c'est possible que les athlètes se retrouvent en Tchécoslovaquie puissent avoir recours à ces produits-là puisqu'ils n'avaient pas à faire face à la 6/49 en Tchécoslovaquie?

20 25 R. C'est certain qu'on en a parlé, et puis les arguments qui nous ont été apportés étaient les mêmes que l'on a attendu ici dans la commission d'enquête par l'instructeur national, au fait qu'en



5 Tchécoslovaquie ce n'était pas un paradis pour des stéroïdes anabolisants. Que les athlètes qui allaient là-bas ne seraient pas plus exposés qu'au Canada. Et puis à ce moment-là en 1984 ... (interrompu)

THE COMMISSIONER: Yes, but they weren't subject to testing when they were over there.

10 LE TEMOIN: Oui, mais en 1987 ...  
(interrompu)

THE COMMISSIONER: That was the point.

Me PROULX: That's right.

15 THE COMMISSIONER: And although Mr. Kulesza said it wasn't a paradise, most of the evidence indicated that it was. Mr. Zuffellato said it was a joke to send your athletes to Czechoslovakia. Everybody knew what they were going there for.

20 LE TEMOIN: Au début, en 1987, on n'a pas encore le feedback, que, oui, la 6/49 a fait l'effet qu'on veut. On est encore à essayer de faire le mieux que l'on peut.

Me PROULX:

Q. Monsieur Chouinard, si c'est vrai pour le premier camp d'entraînement, le deuxième camp d'entraînement en février 1988 ...



R. Oui.

5 Q. Où vous envoyez des athlètes une deuxième fois. Est-ce qu'il n'y a pas eu à ce moment-là de la part de quelqu'un une mise en garde pour dire: "Ecoute, si on envoie nos gens en Tchécoslovaquie et qu'ils ne sont pas testés en Tchécoslovaquie, on les expose, on les place dans une situation ..."

10 R. Moi je dois vous dire que personne ne m'a fait une observation similaire à celle-là que vous me faites. Et puis je ne me souviens pas que quelqu'un ait fait une objection jusqu'au niveau du comité exécutif dans ce sens-là.

15 Q. Mais tantôt vous avez dit que ça s'est discuté au niveau du comité exécutif la question?

R. Au début, pour le premier camp, le premier camp.

20 Q. Mais qu'est-ce qui se discutait, que peut-être les athlètes en prendraient en Tchécoslovaquie?

25 R. Est-ce que c'était, est-ce que de les envoyer en Tchécoslovaquie ça rencontrait notre façon de penser d'essayer d'éliminer les stéroïdes anabolisants, est-ce qu'on restait toujours dans la



5 même ligne de pensée, qu'est-ce qui nous convainquait que ce n'était pas plus dangereux de les envoyer là que de les avoir ici au pays. C'est ça qui a été discuté.

10 Q. Monsieur Chouinard, au comité exécutif de la Fédération, après le premier camp d'entraînement, après le deuxième camp d'entraînement en février/mars 1988, est-ce que l'entraîneur national vous a fait rapport de quoi que ce soit quant à l'usage de stéroïdes en Tchécoslovaquie?

R. Non.

15 Q. Personne des athlètes, de façon anonyme ou de façon officielle, personne ne vous a mis au courant à l'exécutif qu'il y avait un problème quant à l'usage de stéroïdes par les athlètes?

R. Personne.

Q. Personne?

R. Absolument pas.

20 Q. Vous l'avez su quand, vous, monsieur Chouinard?

R. Je l'ai su à Vancouver, pas à Vancouver à Séoul, oui, à Vancouver.

Q. A Vancouver?

25 R. Bien oui, à Vancouver, en voyant des



tests positifs, être obligé de retourner trois athlètes chez eux, mais là je me suis douté, je ne l'ai pas su mais je m'en suis douté. Je l'ai su vraiment de façon officielle quand j'ai fait les entrevues individuelles au mois d'octobre 1988 ici au Canada.

Q. On y reviendra tantôt. Alors en 1988, après le deuxième camp d'entraînement en Tchécoslovaquie, février/mars, quand il a été question d'envoyer les athlètes pour un troisième camp, et cette fois tous les athlètes qui devaient participer aux Jeux de Séoul, est-ce qu'il y a eu des discussions du comité exécutif ou si on a tout simplement dit: "Aucun problème, on les envoie à nouveau."

R. Non, je dois vous dire, il faut faire un petit peu de recul là. Entre les deux il y a le Championnat du monde à Ostrava en Tchécoslovaquie. Je suis gérant de l'équipe canadienne et en tant que gérant de l'équipe canadienne je veux le voir, moi, ce centre-là, à Havírov, qui est environ une demi-heure d'auto de Ostrava.

C'est ma première rencontre, non, j'ai déjà vu l'entraîneur national une fois, il est venu au Canada avant ça, Emil Brosza. Je veux voir ce centre



de récupération-là. Moi ça fait 35 ans que je suis en haltérophilie et je n'ai jamais vu ça.

5 Je veux voir si c'est vrai que ça peut rapporter des résultats aussi intéressants que ça. J'ai été, moi-même avec Andrzej Kulesza, Emil Brosza voir le site d'entraînement qui est à Havírov.

Q. Quand?

10 R. Ça c'est septembre 1988, c'est à ce moment-là, au début septembre 1988 que sont les Championnats du monde.

Q. Là vous vous trompez, 1987?

15 R. Je m'excuse 1987, oui. Septembre en 1987, début septembre 1987.

20 Je l'ai vu de mes yeux, il y a beaucoup de choses qui existent au niveau de récupération biologique. J'ai vu des médecins, c'est un lieu qui est spécifique à l'haltérophilie, il n'y a aucune autre activité que de l'haltérophilie qui se déroule là.

25 Ce n'est pas l'aspect des haltères qui est différent, malgré que ça il y a tout de même une approche différente, c'est de voir des médecins qui sont sur les lieux continuellement, un médecin certain, de voir le physiothérapeute ou un physiothérapeute qui



5

est là tout le temps, des saunas, bains tourbillon, bains chauds, bains froids, des choses que l'on demande depuis longtemps, longtemps au Canada et puis qui n'existent pas nulle part en autant que je suis concerné pour la haute performance.

10

Je me suis toujours fait dire que dans le sport de haute performance s'il n'y a pas de récupération biologique, l'athlète perd un temps fou à récupérer entre deux entraînements. J'ai vu là pour la première fois des choses qui touchaient cet aspect-là. Ça fait que j'ai pu croire au bien fondé d'envoyer nos athlètes là, parce que ça c'était vraiment là, c'était différent.

15

Q. Ça c'était après le premier camp d'entraînement?

R. Non, après le deuxième. Le deuxième de 1987.

20

Q. Non, écoutez, le premier est en juin 1987, le deuxième est en février/mars 1988. Vous vous y êtes allé après le premier en septembre 1987?

R. Oui, vous avez raison.

Q. Le deuxième camp est en février/mars 1988 et le troisième sera à l'été, c'est-à-dire avant

25



les Jeux de Séoul en juillet 1988?

R. Oui.

5 Q. D'accord. Maintenant vous avez accompagné l'équipe comme gérant d'équipe en 1980 ... juste un instant, tantôt dans votre curriculum vitae vous avez dit que...

THE COMMISSIONER: '87.

10 LE TEMOIN: En septembre 1987, c'est ça.

Me PROULX:

Q. En 1988 vous étiez toujours vice-président?

R. Oui.

15 Q. Et pour les Olympiques vous étiez aussi le gérant d'équipe?

R. C'est ça.

20 Q. Enfin, relativement à la période d'entraînement et à l'entraînement en Tchécoslovaquie, est-ce que vous ne deviez pas accompagner l'équipe, vous, en Tchécoslovaquie, comme gérant d'équipe pour l'entraînement pré-olympique?

25 R. Idéalement, oui. Mais c'est qu'au sens pratique, c'est impossible. Un bénévole comme moi ne peut absolument pas consacrer tant de semaines/année



pour faire ça, c'est impossible.

5 Q. D'accord. Est-ce que vous saviez que monsieur Kulesza et par la suite monsieur Zuffel-lato se rendaient accompagner l'équipe en Tchécoslovaquie?

10 R. Ah oui, c'était certain que l'on envoyait un entraîneur avec eux autres, absolument. La raison pour laquelle il y a eu un changement entre les deux c'est qu'il fallait faire revenir monsieur Kulesza pour aller faire une présentation à l'Association olympique canadienne de façon à justifier notre demande pour avoir plus d'athlètes sur l'équipe canadienne.

15 Q. Pour participer aux Olympiques de Séoul?

R. Pour participer aux Olympiques de Séoul.

20 Q. Vous dites que monsieur Kulesza, est-ce qu'il l'a fait en fait la présentation à l'Association olympique canadienne?

R. Oui, dans les deux jours il est revenu je ne me souviens pas des dates de mémoire, mais c'est dans ces jours-là.

25 Q. Et quelle demande a-t-il fait à



l'Association olympique canadienne?

R. L'on avait de mémoire encore, trois athlètes qui avaient atteint les standards minimum exigés par l'Association olympique canadienne, et puis notre présentation était à l'effet qu'on avait tout de même quatre athlètes qui n'étaient pas tellement loin des standards, et puis notre position était que ça semblait marcher la 6/49 et puis on venait de vivre dans les deux derniers championnats canadiens une situation où tous nos indicateurs semblaient pointer vers le fait que notre sport était de plus en plus propre au Canada, et puis que c'était probablement très difficile présentement pour des athlètes, des hal-térophiles d'atteindre les standards.

Q. Mais quels sont les athlètes que monsieur Kulesza proposait d'ajouter, on parle des sept, les sept qui éventuellement ont été choisis. Alors quels étaient les trois qui étaient acceptés et les quatre que lui a voulu promouvoir?

R. Les trois qui étaient acceptés, c'était les trois qui ont compétitionné à Séoul effectivement, soit Denis Garon, Langis Côté et Guy Greavette.



Q. Mais il a demandé que les quatre autres, à savoir Jacques Demers?

R. Oui.

5 Q. David Bolduc?

R. Oui.

Q. Paramjit Gill et Kevin Roy, que ces quatre-là soient ajoutés à la liste des trois?

10 R. C'est ça.

Q. Je dois comprendre que l'Association olympique canadienne a accepté.

R. Oui.

15 Q. Mais cela se faisait pendant que ces athlètes-là s'entraînaient en Tchécoslovaquie?

R. Oui, c'est ça.

20 Q. Et quand les athlètes, on sait qu'il y en a six, parce que Kevin Roy lui n'était pas Tchécoslovaquie, quand les six athlètes sont revenus de la Tchécoslovaquie, à ce moment-là on savait que l'Association olympique canadienne les avait acceptés, les six?

R. Oui.

25 Q. Vous étiez au courant de ça, monsieur Chouinard?



5 R. Oui, j'ai été au courant dans les jours qui ont suivi la décision avant le retour des athlètes au Canada de la Tchécoslovaquie.

10 Q. Très bien. Maintenant, monsieur Chouinard, à un moment donné quand les athlètes sont revenus de Tchécoslovaquie, on sait qu'ils sont revenus pour la plupart à Montréal. Ils ont effectivement, ils devaient passer un test, il y en a d'autres qui l'ont passé à Vancouver?

15 R. Oui.

20 Q. Et je dois comprendre, et cela nous amène aux événements du début septembre, du deux septembre, je dois comprendre qu'à un moment donné vous avez été mis au courant que le Laboratoire, enfin que le Conseil canadien de la médecine sportive a fait savoir à la Fédération que quatre athlètes devaient fournir un deuxième échantillon, parce que le premier échantillon était trop dilué?

25 R. Oui.

Q. Vous, monsieur Chouinard, quand avez vous eu pour la première fois la nouvelle?

R. Le vendredi. Ça c'est le deux septembre, je crois.



5 Q. Le deux septembre.

R. A mon bureau, à trois heures trente de l'après-midi parce que j'ai pris une note immédiatement. A trois heures trente j'ai eu un téléphone.

10 Q. De qui?

R. De Claude Ranger de la Fédération canadienne qui me disait qu'il venait d'avoir cette demande-là du Conseil de médecine sportive.

15 Q. Très bien. Alors monsieur Ranger vous appelle à trois heures trente. A ce moment-là il est midi trente à Vancouver?

R. Oui.

20 Q. Et vous qu'est-ce que vous faites suite à l'appel de monsieur Ranger?

R. Je lui demande quelle sorte de protocole, parce que je ne suis pas familier avec le protocole que l'on a avec le Conseil de médecine sportive quant à savoir pour une demande d'urine subséquente en surplus de celle-là qui est déjà demandée, est-ce que c'est possible dans notre protocole d'entente? Parce que je sais que dans les réfrigérateurs de INRS-Santé ils ont tout de même un échantillon B qui est là, qui peut aussi être testé.



Puis Claude me dit: "Oui, il y a un mécanisme ..." Je ne me souviens pas si c'est l'article 7 ou l'article 8 "qui rend cette possibilité-là." Ça fait que je lui demande, avant ça je lui dis: "Il faut que je vérifie qu'est-ce qui a mal marché là-dedans, pourquoi."

Parce que je pense que c'est une technique qui a fait ça, jamais je n'ai aucun doute que c'est des stéroïdes, je ne pense même pas à ça.

On me donne le nom du contrôleur technique, Emery Chevrier. Je lui dis: "Claude, ne donne pas la lumière verte tout de suite, attends. Je veux avoir le numéro de téléphone de Marylyn Booth du Conseil de la médecine sportive. Je la rappelle et ainsi de suite, je veux parler au contrôleur technique avant."

Ça fait que finalement le contrôleur technique est chez lui juste sur l'heure du souper, ça fait que je ne le rappelle pas du bureau. Je retourne à la maison chez nous, et puis c'est de chez nous que je le rejoins, disons un petit peu après cinq heures, cinq heures et quart, cinq heures et demie, quelque chose comme ça.



THE COMMISSIONER: Who was that?

5 LE TEMOIN: Emery Chevrier, contrôleur technique qui a pris les échantillons d'urine à Montréal.

10 Je demande à monsieur Chevrier, je lui ai dit qu'on a une demande du Conseil de médecine sportive de reprendre des échantillons d'urine, parce que les urines sont diluées. Je lui dis: "Est-ce que tu as une indication quelconque que quelque chose n'aurait pas été fait dans le processus ou que quelque chose d'anormal se serait déroulé?"

15 Il dit: "Yvon, je dois t'avouer que j'ai oublié de faire, tel que Claude Ranger me l'a enseigné, de mettre les bâtonnets-témoins dans l'échantillon d'urine pour vérifier la densité d'urine." J'ai dit: "T'es certain?" Il dit: "Oui." J'ai dit: "Merci."

20 Dans mon esprit la décision venait de se prendre là, il n'y avait aucun doute qu'on avait manqué une étape importante dans la prise d'échantillon d'urine, et puis j'ai rappelé, je ne sais pas si c'est Claude ou Marylyn Booth, je pense que c'est Marylyn Booth, pour lui dire que oui, on prélevait l'échantillon d'urine.



5 Q. Ça c'est le vendredi soir?

10 R. Vendredi autour de l'heure du souper, cinq heures et demie peut-être, quelque chose comme ça.

15 Q. Avez-vous eu des communications avec l'entraîneur national ce vendredi-là, vous?

20 R. Lorsque je suis arrivé à la maison, j'avais déjà un appel qui était rentré d'Andrzej Kulesza et puis je n'étais pas à la maison, mon épouse avait pris le numéro de téléphone pour que je le rappelle. Et puis je l'ai rappelé à Vancouver.

25 Q. A quelle heure?

30 R. Un petit peu après six heures, six heures et cinq, quelque chose comme ça.

Me PROULX: Mr. Lutfy, Mr. Commissioner, has just provided to me a statement from Bell Canada which I will produce as exhibit 109.

35 EXHIBIT 109: Statement from Bell Canada.

40 Q. Which tells us that there are three (3) phone calls, right? Il y a trois appels?

45 R. C'est ça.

50 Q. Le premier vers dix-sept heures



cinquante-deux, enfin six heures moins huit?

R. C'est ça.

5 Q. L'autre à six heures et huit et  
l'autre à sept heures moins quart.

THE COMMISSIONER: All from Mr. Chouinard.

Me PROULX:

Q. De vous?

10 R. De moi à monsieur Kulesza à  
Vancouver.

THE COMMISSIONER: From you to Kulesza.

THE WITNESS: Yes.

15 Me PROULX:

Q. Alors voulez-vous commencer par le  
premier appel.

20 R. Le premier appel, avant même, le  
premier appel ce n'est pas confirmé, ce n'est pas  
finalisé avec l'histoire d'Emery Chevrier. Je rappelle  
monsieur Kulesza en rentrant à la maison pour dire:  
"Qu'est-ce qui se passe? Qu'est-ce que tu veux? Je  
sais par Claude qu'on a une demande, et puis mon  
contact ce n'est pas finalisé avec Emery Chevrier."

25 Q. Mais qu'est-ce qu'il vous dit



monsieur Kulesza?

5 R. Monsieur Kulesza me dit: "Claude Ranger, je crois, m'a parlé que le Conseil de la médecine sportive veuillent venir prélever des urines pour quatre athlètes, quatre échantillons et puis ils me disent que - est-ce que c'est à ce moment-là, oui, c'est à ce moment-là il m'a dit - qu'ils vont envoyer un certain docteur, ainsi de suite."

10 J'ai dit: "Andrzej, je m'en occupe, je suis après discuter présentement avec le contrôleur-technique, je te rappelle plus tard." J'ai dit: "je ne veux même pas entendre parler de ça présentement, je te rappelle plus tard."

15 Ça fait qu'entre les deux je fais mon appel avec Emery Chevrier, c'est clair, je donne la lumière verte ensuite au Conseil de médecine sportive, et après je rappelle sur une conversation d'une quinzaine de minutes Andrzej Kulesza à Vancouver.

20 Q. Bon, alors là il y a eu une conversation de 15 minutes?

R. C'est ça.

Q. Là il a dû se dire beaucoup de choses?



R. Oui. Là monsieur Kulesza rentre plus dans les détails. Il me dit que le médecin du Conseil de médecine sportive va se présenter sur les lieux et demande la confidentialité, demande que ça ne soit pas dit aux athlètes qu'ils s'en viennent pour les tester et puis c'est lui qui a eu le mandat de venir tester."

J'ai dit: "Andrzej, arrête ça." J'ai dit: "Mais ce n'est pas comme ça que ça va se dérouler." J'ai dit: "Les contrôles avant les départs internationaux, il y a seulement que nous autres qui en fait et puis c'est notre façon d'agir dans tous les cas à venir jusqu'à date qui va être la façon en force. Le contrôleur, le médecin a été formé pour du testing sur les sites de compétition seulement."

J'ai dit: "Lui il veut le faire de la façon qu'on le fait sur les sites de compétition." Ça fait que j'ai dit: "Il faut que toi tu choisisse le temps qui te convient, que les athlètes sont là, et puis c'est à ce moment-là que ça va se dérouler. C'est toi qui choisis le temps, et puis je n'ai pas de problème en autant que le temps n'est pas éloigné, que c'est dans les heures où le médecin est disponible,



qu'il arrive sur les lieux, et puis tu le dis aux athlètes, c'est toujours comme ça qu'on a fonctionné."

5

Ça fait que c'est ce point-là que je dis  
... (interrompu)

Q. Monsieur Chouinard, je m'excuse,  
vous dites "c'est toujours comme ça qu'on a fonction-  
né"?

10

R. Oui.

Q. Mais est-ce que c'était déjà arrivé  
qu'on demande à des athlètes juste avant une compétiti-  
tion internationale de donner un deuxième test?

15 R. Un deuxième test avant une compétiti-  
tion internationale, je ne pourrais pas vous dire.

Mais ... (interrompu)

Q. Mais quand vous dites à monsieur Kulesza: "C'est toujours comme ça qu'on a fonctionné"  
ça veut dire quoi ça, monsieur Chouinard?

20 R. Bien dans ma tête à moi, c'est un  
test d'urine qui a été raté par un bâtonnet à Montréal  
où l'urine n'aurait pas été acceptée. Moi la seule  
chose que je vois c'est une technicalité qui a été  
manquante, qu'on doit reprendre le test d'urine. Et  
puis dans ma tête à moi, les produits masquants ça

25



n'existe pas au Canada, je n'en ai jamais eu connaissance.

5 Q. Mais monsieur Chouinard, vous dites que les produits masquants n'existent pas au Canada, mais vous savez que votre entraîneur national vous a dit qu'il y en avait des produits masquants?

R. Dans le monde.

10 Q. Dans le monde?

R. Oui.

Q. Mais le Canada?

15 R. Le Canada je n'en ai jamais vu, je n'ai jamais entendu parler qu'il y en avait. Et puis même le docteur Dugal, qui est le spécialiste, si vous regardez la correspondance, a presque ri de ça.

20 Q. Monsieur Chouinard, quand l'entraîneur Kulesza vous dit au cours de cette conversation-là que le médecin qui l'avait appelé lui avait demandé de garder confidentielle la demande qui était faite aux athlètes, vous vous avez dit: "Andrzej, il n'est pas question de ça, tu vas le dire aux athlètes."

R. Oui.

25 Q. Monsieur Chouinard, qui étiez-vous, vous, pour dire à monsieur Kulesza: "Tu n'écouteras



pas ce que le médecin du Conseil de médecine sportive  
te demande."

5 R. Je suis le président, "acting president" à ce moment-là, le président est à l'extérieur du pays et puis je suis aussi le gérant de l'équipe.

Q. C'est vous qui décidez?

10 R. Le testing sur les compétitions internationales c'est un programme de la Fédération canadienne ce n'est pas un programme du Conseil de médecine sportive.

15 Q. Oui, mais qui l'administre, qui l'exécute? Qui fait le contrôle?

R. Habituellement nous autres. Sur ce testing-là c'est exceptionnel que ce soit quelqu'un du Conseil de médecine sportive qui vienne chez nous, absolument.

20 Q. Monsieur Chouinard, quand vous dites que c'est exceptionnel, voulez-vous dire que c'est la première fois qu'un médecin du Conseil canadien de la médecine sportive viendrait prendre un test?

R. A ma connaissance c'est la première fois dans un test international que ça se produit.



5 Q. Mais de quel droit pouviez-vous dire à monsieur Kulesza: "Malgré que l'autre t'a demandé de rendre ça confidentiel tu vas le dire quand même aux athlètes." Vous rendiez-vous compte de certains risques que vous pourriez courir à ce moment-là?

10 R. Je n'ai jamais cru que je courais de risque, absolument pas, jamais. J'étais certain que j'étais dans mon droit.

Q. Monsieur Chouinard ...

R. J'étais consistant avec notre politique là-dessus.

15 Q. Vous n'avez pas pensé un instant, monsieur Chouinard, que les athlètes pouvaient avoir consommé des stéroïdes?

R. Jamais, jamais.

20 Q. Mais même si vous étiez convaincu que les athlètes n'en avaient pas pris, avez-vous dit à monsieur Kulesza: "Ecoute mon vieux, si tu as donné ta parole de garder ça confidentiel, il va falloir qu'on en discute avec eux." Avez-vous appelé, vous, à ce moment-là le Conseil canadien pour leur dire: "Ecoutez, vous avez demandé à monsieur Kulesza de garder ça confidentiel, moi je ne veux pas." Avez-vous



5 fait quelque chose?

R. Non. Moi j'ai dit: "Quand le docteur Morrell va t'appeler - parce que le docteur Morrell fallait qu'il le rappelle, j'ai dit - tu vas le dire immédiatement au docteur Morrell."

Q. Ah.

R. Immédiatement.

10 Q. Un instant. Vous dites que lors de cette conversation-là, après avoir dit à monsieur Kulesza qu'il n'était pas question de garder ça confidentiel mais que vous l'autorisiez à prévenir les athlètes, vous avez dit à monsieur Kulesza: "Dis au docteur Morrell que tu vas le dire aux athlètes", c'est 15 ça?

R. Oui, oui.

Q. Vous êtes sûr de ça?

20 R. Au meilleur de ma connaissance, je suis sûr de ça parce que j'ai toujours, mon feeling dans cette décision-là a toujours été très, très fort.

25 Q. Alors vous dites à monsieur Kulesza: "Tu vas prévenir le docteur Morrell qu'il n'est pas question que la Fédération conserve, ou enfin prenne cet engagement de ne pas le divulguer aux athlètes"?



5 R. Oui.

Q. Quoi d'autre a-t-il été discuté avec  
monsieur Kulesza au cours de ce 15 minutes-là?

R. C'est à peu près la seule chose, le  
point névralgique était celui-là.

10 Q. Mais est-ce qu'avant que vous  
preniez la décision de dire à monsieur Kulesza qu'il  
n'était pas question de garder ça confidentiel, est-ce  
que vous lui avez demandé son point de vue à monsieur  
Kulesza?

R. Non.

Q. Avez-vous dit à monsieur Kulesza ...

15 (interrompu)

R. Il me l'a exprimé dans le même sens  
que moi avant même que je le dise ou à peu près en même  
temps que moi.

20 Q. Il vous a dit quoi?

R. Que le testing avant les compétitions internationales ça toujours été comme ça que ça s'est produit. Les gens le savent X mois d'avance que le départ pour le Canada se produit à tel mois, et puis le testing se fait une semaine avant le départ de façon à ce que les résultats soient rendus. C'est un



programme, je peux vous dire que ... (interrompu)

Q. Monsieur Chouinard ... (interrompu)

5 THE COMMISSIONER: I am sorry, he didn't answer as to why. Usually, they have a month notice.

10 LE TEMOIN: Avant de sortir du pays les athlètes le savent que le Championnat du monde, s'il a lieu au mois de septembre, que le départ va se faire du Canada au mois d'août et puis qu'une semaine avant le départ du Canada il va y avoir testing.

Me PROULX:

Q. Monsieur Chouinard ... (interrompu)

15 THE COMMISSIONER: That would give them a month notice or so. Is that what you are saying.

LE TEMOIN: Non, pas exactement. Il faut comprendre la différence qu'il y a entre les trois systèmes de testing. Le testing ... (interrompu)

20 THE COMMISSIONER: I understand testing. I am talking what you are saying.

LE TEMOIN: Oui, mais le testing avant les compétitions internationales ... (interrompu)

25 THE COMMISSIONER: Why were resisting the testing - I don't mean to interrupt. I am puzzled now. Why were you resisting the testing?



5                   THE WITNESS: I was not resisting the testing. I was resisting the no-notice.

10                  THE COMMISSIONER: But you said you were going to conduct your own tests and not the Sports Medicine Council, is that what you said?

15                  THE WITNESS: No, we had always conducted our own tests before international departure.

20                  THE COMMISSIONER: And you wanted to do that again, I gather?

25                  THE WITNESS: To us this was an exception, this one, and to me the technical controller coming and get the sample was familiar with only set of testing which was competition testing, which takes place the exact same way --

                      THE COMMISSIONER: What were you taking your testing for?

                      THE WITNESS: Pardon?

                      THE COMMISSIONER: Why were they testing. You said you had no idea it was for steroids.

                      THE WITNESS: Yes.

                      THE COMMISSIONER: What were they testing for?

                      THE WITNESS: Because of the little stick



that you put in the urine was missed in Montreal. In my mind that's what it was.

5 THE COMMISSIONER: No, because the urine was diluted. You were told that?

THE WITNESS: Yes.

10 THE COMMISSIONER: But you didn't know why they were going to test, why they wanted a second test? You said you had no idea that they were looking for steroids?

THE WITNESS: No, no idea.

THE COMMISSIONER: I see. And Mr. Kulesza didn't tell you that either.

15 THE WITNESS: Oh, no, not at all.

THE COMMISSIONER: He had no idea either, I guess.

THE WITNESS: Anyway, he did not mention it to me. Not at all.

20 THE COMMISSIONER: I see. Did he tell you about what happened in Montreal when they came back and found out they had to be tested, after coming back from Czechoslovakia. Did he explain that to you how terrified they were?

25 THE WITNESS: In Montreal they were



terrified.

THE COMMISSIONER: One was. He put it off  
for a couple of days.

5

THE WITNESS: No, no.

Me PROULX:

Q. Monsieur Chouinard, je voudrais que  
vous disiez au Commissaire pourquoi, pourquoi comme  
question de principe vous objectiez-vous à ce que ces  
quatre athlètes-là ne soient pas avisés? Pourquoi?

R. Ecoutez, moi je me disais: ce con-  
trôleur-là ne connaît absolument pas le testing  
international, il n'en a jamais fait.

10

Q. Comment le savez-vous?

15

R. Parce qu'on est les seuls qui le  
font.

Q. Monsieur, comment savez-vous que ce  
contrôleur-là, ce médecin-là ne sait pas comment tester  
suivant les règles?

R. Non, je ne parle pas du testing lui-  
même.

20 Q. Vous parlez de quoi?

R. Je parle du "no notice."

Q. Oui, mais monsieur, quelle objection

25



5 aviez-vous à ce que les athlètes n'aient pas d'avis?

R. C'est cette présomption-là que l'athlète est impur avant même de commencer que je rejétais. Parce que pour moi elle n'était pas présente. Je n'avais aucun élément pour vérifier ça, aucun élément. Et puis n'oubliez pas que ce n'est pas la première fois que ... (interrompu)

10 THE COMMISSIONER: I am still puzzled. Giving notice in this case was really what brought about the catheterization. You know that now?

15 THE WITNESS: Oh, I know that now.

15 THE COMMISSIONER: So, I don't know why you were insisting that they be given notice?

THE WITNESS: I felt that they - it was like presuming that they were guilty of something, when my only indication that I had was that a controller in Montreal had not done his job properly.

20 THE COMMISSIONER: We know that the urine was so diluted that they couldn't test it. We know that now?

THE WITNESS: Yes, we know that now.

25 THE COMMISSIONER: In any event, I am sorry I interrupted. Did the word Dr. Morrell come into



the picture; did Mr. Kulesza say it was Dr. Morrell that was in touch with him. Dr. Morrell?

5                           THE WITNESS:         He mentioned that Dr. Morrell had called him, a certain doctor, Dr. Morrell. He mentioned that and that Dr. Morrell wanted to be there. He was given mission of doing the testing, but he wanted to do it without notice.

10                          THE COMMISSIONER: I understand. So, then, you had this long conversation with Mr. Kulesza, so that won't go.

15                          THE WITNESS:         That without notice won't go. I said you set your time, as long as it is very close time in time, as soon as it is feasible; as soon as the athletes are all there available. I mean, we won't stop the training, we won't stop anything. As soon as everybody is there it is okay with me.

20                          THE COMMISSIONER: Thank you.

Me LUTFY:         Merci, maître Proulx. You mentioned in English, Mr. Commissioner, that you thought you had heard the witness in his French testimony say that he objected to the second test. I think the record will show that once he found out that Chevrier made a mistake --



THE COMMISSIONER: I know, he objected to  
the manner which was being proposed.

Me LUTFY: He objected to the notice, never to the test. He immediately consented to the request of the second test.

THE COMMISSIONER: Well, he objected to the manner which was being proposed the test be carried out.

ME LUTFY: He objected to the refusal to provide a notice because this is not the way the Federation --

THE COMMISSIONER: I heard that, Mr. Lutfy.

ME PROULX:

Q. Monsieur Chouinard, c'est tout ce qui s'est dit lors de cette deuxième conversation?

R. Qui.

Q. 15 minutes?

B. Qui.

Q. Il y en a eu une troisième un peu plus tard, une demi-heure plus tard? Un peu plus tard?

R. Oui.

9. Quelle a été la teneur de la



troisième conversation que vous avez eue avec monsieur Kulesza?

5 R. C'était des éléments très très mineurs quant à moi, c'était qu'il avait décidé que ça se produirait à une certaine heure plutôt qu'une autre, et puis est-ce que c'était correct. Des choses comme ça, c'était sur l'heure surtout.

10 Q. Et l'heure qui a été décidée c'est laquelle, le lendemain, le samedi?

R. Je sais que ça a été décidé à une heure avant l'heure à laquelle ça s'est dans les faits déroulé. C'était antérieur à cette heure-là.

15 Q. Maintenant qu'est-ce que vous avez fait, vous, monsieur Chouinard, après ces trois appels-là à monsieur Kulesza ou entre les trois appels, avez-vous appelé d'autres personnes?

20 R. Non, je n'ai pas appelé d'autres personnes.

Q. Avez-vous appelé madame Marylyn Booth pour lui dire que vous n'étiez pas d'accord avec le fait qu'on ne donne pas d'avis, avec le fait qu'on veuille donner un avis?

25 R. Non, mon appel à Marylyn Booth était



antérieur à cet appel de 15 minutes-là à monsieur Kulesza.

5 Q. L'avez-vous appelé après pour lui dire: "Ecoute, je ne suis pas d'accord avec cette façon de procéder."

10 R. Non, je n'ai jamais pensé que c'était une directive qu'il recevait du Sport Medicine Council, dans ma tête à moi c'était le médecin qui avait été formé de cette unique façon-là.

Q. Alors avez-vous fait d'autres appels après les trois appels à monsieur Kulesza?

R. Aucun en relation avec ça.

15 Q. Etes-vous allé à Vancouver le lendemain ou le soir même avez-vous quitté?

R. Non, je suis parti le lendemain matin pour Vancouver.

20 Q. Est-ce qu'il y a une raison spéciale pour laquelle vous êtes allé à Vancouver?

R. Bien, comme gérant de l'équipe mon billet était acheté depuis des mois comme ça.

Q. Mais est-ce que votre départ était pour le lendemain?

25 R. Oui, il était prévu comme ça, par



hasard.

Q. Okay. Alors vous vous êtes rendu à  
Vancouver?

5

R. Oui.

Q. Vous êtes arrivé à quelle heure à  
Vancouver?

R. Je suis arrivé un petit peu après  
midi, midi et cinq, je crois, quelque chose comme ça.

10

Q. Et quelle est la première personne  
de l'équipe que vous avez rencontrée à Vancouver?

R. De l'équipe? Je suis arrivé à  
l'hôtel autour d'une heure moins quart, une heure moins  
dix le samedi midi et puis j'ai vu, c'est un petit peu  
bizarre de la manière dont l'hôtel est divisé. J'ai vu  
monsieur Kulesza en haut près de la piscine extérieure,  
mais c'est compliqué de sortir là. On s'est juste  
salué de la main. Monsieur Kulesza était là avec  
monsieur Zuffellato et puis le vice-président West  
20 Sullivan.

Et puis à ce moment-là je me suis  
enregistré à l'hôtel, je suis monté à ma chambre avec  
mes bagages, j'ai ouvert mes valises, j'ai placé mes  
affaires dans les tiroirs, ainsi de suite.

25



Quand je suis arrivé à l'hôtel il était à peu près une heure moins quart, quelque chose comme ça.

5

Q. Alors est-ce que monsieur Kulesza est venu à votre rencontre?

10

R. Non, c'est moi après avoir fait ça qui suis descendu en bas au bord de la piscine. Il était autour d'une heure et puis j'ai salué tout le monde, un échange social purement et simplement.

15

20

Et puis la première question que je lui ai posée c'est: "Est-ce que tout le monde est là? Est-ce que le test a eu lieu?" Il m'a dit: "Non, le test est cédulé pour une heure. Le médecin va arriver d'une minute à l'autre." J'ai dit: "Est-ce que tout le monde est autour?" Il dit: "Oui, tout le monde est autour." J'ai dit: "Correct. Est-ce qu'il y a quelque chose qui accroche en quelque part?" Il dit: "Non, absolument pas, le médecin et moi on avait convenu que le test aurait lieu un petit peu plus tôt" je ne sais pas, dix heures, onze heures, puis finalement c'est son test kit qui n'était pas arrivé de Montréal.

25

Q. Vous rencontrez monsieur Kulesza sur le bord de la piscine?



R. Oui.

5 Q. Vous lui demandez s'il y a quelque chose de spécial qui accroche, il vous dit: "Absolument rien, tout le monde est cédulé pour passer le test."

R. Oui.

Q. Et la conversation se termine là?

10 R. Oui, parce qu'il est une heure, il dit: "Il doit être arrivé."

Q. Mais monsieur Kulesza ne vous dit pas que la veille il a rencontré les athlètes?

R. Ah non, absolument pas.

15 Q. Il ne vous dit pas qu'il a entendu parler d'un cathéter?

R. Il m'a dit juste qu'il les a avisés la veille que le testing aurait lieu.

20 Q. Est-ce que monsieur Kulesza vous a parlé qu'il avait entendu parler d'un cathéter?

R. Ah non, absolument pas.

Q. Pas du tout?

25 R. Non. Je n'ai pas entendu le mot cathéter dans nos conversations avant de revenir au Canada.



5                   Q. Monsieur Chouinard, voulez-vous dire au Commissaire que monsieur Kulesza, à votre arrivée au bord de la piscine ne vous a pas dit qu'il y avait trois athlètes, soit Demers, Bolduc, Gill, au moins trois qui avaient discuté de différents moyens d'éviter le test?

10                  R. C'est certain qu'une telle conversation n'a absolument pas eu lieu à ce moment-là?

15                  R. Est-ce qu'en aucun temps, monsieur Chouinard, cette journée-là monsieur Kulesza vous a dit quoi que ce soit de ce que je viens de vous parler?

20                  R. Non. La première fois que j'ai eu quelque chose, un son de cloche qu'il y aurait peut-être quelque chose de positif, ça s'est déroulé le lendemain soir autour de huit heures le soir où on a été mangé dans un restaurant italien, et puis monsieur Kulesza m'a dit subitement, il dit: "Tu savais, les athlètes étaient bien nerveux hier soir et puis il y en a qui ont pris un coup - et puis il dit - même Jacques Demers voulait disparaître." J'ai dit: "Quoi?" Ça fait que c'est le lendemain soir à huit heures que j'ai eu cette chose-là.

25                  Q. Le lendemain soir après les tests?



R. Oui.

5 Q. Et à ce moment-là on ne savait pas que ces athlètes-là, on n'avait pas eu le résultat de ces tests-là?

R. Non.

10 Q. Alors on continuait l'entraînement comme si de rien était?

R. Oui.

15 Q. Et c'est la seule chose que monsieur Kulesza vous a mentionnée, c'est le soir même du test, ce serait le samedi soir, comprenez-vous? Vous vous arrivez le samedi, c'est le jour du test?

R. C'est ça, le samedi soir.

20 Q. Alors le samedi soir?

R. Oui.

Q. Monsieur Kulesza vous mentionne qu'il y a des athlètes qui étaient bien énervés?

R. Oui.

25 Q. Qu'ils ont pris un coup?

R. Oui, c'est ça.

Q. Et puis que monsieur Demers voulait même repartir?

R. Oui.



5 Q. Mais avez-vous demandé: "Oui, mais est-ce qu'ils t'ont dit qu'ils en avaient pris?" Lui avez-vous posé la question?

R. Oui, je lui ai posé la question, et puis il m'a dit: "Yvon, je ne sais rien."

Q. Il vous a dit: "Je ne sais rien."

R. Oui.

10 Q. Est-ce qu'il vous a dit autre chose monsieur Kulesza au cours de cette conversation-là?

15 R. Non, parce que là on est à la table et puis les athlètes sont tous là, il y a des gens de l'extérieur de l'équipe mais des haltérophiles de la Colombie-Britannique qui sont là, ils sont venus souper avec nous autres, et puis c'est un brin de conversation qui m'a été glissée à l'oreille par monsieur Kulesza, ça fait que ce n'est pas une conversation à haute voix, c'est une conversation déguisée comme ça.

20 Q. Quand pour la première fois, monsieur Chouinard, comme président, comment vous dites ad hoc?

R. Comme vous voulez, le président était à l'extérieur du pays, donc je suis obligé d'assumer la présidence.



5 Q. Quand pour la première fois avez-vous appris qu'il y avait eu la veille une rencontre? On n'entrera pas dans les détails, il y a une controverse à savoir quel type de rencontre il y a eue, mais enfin il y en a une. Quand avez-vous appris qu'il y a eu une rencontre la veille à laquelle participaient monsieur Kulesza, monsieur Zuffellato et les athlètes? Quand avez-vous appris ça?

10 R. Il m'a définitivement mentionné qu'il avait une rencontre où il m'a juste dit l'élément que tout le monde, qu'il avait dit à tout le monde dans une rencontre l'heure à laquelle le test était cédulé. C'est la seule chose qui m'a été mentionnée, il m'a mentionné ça après mon arrivée à Vancouver.

15 Q. Très bien.

20 Me PROULX: At this point, Mr. Commissioner, I want to come to another issue which is the presence of Mr. Chouinard at the time of testing, and this is another chapter, so.

THE COMMISSIONER: Alright. This is a good time to adjourn. 2:30.

Me PROULX: Thank you.

25 --- Luncheon recess.



## AJOURNEMENT

## REPRISE DE LA SEANCE

5

THE COMMISSIONER: Maitre Proulx.

Me PROULX:

Q. Monsieur Chouinard, nous sommes donc le samedi, le trois septembre, vous venez d'arriver à Vancouver, vous vous dirigez vers la piscine, vous rencontrez monsieur Kulesza qui vous donne à ce moment-là comme information l'heure où les tests doivent être, enfin où on doit procéder aux tests et la conversation se termine ainsi. Et par la suite, je comprends que peu de temps après les tests ont eu lieu?

R. Oui, on s'en va immédiatement dans le lobby de l'hôtel parce qu'il dit: "Il doit arriver d'une seconde à l'autre." Et puis comme question de fait ce qui a retardé le test c'est que le kit était sur le même avion que moi, ça fait que c'était juste la distance entre deux véhicules qui nous a séparé lors de l'arrivée.

Et puis j'avais vu cet homme-là qui était dans le hall d'entrée de l'hôtel, que je ne connaissais pas, qui avait un kit quelconque avec lui, et puis

25



c'était le docteur Morrell, ça fait qu'on était redescendu le voir et il était là.

5

Q. Alors lui est-ce qu'il était assisté du docteur Mackie?

10

R. Le docteur Mackie est arrivé un petit peu plus tard, il est arrivé peut-être 20 minutes, peut-être une demi-heure plus tard. Je sais que le docteur Morrell avait eu le temps de s'installer dans la chambre.

15

Q. Alors ça c'était dans une chambre de l'hôtel?

R. Oui.

Q. Et on a attendu l'arrivée du docteur Mackie?

R. Oui, le docteur Morrell a commencé par s'installer, à mettre ses différents papiers à l'ordre et ainsi de suite, moi je me suis identifié à lui et je suis resté avec lui en tout temps jusqu'à temps que le docteur Mackie arrive.

Q. Bon, maintenant à compter du moment où le docteur Mackie est arrivé, il y avait donc deux médecins dans la chambre en question, il y avait vous?

R. Oui.

25



5 Q. Est-ce que monsieur Kulesza était là?

R. Il est venu lui aussi. Il n'est pas resté tellement longtemps, je dirais peut-être dix minutes, quelque chose comme ça. Il est revenu peut-être à un autre moment donné ou deux, mais c'était pour des courtes visites, des courtes périodes.

10 Q. Monsieur Chouinard, est-ce qu'effectivement vous êtes resté là, vous, du début à la fin?

R. Non, 90% du temps où le testing s'est fait j'étais dans la chambre.

15 Q. Vous êtes resté dans la chambre?

R. Oui, avec les médecins ou j'étais immédiatement à la porte d'entrée, toujours très proche.

20 Q. Très bien. Est-ce que c'est vous ou monsieur Kulesza à votre connaissance qui avez appelé le premier athlète pour venir remettre son échantillon d'urine?

R. Je croirais que c'est moi de l'intérieur que j'ai dit à Andrzej Kulesza: "Appelle le premier athlète ici, n'importe qui, je n'ai pas mentionné de nom."



5 Q. Maintenant, monsieur Chouinard, je comprends que ce matin vous nous avez dit ... (interrompu)

THE COMMISSIONER: We've heard the names.

He said he won't name names, but we know the names.

THE WITNESS: No, I am sorry. I only said

--

10 THE COMMISSIONER: You can't recall the name.

THE WITNESS: I only told Mr. Kulesza bring in one athlete.

15 THE COMMISSIONER: Oh, I see, thank you. And he selected the first one then?

THE WITNESS: Yes, whoever it was. It did not matter to me.

THE COMMISSIONER: Thank you very much.

Me PROULX:

20 Q. A part des deux médecins et vous est-ce qu'il y avait d'autres personnes qui étaient présentes?

R. Non, sauf lorsque des athlètes rentraient ils pouvaient être accompagnés de Kulesza ou peut-être de Zuffellato mais pas d'autres personnes



qu'eux autres que je me souvienne.

5 Q. Voulez-vous dire qu'à chaque fois qu'un athlète venait pour le test il était en compagnie d'un entraîneur, d'un coach?

R. Il pouvait être en compagnie d'un coach.

10 Q. Il pouvait, mais est-ce qu'il l'était?

R. Bien pas nécessairement, pas nécessairement.

Q. Monsieur Chouinard...

R. Oui.

15 Q. C'est arrivé ça là le trois septembre dernier?

R. Oui.

Q. C'est quand même un événement un peu particulier?

R. Oui.

20 Q. Vous souvenez-vous que le docteur Morrell a demandé que la carte verte, c'est-à-dire l'avis donné à l'athlète, que la carte verte, le formulaire soit remis à chaque athlète avant qu'on commence les tests?



R. Oui, et il me l'a demandé à moi.

Q. Et quelle a été votre réponse,  
monsieur Chouinard?

R. C'est qu'une carte verte ne s'applique pas dans un testing tel que les départs internationaux. Elle s'applique seulement dans les tests sur les lieux de compétition. Je lui ai immédiatement demandé: "Avez-vous déjà fait des tests pour des départs internationaux?" Il n'a absolument pas compris la différence qu'il y avait entre les deux.

Me PROULX: Mr. McBey, do we have the kit here, please.

Me LUTFY: Has this been an exhibit in an earlier hearing.

Me PROULX: Yes.

Q. Je vous montre ici, monsieur Chouinard ... (interrompu)

THE COMMISSIONER: Through Dr. Pipe.

Me PROULX: This is exhibit, Mr. McBey, please. 15.

THE COMMISSIONER: It is out of exhibit.

Me PROULX: Yes, I just took this out from the exhibit.



5                   Q. Monsieur Chouinard, voulez-vous lire  
s'il vous plaît pour le Commissaire la formule anglaise  
et française?

10

"Doping control selection order. You have been selected for doping control procedures and are required to accompany the marshall to the doping control station immediately. A urine specimen will be required and therefore you are requested not to pass urine until you arrive at the doping control station."

15

Q. En français.

20

R. "Ordre de sélection de contrôle du dopage. Vous avez été choisi pour subir un test antidopage et devez immédiatement accompagner le responsable au poste de contrôle du dopage. Un échantillon d'urine étant requis vous ne devez pas uriner avant votre arrivée au poste de contrôle du dopage."

25

Q. Monsieur Chouinard, vous avez dit ce



5 matin au Commissaire que vous avez dit à monsieur Kulesza, malgré ce que le docteur Morrell lui avait demandé, de ne pas avertir les athlètes, vous avez dit: "Moi je croyais que c'était une présomption de culpabilité je ne voulais pas qu'on procède ainsi." On a compris ça.

10 On arrive maintenant avec la formule verte, le docteur Morrell dit: "Il faut la remettre aux athlètes." Et vous vous dites: "Non."

R. Oui, c'est vrai.

15 Q. Voulez-vous expliquer au Commissaire pourquoi?

20 R. Je dis non parce que ce n'est pas quelque chose qui se fait dans des contrôles avant les départs internationaux. C'est quelque chose qui se fait en une seule et unique occasion, ça se fait lors du testing sur un site de compétition, que ça soit une piste d'athlétisme, que ça soit une compétition d'haltérophilie ou quoi que ce soit.

25 La raison de ça c'est parce qu'il y a des athlètes qui sont choisis au hasard qui ne savaient pas qu'ils étaient pour être testés. C'est la raison. Et puis là les athlètes qui sont là c'est un départ



international, ils le savent depuis six mois qu'ils vont être testés.

5 Q. Monsieur Chouinard, qu'est-ce que ça changeait qu'on remette ça aux athlètes, pourquoi vous objectez à ça?

10 R. C'est parce, avec ma connaissance du testing avant les départs internationaux, ce n'était pas une procédure.

Q. Ça changeait quoi?

R. Ce n'était pas une procédure.

Q. Mais ça changeait quoi.

15 THE COMMISSIONER: Excuse me, let him ask the question, please.

Me PROULX:

Q. Ça changeait quoi?

20 R. C'est que lui essayait de nous dire qu'est-ce que nous autres on devrait faire, alors que moi je réalisais très vite que lui n'avait jamais fait de la sorte de testing qu'il était appelé pour jouer, c'était un rôle tout à fait différent qu'un testing lors d'une compétition.

25 Q. Monsieur Chouinard, je comprends de votre réponse que vous étiez quand même bien au courant



du processus?

R. Oui.

5 Q. Vous avez dû assister à d'autres séances de prise d'échantillon?

R. Oui.

Q. Vous avez assisté à plusieurs?

R. Oui.

10 Q. Monsieur Chouinard, avez-vous déjà vu une séance comme celle-là où quatre athlètes viennent à tous les 20 minutes, c'est à peu près à tous les 20 minutes, au point que le docteur Morrell a fait la remarque, il a dit: "Ecoutez, je trouve ça curieux que les athlètes viennent à tous les 20 minutes." 15 Voulez-vous expliquer ça au Commissaire. Vous, qui avez une expérience, avez-vous trouvé qu'il y avait quelque chose qui n'était pas correct?

20 R. Je vous reprends là-dessus. Quand vous dites 20 minutes, vous devez vouloir me dire 20 minutes entre l'arrivée du premier et l'arrivée du second, parce que le temps où l'athlète est à l'intérieur, c'est certainement probablement un 15 à 18 minutes, il n'y a pas d'attente. Il y a eu une attente, je pense, sur un athlète peut-être deux où



c'est le temps à l'extérieur.

5 THE COMMISSIONER: No, I think it is between the time one test is completed and the other test started, I think it is.

Me PROULX:

10 Q. C'est ça. Monsieur Chouinard, on va regarder ensemble les exhibits. Vous avez entendu la preuve là-dessus?

R. Oui, je l'ai entendue.

15 Q. Est-ce qu'il est exact qu'à un moment donné le docteur Morrell a dit: "Ecoutez, je trouve ça curieux cet espace de 20 minutes entre l'arrivée de l'un et l'arrivée de l'autre." Vous n'avez pas trouvé, vous, monsieur Chouinard, en avez-vous parlé au docteur Morrell de ça?

20 R. Oui, mais je peux vous dire que le docteur Morrell ne peut pas généraliser de même. Je me souviens très bien d'athlètes qui attendaient à la porte de la chambre de testing, qui étaient prêts pour rentrer et puis c'est lui qui n'allait pas assez vite. Il a généralisé en vous donnant une réponse comme celle-là.



5 Q. Est-ce que c'est exact que le docteur Morrell a fait cette remarque-là en votre présence?

10 R. Non, pas à moi. Il m'a fait une remarque, pas de 15 à 20 minutes, il m'a dit: "Les athlètes, est-ce qu'ils sont prêts?" J'ai dit: "Les athlètes sont tous ici, soit sur un des étages, je ne connaissais pas les étages, - je n'avais aucune idée où étaient les chambres des athlètes, - on m'a assuré que les athlètes sont tous ici, il s'agit juste de leur dire. Ça va marcher rondement." C'est toujours ça que je lui ai dit.

15 Q. Est-ce que c'est exact, monsieur Chouinard, que le docteur Morrell a insisté pour que les athlètes viennent tous dans la salle?

R. Au début lorsqu'il a voulu donner les cartes vertes, oui.

20 Q. Et pourquoi vous êtes-vous objecté à ce qu'ils viennent sans leur remettre des cartes vertes? Pourquoi vous êtes vous objecté au fait que les quatre athlètes viennent voir le docteur Morrell dans la chambre?

25 R. Je ne pouvais pas voir la logique de



5           ça. Pour moi, les athlètes, sont là, on se prépare pour partir, on est dans une période cruciale sur l'entraînement, les athlètes sont entre des entraînements, ils arrivent de l'entraînement, ils ont besoin de repos, ils sont dans leur chambre, ils sont disponibles, ils sont à côté. Je dois vous dire très honnêtement que je ne voyais pas le besoin de ça.

10           Q. Vous ne saviez pas ce qui se passait, vous?

R. Absolument pas, je viens d'arriver.

Q. Personne ne vous avait mis au courant de quoi que ce soit?

15           R. Personne ne m'avait mis au courant de quoi que ce soit.

Q. Monsieur Zuffellato?

R. Oui.

Q. Vous ne l'avez pas vu vous depuis votre arrivée?

20           R. Je crois qu'il était à la piscine aussi, oui, il était à la piscine.

Q. Oui, mais est-ce qu'il vous a parlé à la piscine?

R. Non, juste "bonjour Yvon, comment ça



5 va, as-tu fait un bon voyage", c'est tout.

Q. Alors vous êtes resté dans la chambre avec les médecins?

R. Oui.

Q. Et les athlètes sont venus l'un à la suite de l'autre, n'est-ce pas?

R. Oui.

10 Q. Est-ce qu'il ne s'est pas passé, est-ce qu'il n'y a pas eu un problème à un moment donné pour un athlète? Vous avez entendu ici, pas ici, mais à Montréal lors des auditions, qu'un athlète, monsieur Paramjit Gill, qui a dû retourner, qui est revenu, êtes-vous au courant?

15 R. Bien là j'ai réalisé ici que ça s'était produit, c'est-à-dire ici, à Montréal, j'ai réalisé que ça s'était produit mais là-bas ça ne m'a pas frappé. Moi que ça soit un athlète ou l'autre, que ce soit lui ou un autre, je me souviens très bien de l'avoir vu puis de lui avoir parlé lorsqu'il était en attente à la porte du bureau où se faisait le testing et puis que finalement il se soit en aller.

20 Je lui ai parlé, je ne sais pas peut-être durant une ou deux minutes, et puis il m'a demandé qui



est-ce qui était en-dedans, ça prend donc bien du temps, et puis c'est ci, c'est ça, mais ça ne m'a pas frappé plus que ça.

5

Q. Monsieur Chouinard est-ce qu'on va s'entendre sur le fait que le premier test qui a été pris à Montréal était à l'initiative, pris sur l'initiative du la Fédération?

10

R. Oui.

Q. Mais le second qui était à Vancouver ce n'était pas suivant votre initiative, c'était à la demande du Conseil canadien de la médecine sportive?

R. Oui, c'est à la demande du Conseil canadien de médecine sportive.

15 Q. Alors pourquoi, vous, dire: "Ecoutez, vous ne suivez pas nos règlements" alors que ce test-là ce n'était pas le vôtre, si je peux utiliser l'expression, mais c'était celui qui était demandé par le Conseil canadien de la médecine sportive.

20 R. Oui, mais je pense qu'il faut reculer peut-être six mois avant ça où le Conseil de médecine sportive nous demandait de leur aider pour une procédure, de décrire une procédure pour les tests internationaux. Parce qu'eux autres ne le savent pas

25



5 quelles sont les différences primordiales, fondamentales là-dedans. Et puis on était, à mes yeux à moi, les experts, les personnes qui avaient le plus été exposées à ce problème-là et puis que ce que l'on faisait jusqu'à preuve du contraire semblait être la façon de diriger ces tests-là.

10 Q. Durant tout le temps, monsieur Chouinard, que vous avez été présent dans la chambre de contrôle, est-ce que vous avez noté quelque chose d'autre, quoi que ce soit d'autre que vous croyez utile de mentionner ici?

15 R. Non, absolument rien. J'ai juste remarqué que je n'étais pas content de voir que Jacques Demers avait pris un petit coup de trop et puis qu'il semblait incohérent dans son parler. Ça je n'étais pas content de ça. Mais c'était ...

Q. Pardon?

20 R. C'était un problème autre ça.

Q. Mais vous n'aviez pas parlé aux athlètes à ce moment-là?

R. Non, je n'ai pas parlé aux athlètes encore.

25 Q. Alors une fois que les tests sont



terminés, les médecins partent avec les échantillons?

R. Oui.

5 Q. Et vous vous restez à l'hôtel?

R. Oui.

Q. Avant qu'on aille souper, là il est environ une heure et demie, deux heures, enfin excusez-moi, environ deux heures et demie?

10 R. Dans le milieu de l'après-midi.

Q. Trois heures?

R. Oui.

Q. Entre trois heures et l'heure du souper, vous avez dû en apprendre un peu plus?

15 R. Moi, une fois que les tests sont faits, je n'ai pas mangé, je m'en vais à côté, un autre hôtel qui n'est pas tellement loin et je m'en vais manger seul.

Q. Seul?

20 R. Seul. Puis je suis à l'extérieur de l'heure des repas, ça fait que je passe peut-être, je ne sais pas, une heure là à l'hôtel. Puis je reviens ensuite à notre hôtel et puis là je m'en vais sur le bord de la piscine en costume de bain. Mais tout le monde se fait bronzer, même si c'est le mois de



septembre il fait très beau et très chaud, et puis tout le monde est séparé de peut-être, je ne sais pas, cinq pieds un de l'autre. Il n'y a pas vraiment de conversations qui se déroulent là.

Q. Dans cet après-midi là vous n'avez jamais appris quoi que ce soit d'autre relativement à ce qui a pu se passer la veille, le vendredi, absolument pas?

R. Absolument pas.

Q. Et c'est seulement au souper que monsieur Kulesza vous a glissé à l'oreille ce que vous avez raconté ce matin?

R. C'est ça, seulement au souper.

Q. Et vous à ce moment-là, à partir des bribes d'information que monsieur Kulesza vous donne, est-ce que le soir ou le lendemain ou le surlendemain avant le départ pour Séoul, c'est-à-dire avant l'annonce du résultat, est-ce que vous avez fait des enquêtes? Avez-vous parlé aux athlètes?

R. Non, bien j'ai essayé de demander aux athlètes, à Jacques Demers: "Pourquoi est-ce que t'as pris un coup, - tout ça, - qu'est-ce qui arrive?" Il m'a seulement dit: "Ah c'est maudits SMCC là, ils



veulent encore nous jouer un tour et puis ils nous arrivent avec des seconds tests et puis on aurait pas dû les faire."

5

Il ne voulait pas me parler du creux du problème, la raison pour laquelle je posais des questions, personne n'a voulu s'ouvrir à moi, ni lui ni les autres, quand on a commencé à me dire: "Quand est-ce qu'on va avoir le résultat?" Ça fait que là je leur revirais la question: "Mais pourquoi tu veux savoir le résultat aussi rapidement?" "Ah, je veux juste savoir, je veux juste savoir."

10

15

20

25

Q. Monsieur Kulesza qui vous avait seulement donné des bribes d'informations au souper dans l'oreille, le lendemain, étant donné que c'est quand même l'entraîneur national qui est sur les lieux, est-ce que vous avez décidé d'aller voir et puis d'essayer d'en savoir un peu plus long, lui avez-vous posé des questions?

R. Je lui ai posé des questions.

Q. Le lendemain?

R. Le lendemain ...

Q. Ou le soir, ou enfin à un autre moment?



5 R. Non, ce n'est pas le soir, c'est le lendemain.

10 Q. Quelles questions vous lui avez posées?

15 R. Qu'est-ce que les athlètes voulaient faire à un moment donné quand il m'a dit, il a dit qu'il y en avait qui voulaient s'en aller et tout ça. J'ai dit: "Es-tu sérieux, c'est-tu vrai, il y a tu des athlètes qui voulaient s'en aller?" Il dit: "Ah oui, ils disaient: "Ça n'a pas de bon sens de se faire traiter de même, de penser qu'on a pu abuser du système, on veut retourner chez nous c'est la façon dont on va être traiter.""

20 Q. Est-ce que monsieur Kulesza vous a dit en aucun temps à ce moment-là qu'il croyait, qu'il avait des raisons de croire qu'au moins trois d'entre eux avaient pris des stéroïdes?

25 R. Non, jamais.

Q. Jamais?

R. Jamais, jamais.

THE COMMISSIONER: The answer is no.

THE WITNESS: No.

Me PROULX:



5                   Q. Est-ce que monsieur Zuffellato vous a dit qu'il avait remis un échantillon d'urine, de son urine pour aider les athlètes?

R. Non, monsieur.

10                  Q. Monsieur Zuffellato, est-ce qu'il vous a parlé d'un problème, de la situation, de quoi que ce soit?

15                  R. Non, rien. Rien, rien, Zuffellato avec moi a vraiment joué un rôle d'assistant, un rôle d'une personne qui était à la remorque des gens qui sont là en autorité. Il ne s'est pas confié à moi.

20                  Q. Mais s'il ne se confiait pas, vous, est-ce que vous avez posé des questions à monsieur Zuffellato?

25                  R. Non, je n'ai pas posé de questions spécifiques à monsieur Zuffellato, c'est plutôt à monsieur Kulesza à qui je posais des questions ou je m'informais.

                     Q. Quand avez-vous appris que trois d'entre eux étaient positifs? Dans les jours qui ont suivi, le huit?

R. Oui.

25                 Q. Le huit septembre?



5 R. Le huit septembre à six heures moins cinq le matin ou cinq heures moins cinq, en tout cas je sais qu'il était moins cinq, je me souviens très bien.

10 Q. Le mardi. Alors là qu'est-ce qui s'est passé? Ça été évidemment une réaction choc?

15 R. Bien oui. Il était trop tôt pour contacter les athlètes immédiatement, et puis il était trop tôt aussi pour contacter le chef de mission Caroll Ann Letheren, ça fait que j'ai attendu un petit peu, et puis quand j'ai appelé à sa chambre finalement elle était partie faire son jogging.

20 15 J'ai convoqué une réunion dans ma chambre pour sept heures le matin, si je me souviens bien, avec les athlètes. Il a fallu attendre l'arrivée de Zuffellato qui était en train de prendre sa douche. Et puis tout le monde me posait des questions, mais je n'ai pas voulu m'ouvrir avant quoi que ce soit.

25 20 J'ai remarqué que les athlètes étaient arrivés très rapidement dans ma chambre, ce qui est inhabituel pour sept heures le matin. Et puis c'est lorsque je leur ai dit qu'ils étaient positifs, là la panique a pris. Là David Bolduc se promenait de long en large, faisait cogner les portes, voulait frapper



5 dans les murs, et puis c'était difficile de les contrôler. Personne vraiment ne s'ouvrait dans un dialogue ou quoi que ce soit, c'était de la frustration.

Q. Alors là ces trois là sont partis?

R. Oui.

10 Q. Maintenant avez-vous à ce moment-là, vous, ou une fois que ces athlètes-là étaient partis, avez-vous discuté avec monsieur Zuffellato?

15 R. Non, non, non. Il ne m'est jamais venu à l'idée à Séoul que ça pouvait avoir été pris en système en Tchécoslovaquie, jamais, jamais, jamais. J'ai seulement pensé que s'il y avait quelque chose qui s'était déroulée, que ça s'était déroulée individuellement entre les athlètes entre le test de Montréal et puis le testing de Vancouver.

20 Je pensais encore que c'était le fameux petit bâtonnet qui manquait dans le test d'urine qui avait fait que les athlètes avaient dû être re-testés, et puis qu'eux autres dans leur tête ils voyaient beaucoup de temps entre ce testing-là de Montréal et le premier jour de compétition à Séoul. Puis ils se disaient: "On a peut-être une ou deux semaines ou



trois semaines."

5                   Je pensais que c'était là que la consommation de stéroïdes avait eu lieu.

10                  Q. Monsieur Chouinard, lorsque le samedi matin vous avez appris, vous avez annoncé que les athlètes, trois d'entre eux étaient positifs, est-ce qu'il y a eu une réaction quant à l'utilisation du cathétère à ce moment là; est-ce que quelqu'un a dit ... (interrompu)

THE COMMISSIONER: What's the problem.

15                  Me LUTFY: The record is going to get a little confused. Mr. Proulx and Mr. Chouinard at last agreed that the results were received on September 8th. In fact they were received on Tuesday, September 6th, and now in Mr. Proulx' question, I know it is inadvertance, he says Saturday, but we are talking about Tuesday.

20                  Me PROULX: You are right.

Q. Le mardi matin, lorsque vous apprenez aux athlètes ...

R. Oui.

25                  Q. Que le test est positif, est-ce qu'il y en a qui ont dit: "Ecoute, comment ça se fait



que le cathéter n'a pas fonctionné?"

R. Non.

Q. Pas un mot du cathéter?

5 R. Pas un mot du cathéter. La première fois que j'entends le mot cathéter prononcé ça se produit à Mont-Laurier au Québec lorsque je fais une entrevue avec David Bolduc au mois d'octobre 1988.

10 Q. C'est la première fois?

R. C'est la première fois.

Q. Ça c'est lorsque vous avez fait  
votre enquête?

R. Après les Jeux olympiques.

15 Q. Vous avez fait votre enquête à quel moment, monsieur?

R. A mon retour de Séoul j'ai démarré dans les jours qui ont suivi.

20 Q. Est-ce que c'est exact que vous avez annoncé du côté de la Fédération la suspension des entraîneurs, de monsieur Kulesza à ce moment-là?

R. Il faudrait peut-être, on a ...  
(interrompu)

25 Q. Si vous me le permettez on va aller au document ... in Exhibit 104 at the end, document



dated October 21st, Mr. Commissioner.

THE COMMISSIONER: Thank you. Near the  
very end.

5

Me PROULX: Almost. I think there are two documents dated - there are many documents in fact dated October 21st, but this is the one which starts "2 coaches...", with the words "2 coaches".

10

THE COMMISSIONER: October 21st?

Me PROULX: Yes.

THE COMMISSIONER: Thank you.

Me PROULX:

Q. Monsieur Chouinard, le 21 octobre  
1988 ... (interrompu)

15 THE COMMISSIONER: This is what though.  
It is a bulletin, it is called bulletin number 1?

Me PROULX: Mr. Lutfy, is it 104.

THE COMMISSIONER: Yes, it is 104.

20

Me PROULX:

Q. Monsieur Chouinard ...

R. Oui.

Q. ... le 21 octobre la Fédération dans  
un bulletin, le bulletin numéro on annonce que:

25 "Deux entraîneurs et quatre athlètes



sont éloignés de la Fédération jusqu'aux résultats de l'enquête interne. Deux entraîneurs, quatre athlètes doivent s'abstenir de participer aux activités de la Fédération en attendant le résultat d'une enquête interne sur des allégations d'infractions ayant trait au dopage."

Il s'agissait de monsieur Kulesza, monsieur Zuffellato, messieurs Côté, Garon et Greavette et monsieur Louis Payer. Il est dit à la deuxième page que c'est vous qui êtes chargé de faire l'enquête?

B. Quijano

THE COMMISSIONER: It also says that they are still in good standing and continue to have the other rights.

Me PROULX: C'est ça.

"Ces six personnes-là impliquées, sont encore membres en règle de la Fédération et ne sont pas privées d'autres droits et priviléges tels salaires et subventions."



5 R. C'est ça.

Q. Alors est-ce que c'est dans le cours  
de cette enquête-là que vous avez rencontré monsieur  
David Bolduc?

R. Oui, c'est dans le cours de cette  
enquête-là.

10 Q. Est-ce que ces personnes-là sont  
encore aujourd'hui suspendues ou éloignées et suspen-  
dues?

R. Sauf monsieur Kulesza, ces person-  
nes-là sont toujours dans le même statut.

15 Q. C'est-à-dire?

R. Un statut où est-ce qu'on leur a  
demandé de s'abstenir de participer à nos activités.

20 Q. Et dans le cas de monsieur Kulesza  
la décision a été prise, enfin comme chargé d'enquête  
la décision a été prise, pardon, à quel niveau la  
décision a-t-elle été prise de retourner monsieur  
Kulesza dans ses fonctions?

25 R. Okay, mon enquête premièrement ce  
n'était pas une enquête, c'était des entrevues qui  
portaient uniquement, d'après ma mission du président,  
sur les allégations de la conférence de presse faite



par les athlètes le 13 septembre 1988, et puis les allégations étaient, pour les citer:

5 "That the national coach, Andrzej Kulesza, would have arranged or tolerated that banned substance be accessible and a urine testing up to the Canadian Weightlifters training camp, at the pre-Olympic training camp at Havirov, Czechoslovakia."

10 That was the first indication. The second one was

15 "That the national coach, Kulesza, and the CWFHE would have known what was going on at the above-mentioned camp, and were setting up the weightlifters or exposing them."

20 Ça c'était les deux allégations que j'avais comme mission de la Fédération canadienne d'enquêter. Sur ces deux allégations-là précises, il n'y avait aucune raison de retenir la suspension de monsieur Kulesza.

25 Mais dans le cours de mes entrevues, j'ai découvert une chose tout à fait autre, ce que l'on connaît aujourd'hui, et j'ai demandé au président de



tenir une enquête formelle devant un "hearing officer" de notre Fédération dû à ce que je venais de trouver.

5

Q. A savoir?

R. A savoir l'usage de cathéter, de complot par le groupe d'athlètes pour avoir utilisé des stéroïdes anabolisants dans un pays autre, ainsi de suite. Toutes ces choses-là.

10

Q. Et cette enquête-là est toujours en cours?

R. Cette enquête-là devait avoir lieu le 10 décembre. Elle a été remise parce que le "hearing officer" qu'on voulait avoir pour cette enquête-là devait être une personne absolument bilingue avec une bonne connaissance de l'haltérophilie et qui avait beaucoup de crédibilité sans être membre de la Fédération canadienne dans l'exécutif. On avait une seule personne unique au Canada qui pouvait remplir ce rôle-là, un certain monsieur Philippe St-Cyr.

20

Monsieur Philippe St-Cyr, qui a toujours eu une santé de fer, c'est un homme de tout près de 60 ans, est devenu subitement malade. Ça fait qu'on a reporté notre enquête interne à la fin de semaine du 13/14 janvier. Entre les deux, monsieur St-Cyr a dû

25



être transporté de chez lui en ambulance et hospitalisé entre Noël et le Jour de l'An et puis on a pas pu la tenir le 14 janvier.

5                      Cette enquête-là elle est toujours, elle a seulement été arrêté temporairement.

10                  Q. Très bien. Merci, monsieur Chouinard, ce sont mes questions. These are my questions.

10                  THE COMMISSIONER: Mr. Silcoff. Thank you, Mr. Proulx.

15                  Me PROULX: Thank you, Mr. Commissioner.

---LE TEMOIN CONTRE-INTERROGE PAR Me J.

SILCOFF:

15                  Q. Monsieur Chouinard, vous avez fait référence ce matin à l'exhibit 100, c'est votre livre pour la période entre autres du mois de juillet 1984, et vous avez fait mention d'un comité médical?

20                  R. Oui.

20                  Q. Que vous avez présidé au mois de juillet 1984. Je peux vous demander d'examiner s'il vous plaît, si vous avez devant vous votre exhibit numéro 100, d'examiner les procès-verbaux d'une réunion du comité médical tenu au Lac St-Denis le sept



juillet 1984. C'est environ dix feuilles jaunes de la fin du livre.

5

R. Oui, je l'ai.

Me SILCOFF: Approximately 10 sections from the end of the book, Mr. Commissioner.

Q Je vous demande de bien vouloir passer à la deuxième page de ces procès-verbaux, à l'item intitulé "medical passport".

10 Vous avez mentionné ce matin que c'était grâce à une suggestion de monsieur Kulesza que le comité a adopté le principe du passeport médical. Est-ce que vous pouvez être plus précis.

15 D'abord comment l'idée vous a été suggérée par monsieur Kulesza?

20 R. Monsieur Kulesza dans nos conversations, je ne savais pas exactement comment débuter à trouver des armes pour contrer le progrès de l'usage des produits dopants, et puis en parlant avec monsieur Kulesza il m'a parlé que dans certains pays européens le passeport médical existe, et puis que ça pourrait être une arme peut-être efficace pour s'assurer que nos athlètes ont des conseils par des gens de la profession médicale pour le non-usage de produits dopants.

25



Et j'ai demandé à monsieur Kulesza: "La prochaine fois que tu vas aller en Europe, ou si tu connais des gens en Europe qui ont des passeports médicaux, j'aimerais en avoir des échantillons."

Il m'en a fait parvenir trois ou quatre, et puis - en langue étrangère - j'ai été obligé de me promener d'une ambassade à l'autre pour me faire traduire ces passeports-là, pour savoir quelles étaient les questions à l'intérieur de ça ou ainsi de suite.

Q. Alors est-ce que dans vos discussions avec monsieur Kulesza au sujet du passeport médical, est-ce qu'il a précisé plus clairement la question du antidopage et la nécessité d'utiliser un véhicule comme un passeport médical comme l'un des moyens de détecter l'usage d'un produit?

R. Oui, c'est définitivement juste lui qui a parlé de passeport médical à l'origine comme étant quelque chose de possible, d'actuellement en place en Europe, et puis qui pourrait être utilisé ici de façon à contrer la montée des stéroïdes anabolisants, de pouvoir placer les gens en situation.

Q. Dès son arrivée au Canada vous avez témoigné que vous avez rencontré monsieur Kulesza



5 subséquemment. Est-ce que vous avez eu l'occasion de discuter avec lui de la question des stéroïdes anabolisants et l'usage de ces stéroïdes au Canada?

10 R. Oui, j'ai discuté avec lui sur ces points-là.

15 Q. Et qu'est-ce qu'il vous a dit au sujet de son attitude au sujet de l'usage de ces stéroïdes?

20 R. Bien la première chose, je pense bien que c'est moi qui ai pris le devant sur lui en lui expliquant du mieux que je pouvais et de façon répétée aussitôt que j'en avais l'occasion, comment est-ce que cette chose-là était vue par notre Fédération, que c'était quelque chose à éradiquer, qu'il fallait lutter contre et puis que tout le monde qui travaillait à l'intérieur de la Fédération canadienne se devait d'avoir une vue unique qui était cette vue-là, et puis qu'il faudrait qu'il nous aide de façon à nous épauler avec son expertise qu'il avait, lui, sur des façons nouvelles quant à nous pour pouvoir lutter contre ça.

25 Q. Et qu'est-ce qu'il vous a dit, après que vous lui avez fait part des politiques de la Fédération, qu'est-ce qu'il vous a dit au sujet de ses



5 idées? Est-ce qu'il était d'accord?

R. Oui, il était d'accord. Il n'a pas montré de désaccord. Il s'en venait au Canada en comprenant que le Canada ce n'était pas une puissance en haltérophilie et voulait nous aider à progresser en haltérophilie mais que c'était les conditions au Canada, qu'il était prêt à se pencher dans cette direction-là et à s'en aller avec nous autres.

10 Q. Bon. Alors si je peux vous demander de tourner à peu près six pages dans la direction inverse, à une lettre adressée à vous par monsieur Donald Buchanan en date du 14 août 1987, une lettre écrite à la main. Est-ce que vous avez ça devant vous? 15 Et qui s'intitule: "August 14th, 1984" adressée à monsieur Yvon Chouinard. Comme je vous le dis c'est six pages en direction de Lutfy, inverse.

R. Oui.

20 Q. Vous allez remarquer dans le troisième paragraphe intitulé "goals of medical committee", d'abord est-ce que vous avez reçu cette lettre?

R. Oui, je l'ai reçue.

25 Q. Alors monsieur Buchanan mentionne



5 dans sa lettre:

"I believe at least one more major objective should be identified, one which concerns us all. Eradication of the use of performance enhancing substances banned by the IOC."

10 Alors comme président du comité médical, quelle était votre réaction à cette demande au point de vue des buts de votre comité?

R. C'était déjà clair dans notre comité qu'un de nos objectifs était d'éradiquer le progrès fait par le stéroïdes anabolisants au pays.

15 Q. Bon. Pouvez-vous décrire le rôle de l'entraîneur national dans ses relations avec vous, dans l'application d'une politique antidopage? Est-ce que vous, comme président, vous aviez des directives à lui donner?

20 R. En tant que président du comité médical je n'avais pas de directives vraiment à lui donner. Mais il était une personne ressource pour nous autres pour avoir du feeling de ce qui se déroulait à l'intérieur de l'haltérophilie. Est-ce que l'on devait plutôt s'en aller dans une direction ou l'autre ou



qu'est-ce qui existait dans d'autres pays.

5 Q. Est-ce que comme personne-ressource il vous a fait part de la pression qui était sur les athlètes de remplir les standards du Comité olympique?

R. Oui.

Q. Qu'est-ce qu'il vous a dit?

10 R. Il l'a répété plusieurs fois que ces pressions-là semblaient toujours être présentes et puis semblaient être difficiles à éliminer, que ça soit dû à des choix d'équipe ou dû à des standards pour participer à certaines équipes, que ça semblait être un des facteurs de motivation.

15 Q. Comme vice-président à la fois de la Fédération, comme gérant de l'équipe à la fois, est-ce que vous avez eu l'occasion de voyager avec l'entraîneur national et les athlètes de la Fédération?

R. Oui, j'ai eu l'occasion.

20 Q. Pendant ces voyages est-ce que vous avez constaté des difficultés au point de vue de contrôler les athlètes, de contrôler leur comportement, contrôler leurs attitudes et leurs activités?

R. Ah! certainement.

25 Q. Pouvez-vous décrire ces difficultés?



5 R. Disons que je suis une personne qui est pas mal forte sur la discipline, et je ne suis pas très très tolérant dans ces choses-là. Si je prends le Championnat du monde à Ostrava en 1988, où je suis parti avec six athlètes et j'en ai suspendu trois sur le voyage.

10 Q. Pourquoi?

15 R. Dû à des problèmes de discipline justement. Et puis immédiatement au retour j'ai incorporé dans notre processus de sélection un mécanisme que je connais dans le monde du travail qui nous permet aussi de mesurer les gens non pas seulement dans leur valeur athlétique mais aussi dans leur comportement social, des tests, pas des tests mais des échelles qui mesurent les attitudes des gens.

20 Parce que les problèmes que l'on a avec les athlètes, que ça soit le non-respect d'une philosophie ou d'un contrat ou quelque chose, c'est de l'attitude ça.

25 Et puis j'ai incorporé en 1987 un mécanisme avec lequel dans ma vie professionnelle j'ai travaillé. Dans ma vie professionnelle j'ai travaillé avec des psychologues dans le domaine du travail pour



mesurer l'attitude des gens, de façon à pouvoir éliminer les troubles-fêtes, les gens qui ne respectent pas le comportement attendu de certaines personnes qui, lorsqu'elles vont à l'extérieur de s'appellent plus Jean Latrimouille mais s'appellent Canada.

Q. Est-ce que vous avez eu des expériences précises au sujet de difficultés qu'a eu monsieur Kulesza en rapport avec la question de discipline avec ces athlètes et pouvez-vous nous faire part de détails précis?

R. Bien celui-là d'Ostrava, j'étais là au Championnat du monde en Tchécoslovaquie où c'était facile pour moi de voir que le rapport qu'il y avait athlètes versus la personne d'autorité était inacceptable. Quand les athlètes traitent une personne en autorité de cette façon-là, pour moi ce n'est pas une question de noms, c'est une question de comportement, et puis c'en est un ça.

Q. Vous avez d'autres incidents dont vous pouvez faire part à la Commission?

R. Non, les autres c'est du ouï-dire, j'ai entendu parler à l'entraînement, et ainsi de suite.



Q. On ne veut pas avoir du oui-dire.

Une dernière question, monsieur Chouinard, je vous demande de faire encore référence à l'exhibit numéro 100 et la lettre que vous avez adressée à monsieur Robert Dugal en date du 21 décembre 1984. C'est plus ou moins au centre du livre. C'est une lettre sur l'en-tête de la Fédération datée du 21 décembre 1984, au docteur Robert Dugal, signée par vous comme président du comité médical.

R. Oui.

Q. Ce matin notre collègue, maître Proulx, vous a fait référence à votre deuxième paragraphe où vous dites:

"A cet effet, les quatre médecins membres de ce Comité doivent surtout lutter contre la tendance de certains athlètes et/ou entraîneurs à utiliser des aides ergogéniques."

Lorsque vous avez parlé des entraîneurs le 21 décembre 1984, est-ce que vous pensiez à l'époque à monsieur Kulesza?

R. Non, je ne pensais pas à monsieur



Kulesza, je pensais aux entraîneurs de club, les entraîneurs qui sont encore plus proches des athlètes que ce niveau-là.

5 Q. En date du 21 décembre 1984 est-ce que vous aviez aucune indication qui vous faisait croire que monsieur Kulesza avait la tendance d'encourager l'utilisation de ces aides?

10 R. Non.

Q. Bon. Monsieur Chouinard, je vous remercie, je n'ai plus d'autres questions. Thank you, Mr. Commissioner.

THE COMMISSIONER: Thank you. Mr. Barber.

15 --- EXAMINATION BY ME T. BARBER:

Q. Mr. Chouinard, if I can ask you to stay, sir, with the document which is in front of you, the letter dated December 21st, 1984.

20 A. Yes.

Q. This, sir, is a request to Dr. Dugal to meet with your medical committee, is that correct?

A. Yes.

Q. And if we look at the address of the letter, sir, it does not appear to have a street



address, or a municipal address on it? Do you agree with me?

5 A. Yes.

Q. You are aware that the lab is located on Hymus Street in Pointe Ste-Claire?

A. Yes.

10 Q. That information is not on the letter?

A. I know.

Q. The letter is written December 21st, 1984?

15 R. Oui, mais j'ai rencontré le docteur Dugal dans les semaines qui ont précédé ça et puis le docteur Dugal m'a donné sa carte d'affaire que j'ai toujours avec moi au bureau, et je n'ai jamais rencontré le docteur Dugal depuis ce temps-là, j'ai toujours sa carte d'affaire.

20 Q. Simply, sir, you have no way of confirming or knowing that this letter actually arrived, do you?

A. Oh, I am sure of it, sir.

25 Q. You tell me that you've not spoken to Dr. Dugal since? Is that your evidence?



5 A. That this letter arrived?

Q. Yes.

A. Not as such that this letter arrived. This is why I kept calling the phone number of this business card to talk to him, and the person who answered me was a person responsible for answering for Dr. Dugal.

10 Q. Mr. Chouinard, let's go one point at a time. You, sir, cannot say that this letter arrived, can you?

A. No.

15 Q. And you agree with me that it is missing any municipal address whatsoever, correct?

A. Yes.

Q. Are you aware, sir, that the Weightlifting Federation has made other requests of Dr. Dugal and Dr. Massé for their assistance?

20 A. Yes, I remember at least one.

Q. And specifically in late 1986 or early 1987, Dr. Dugal was asked to attend at a training camp or a facility to speak to all of the lifters and the coaches. Is that correct?

25 A. Yes, that's the one I remember.



5                   Q. Dr. was unable to attend. Is that also correct?

A. Yes.

10                 Q. In his place Dr. Massé attended?

A. Yes, you are right.

15                 Q. And fulfilled the request that had been made of them?

A. Yes.

20                 Q. Are you also aware, sir, that the Weightlifting Federation has received a letter from Dr. Dugal dated July 27th, 1987 in which he reiterates his willingness to assist you in any way that he can?

25                 A. I don't remember that.

20                 Q. Is it fair to say, sir, that Dr. Dugal has indicated to the Federation, in a general way, a willingness to assist in any way that he can?

A. I don't agree with you.

25                 Q. You don't agree with me that he attended when asked in 1986; Dr. Massé attended when asked?

A. That point I agree with you.

25                 Q. The other point that you've today is that when asked by this letter of December 1984, he



5 didn't attend?

A. You are right.

10 Q. Have there been any other requests  
made of him?

A. You can see in the correspondence  
where we did ask for his assistance, when we talked  
about doping products and he laughed at us in his  
letter. You can see --

15 Q. What letter, Mr. Chouinard?

Me LUTFY: It is a letter of July 27,  
1987 which is in response to Mr. Ranger's letter of  
April 1st, 1987 and it is in exhibit 104.

20 Me BARBER:

Q. So, this is the letter that I just  
asked you about, Mr. Chouinard?

A. Oh, could be. If you refer to me  
with a specific date, I can confirm, but --

25 Q. I thought I did, sir. I am sorry.

Me LUTFY: I understand Mr. Barber acts  
for Dr. Dugal.

Me BARBER: I represent the Sports  
Medicine Council of Canada, I also represent the INRS  
lab and Dr. Dugal.



5  
Q. You are saying he is laughing at you. I don't understand, sir.

10  
A. Sir, we don't even going at the words. Read the content of that letter, the type of words that are being used by a director of a professional organization. I am not talking about the technical aspect of this professional role of the institute, which is very good, and I do respect fully, but look at the tone of that letter. Do you think that you have a person that wants to treat you on an even level.

15  
THE COMMISSIONER: What is the date of that letter, please.

Me BARBER: July 24th, 1987.

THE WITNESS: July 27th.

Me BARBER: July 27th, I am sorry.

Me LUTFY: You'll find it in exhibit 104.

20  
THE COMMISSIONER: I understand, but Mr. Barber is referring to one letter and the witness to another.

25  
Me BARBER: Yes, I am sorry. I have it, Mr. Commissioner.

Q. Alright. Mr. Chouinard, without



debating semantics with you, sir, I think you've answered in part the point I wanted to make. You have no doubt about the technical expertise of Dr. Dugal?

A. Oh, no, no, I do respect it very, very well, No problem with that.

Q. And we have established that we agree that he has assisted the Federation in educational efforts, but perhaps not as much as you would have liked?

A. You are right.

Q. Is that a fair summary? May we turn, sir, to the events of September 1988, the issue of the test to be taken in Vancouver. I wasn't quite sure from your evidence, the order of the telephone conversations that you had. Was the first information that you received from Mr. Ranger?

A. I think it was from Mr. Ranger.

Q. And is it correct that in response to that information you contacted Marilyn Booth of the Sports Medicine Council of Canada?

A. It is possible. I know the first call that I did receive was at 3:30 in my office. This, I am positive. No, but I think it would be from Claude



Ranger.

5 Q. You spoke to the individual who conducted the tests in Montreal, is that right?

A. Yes, I did.

10 Q. And he admitted to you that he had failed to use the sticks?

A. Yes.

15 Q. And I correct that these sticks are litmus sticks that are intended to test the concentration of the fluid?

A. Yes, you are right, I think.

20 Q. And you were advised that the problem with the samples provided in Montreal was that they were too dilute to test?

A. Yes.

25 Q. The reason the Weightlifting Federation asks for testing before you leave the country is to ensure that no positive testing athlete will leave the country, correct?

A. You are right.

Q. You wish that assurance?

A. Yes.

25 Q. And you were told by Marilyn Booth



that that assurance could not be given to you based upon the tests in Montreal?

5

A. Yes.

Q. And therefore it would be necessary to retest in Vancouver, correct?

A. Yes, it is either Marilyn Booth or Claude Ranger. One of the two (2) told me. Maybe the two (2) of them.

10

Q. And you, sir, agreed to that on behalf of the Weightlifting Federation?

A. Yes, I did agree, after having talked with - what's his name again - the tester.

15

Me LUTFY: Monsieur Chevrier.

THE WITNESS: Emery Chevrier.

Me BARBER:

Q. You agreed that there should be further testing in Vancouver conducted by the Sports Medicine Council, correct?

20

A. I agreed that there should be further testing in Vancouver, if it was by the Sports Medicine Council or one of our people, to me it was irrelevant. I agreed to the retesting.

25

Q. Are you aware, sir, of a program



introduced by the Sports Medicine Council to train and qualify doping control officers?

5 A. Yes.

Q. And are you aware that Dr. Morrell was a certified doping control officer?

A. He told me when we met in Vancouver.

10 Q. So you were aware that he had received the training as to how to conduct these tests?

A. Yes.

15 Q. Sir, throughout your evidence you indicated that somehow there was a difference between tests to be performed at competition and tests to be performed elsewhere, correct?

A. Yes.

Q. That was the thrust of your evidence, that's how you understand it?

A. Yes.

20 Q. Are you aware, sir, of what's called a standard operating procedure manual issued by the Sports Medicine Council?

A. I was aware. I was at the original.

25 Q. Very good. You are aware that that manual is essentially designed for use at competition?



A. Yes.

5 Q. And you are aware that it is that manual, by adaptation, that is used for all testing conducted in Canada?

A. By adaptation?

Q. Yes.

A. Yes.

10 Q. And that the adaptation, the only adaptations that are allowed are to accommodate the circumstances of the location, but no adaptation which would imperil the integrity of the sample, or the anonymity of the sample is to be permitted. Correct?

15 A. I am not so sure. If you look back at the letters, six (6) months ago, where you people were asking us for guidance as far to international, testing before international competition, I think it was obvious that something was different.

20 Q. You refer to a letter, Mr. Chouinard, are you referring to a meeting that took place between Mr. Ranger, Casey Wade, Lister Ferrar, Miss Booth and Mr. Sorensen?

A. I think that's the one.

Q. A meeting?



A. Yes.

Q. And Mr. Ranger represented the  
Weightlifting Federation, correct?

A. Yes.

Q. Also track and field was represen-  
ted?

A. Yes.

Q. Cycling?

A. Maybe, yes.

Q. Sports Medicine and Sport Canada,  
correct?

A. I think so. I think that's the one I  
am referring to.

Q. And this was a general meeting to  
discuss the issue of out of competition short notice  
testing, correct?

A. Maybe, yes. Because at the time I am  
going by memory.

Q. But Mr. Chouinard, it is hardly fair  
to characterize that as Sports Medicine Council coming  
to the Weightlifting Federation for assistance in  
developing a program in the way that you seem to  
suggest to the Commission, is it? You are smiling, sir.



Was it not a general meeting to discuss the issue of  
out of competition testing?

5 A. Yes, I think so.

Q. You weren't present, yourself?

A. No, I was not present.

10 Q. At that time the Weightlifting Federation was using this loto 6/49 system, as we've come to refer to it?

15 A. Yes.

Q. And you'll agree with me there were problems with that system. It was far from perfect?

A. No system is perfect.

15 Q. Those are my questions, sir. Thank you.

THE COMMISSIONER: Mr. Lutfy.

20 Me LUTFY: Just for my assistance, if I wonder if my friend, before he sat down, is the manual that he referred to an exhibit before this Commission?

THE COMMISSIONER: I think it is.

Me BARBER: It is an exhibit, Mr. Commissioner. I could find the number if I was given a moment, but it certainly was filed as part of phase 1.

25 Me LUTFY: Perhaps if I can have that from



him and look at it later in the day. Thank you, Mr. Commissioner.

5

---LE TEMOIN INTERROGE PAR Me A. LUTFY:

10 Q. Sur la question qui vient de vous être posée par monsieur Barber, effectivement tous les essais ou tous les tests qui ont été faits par la Fédération, en principe jusqu'à celui fait par le docteur Morrell, sont faits par votre personnel?

R. Oui, c'est bien ça.

15 Q. Et en principe on aurait pu procéder avec le personnel de la Fédération lors du deuxième test à Vancouver?

R. Certainement.

20 Q. Et vous on vous a dit que ce n'était pas pour être quelqu'un de la Fédération qui était pour effectuer le test, mais bien ce docteur Morrell du Conseil de sport médecine?

R. Oui.

Q. Et ça ça ne vous a pas tracassé plus qu'il faut, vous n'aviez aucune objection à ça.

THE COMMISSIONER: I thought there has to

25



be a doping control officer present.

Me LUTFY: There was.

5 THE COMMISSIONER: And that's not CWF people, or if it is it's one approved by the SMCC.

THE WITNESS: No, it is a person that has followed all the courses, the same courses as SMCC and is accepted person.

10 THE COMMISSIONER: SMCC course.

THE WITNESS: Yes.

THE COMMISSIONER: And you say that person is satisfactory, or who somebody else does.

15 THE WITNESS: Any person that has passed that course --

THE COMMISSIONER: But who says they passed the course, SMCC does?

THE WITNESS: SMCC.

20 THE COMMISSIONER: They are certified by the SMCC as being authorized to do the testing.

THE WITNESS: Yes, as far as I am concerned.

Me LUTFY:

Q. Monsieur Chevrier en est un?

R. Oui, monsieur Chevrier en est un.



5 Q. Mais c'est un représentant de la  
Fédération?

R. Oui.

10 Q. De toute façon vous n'aviez aucune  
objection à ce que monsieur Morrell effectue le test?

R. Je n'ai pas fait la plus petite  
objection quant à la personne d'un représentant du  
SMCC, pas la plus petite objection.

15 Q. Et le seul souci ou le seul problème  
que vous aviez avec le docteur Morrell c'était la  
question de l'avis?

R. C'est ça.

20 Q. Ce qu'on a appelé jusqu'à présent  
votre enquête ou l'enquête d'Yvon Chouinard du mois  
d'octobre 1988, c'était effectivement une série  
d'entrevues que vous avez effectuées avec les dif-  
férents athlètes en question, y compris les entraî-  
neurs?

R. Oui. C'était des entrevues parce  
que je ne les questionnais pas, je les laissais me  
parler.

25 Q. C'est ça. Et certaines de ces  
entrevues-là se sont faites face à face?



5 R. Elles se sont toutes faites face à face pour les résidents du Québec. Les deux gars de Colombie-Britannique elles se sont faites par téléphone.

10 Q. D'accord. Vous avez eu une conversation téléphonique avec monsieur Guy Greavette?

R. Oui.

15 Q. Lors de cette série d'entrevues?

R. Oui, c'est ça.

20 Q. Et est-ce que monsieur Greavette avait eu un pré-avis du fait que vous étiez pour l'appeler?

15 R. Non.

25 Q. Vous n'aviez pas de rendez-vous avec lui?

20 R. Non, j'ai essayé à deux ou trois fois de l'appeler et puis il n'y avait aucune réponse chez lui. La première fois où j'ai eu une réponse chez lui, c'est lui qui m'a répondu. Il n'y avait aucun avis.

25 Q. Et lui avez-vous demandé le moment auquel il a appris qu'il devait passer un deuxième test?



5 R. Oui.

Q. Et qu'est-ce qu'il vous a répondu?

R. Il m'a répondu le samedi matin.

THE COMMISSIONER: Who told him, did he tell you.

Me PROULX: Do you tend to introduce through Mr. Chouinard what the athletes told him?

10 Me LUTFY: I tell you what I am doing. I understand what my friend is up --

Me PROULX: I think this is --

Me LUTFY: Can I just tell you what I am trying to do.

15 THE COMMISSIONER: Well, it may be only relevant to know what Mr. Chouinard knew. It doesn't prove anything as you know. You've asked the question. Now, let's get on with the next question, please.

20 Me LUTFY: And it is about one other incident, and the purpose of this is to be of assistance to the Commission and you are going to have to decide, sir, it seems to me, about --

THE COMMISSIONER: Well, hearsay evidence is still hearsay and it is not inadmissible. It is not very helpful.



5  
Me LUTFY: Well, we've heard a lot of it  
in Montreal.

10  
THE COMMISSIONER: Only for a limited  
purpose. It may be important to you to know what Mr.  
Chouinard was told, but that may not be a fact, but who  
did Mr. Greavette tell you told him, because it is  
still a puzzle yet, as to --

15  
THE WITNESS: No, I don't know who told  
him, but the only thing that I know is --

20  
THE COMMISSIONER: Nobody has told us yet  
who told Mr. Greavette, isn't that very strange.

25  
THE WITNESS: He only told me that he  
learned about it in the Saturday morning.

20  
M LUTFY: I don't want to argue this  
thing. It just struck you when I was sitting in  
Montreal and listened to this evidence, that we were  
all surprised when Mr. Greavette said he learned on  
Saturday. It struck me --

25  
THE COMMISSIONER: We still don't know  
who told him.

Me LUTFY: That was the same thing he  
told Mr. Chouinard in October.

25  
THE COMMISSIONER: We are getting off the



5 track. I am still puzzled that we have no idea, nobody told him. Isn't that interesting; nobody. The coach didn't tell him, the assistant coach didn't tell him, Mr. Chouinard didn't tell him, Dr. Morrell didn't tell him, and suddenly he knows he's got to be tested. It is not particularly decisive.

10 Me LUTFY: This not my immediate area of concern.

15 THE COMMISSIONER: Anyway we now know that Mr. Greavette told Mr. Chouinard that he was not told till Saturday morning.

15 Me LUTFY: That he was told on the Saturday morning, and the point I am making and he told that to him in October when he couldn't have known --

THE COMMISSIONER: I understand.

Me LUTFY:

20 Q. Un autre petit point dans le même sens, vous avez fait une entrevue avec monsieur Garon?

R. Oui.

Q. Et lorsque vous avez demandé à monsieur Garon où a eu lieu la réunion des athlètes, il vous a répondu quoi?

25 R. Il m'a répondu dans sa chambre.



THE COMMISSIONER: Well, please now. That is really quite inappropriate. Mr. Garon said in his room. Every other witness said it was in the coaches' room, every other witness. So how is that going to help anybody.

ME LUTFY: If it is of no help to you,  
sir.

THE COMMISSIONER: It is not any help to me.

ME LUTFY: Then it is of no help to anybody in the Federation. It is just that, again, it struck me --

THE COMMISSIONER: Well, that's very interesting. Every other witness said it was in the coaches' room.

ME LUTFY; That's right. It seems to me they are trying to test the good faith of Mr. Garon.

THE COMMISSIONER: Oh, please, Mr. Lutfy,  
you and I are not going to quarrel over that. You try  
to make a point through this witness to support Mr.  
Garon's evidence. You had lots of time to cross-examine  
six (6) people there.

ME LUTFY: I don't even think I had a



right to cross-examine.

THE COMMISSIONER: Well, maybe not, but  
5 Mr. Silcoff did.

Me LUTFY: Mr. Commissioner, if this is of no assistance to you, I am finished. Those are the only two points I wanted to make in that regard.

10 THE COMMISSIONER: This may involve the Federation. This is really more directed to Mr. Silcoff, Mr. Kulesza.

Me LUTFY: The Federation is here to cooperate with the Commission --

15 THE COMMISSIONER: And you have been very helpful and I appreciate it.

Me LUTFY: And I just thought, it struck me, that these two points are relevant. If you say they are not, so be it.

20 THE COMMISSIONER: Anyway, let's get on, and get on to something that is relevant to your client. Mr. Silcoff is very ably representing Mr. Kulesza.

Me LUTFY: I wasn't trying to assist Mr. Silcoff, that's for sure.

25 Q. Monsieur Proulx vous a parlé ce



5 matin de votre curriculum vitae en haltérophilie. J'aimerais que vous me parliez un peu de votre vie personnelle. Vous faites quoi dans la vie?

R. Moi je suis policier, je suis un cadre supérieur dans un corps de police, et puis ça fait 30 ans que je suis policier.

10 Q. Est-ce que vous avez toujours eu le même employeur?

R. J'ai toujours eu le même employeur depuis 30 ans.

Q. Vous êtes un homme de famille?

15 R. Ça fait 29 ans que je suis marié, je suis un grand-père, j'ai un petit-enfant et demi.

Q. Ça fait combien d'années que vous travaillez avec monsieur Donald Buchanan ... (interrompu)

THE COMMISSIONER: One and a half.

20 THE WITNESS: One and a half, maybe one third.

Me LUTFY:

Q. Ça fait combien d'années et que vous avez travaillé avec monsieur Donald Buchanan?

R. Probablement autour de 25, 30 ans.



5 Q. Comment vous l'avez connu dans un premier temps?

R. Nous étions deux athlètes dans la même catégorie corporelle, qui compétitionnaient il y a nombre d'années. Lui compétitionnait en Ontario, moi au Québec, on se voyait dans les compétitions d'un bord ou de l'autre.

10 Q. Et dans l'Association, dans la Fédération vous l'avez connu depuis quand?

15 R. Dans le comité exécutif, disons qu'on a travaillé ensemble, vraiment on s'est revu de façon intensive aux Jeux olympiques de 1976, où tous les deux on avait une responsabilité spécifique sur le plateau de compétition lors des Jeux olympiques. Et puis depuis ce moment-là on s'est revu de façon plus intensive dans différents comités.

20 Q. Est-ce que vous êtes satisfait de son engagement comme bénévole dans votre sport contre l'utilisation des substances interdites?

25 R. Oui, définitivement je n'aurais pas accepté de prêter mon concours sans être certain que le président s'en allait dans la même direction où je voulais voir l'haltérophilie s'en aller, soit l'éradi-



cation complète des stéroïdes anabolisants.

5 Q. Lorsqu'on a formulé le programme pour la 6/49 en novembre 1986, c'est la date que je vois sur l'avant-dernier document dans l'exhibit 99, il porte la date du 29 novembre 1986, qui semble être la date de son adoption par le conseil d'administration.

10 En reconnaît déjà un souci pour les aspects juridiques des questions de test, et on retrouve à la page 5, dans le texte anglais où il est dit:

"The CWF should get a legal opinion  
on its doping policy."

15 Pourriez-vous parler au Commissaire du souci que vous aviez au sein de la Fédération quant à la légalité et les droits des membres dans votre système de test?

20 R. Il faut comprendre ... (interrompu)

THE COMMISSIONER: Do you have one of the contracts that the Federation entered into with their athletes. I have never seen one yet.

Me LUTFY: We have not been able to find any --

25 THE COMMISSIONER: Because they are



required to have certain provisions in them, and I haven't seen one contract yet.

5 Me LUTFY; There was one filed as an exhibit in Montreal.

10 THE COMMISSIONER; One of the Sport Canada requirements, all Federations must enter into a contract, as you know, with their athletes, with certain clauses in the contract. I haven't seen one yet.

15 Me LUTFY: I think one was produced as an exhibit.

THE COMMISSIONER: Not with an athlete.

20 Me LUTFY: Not a signed one. I think a sample contract.

THE COMMISSIONER: No, I think I thought it was and I think you corrected me. I saw a yellow piece of paper sometime and I thought a clause was missing. I think it was the coach's contract.

25 Me LUTFY: I can't help you. I have been embarrassed that I haven't been able to find the file of signed contracts.

THE COMMISSIONER: I'd like to have produced, if I could at some stage, the contracts that



the Federation entered into with their carded athletes.  
I am not talking about the coaches at the moment, I am  
5 talking the carded athletes.

Me LUTFY: Mr. Ranger is sitting next to  
me and he points to me to exhibit 99.

THE COMMISSIONER: And the dates may be  
important because I think changes were required after  
10 '83.

Me LUTFY; You find in exhibit 99 --

15 THE COMMISSIONER: Well, that's one of  
the most difficult things to do is to find anything in  
these exhibits because they are - I don't say this  
unfairly, but they are not numbered. So just tell me  
where to go. That's a draft agreement.

20 Me LUTFY; Let me explain on the record.  
These documents were put together in a rush in Montreal  
when I thought my clients would be testifying on the  
Friday.

25 THE COMMISSIONER: I am not being at all  
critical.

Me LUTFY: No, but I mean, they should be  
numbered.

THE COMMISSIONER: Just complaining, not



critical. This is the draft contract, is it. We don't know what year.

5 Me LUTFY: This was part of a submission by the Federation.

THE COMMISSIONER: I would like to see the contracts entered into with the carded athletes because that's a prerequisite of funding, as you know.

10 Me LUTFY: We've made a note of that and somebody will follow up on it. To answer your question, this draft contract, or sample contract was part of a submission made by the Federation to Sport Canada for the '85/'86 fiscal year.

15 Q. Donc vous étiez pour parler du souci que vous aviez pour les droits des individus et le souci que vous aviez pour recevoir des opinions juridiques?

20 R. C'est ça. On demandait un avis légal parce qu'on rentrait de plus en plus loin dans le système ... (interrompu)

25 THE COMMISSIONER: Going back, if this is a draft contract, you are talking about the legal problems, and this is one, they agreed by contract. I am just looking at the clause. That's there that it



will be part of the contract.

Me LUTFY: Which?

5 THE COMMISSIONER: Number H.

"Avoid the use of banned substance  
..."

10 Me LUTFY: You know, I've reviewed this  
three (3) or four (4) and, I guess, by the very fact  
that I have done so, I give the impression it is a big  
deal. I really don't want to do that. There was a view,  
I think -

THE COMMISSIONER: Well, we discuss that  
later, but with that clause in the contract --

15 Me LUTFY: I am not sure that that would  
allow you to go into someone's home and say you want to  
them in the morning.

20 THE COMMISSIONER: No, for competitions  
or other reasons. They can't come in and break down the  
door. But this is a contractual obligation that the  
athlete, who is being funded, and provide other  
benefits, will submit --

25 Me LUTFY: In any event, I will get on to  
something else, if you wish. I mean the point I wanted  
to make is that you will see --



THE COMMISSIONER: You asked this question

--

5 Me LUTFY: I really want to ask him two questions --

THE COMMISSIONER: He's got no answer about the legality of the doping control proposal, isn't that right.

10 Me LUTFY: Mr. Campion testified to that I think, and it is ongoing through '87 and '88, and what surprise me was, in Ms Hoffman's answer, on January 16th, that they did have a legal opinion. Now, she doesn't have to give it to us, but I think throughout the evidence --

15 THE COMMISSIONER: Well, you've given an legal opinion.

20 Me LUTFY: Well, I was asked to, as a matter of fact, as you can see from another document in the material I have submitted. It is a very narrow question and they got a very narrow response, which, in retrospect, I should have been more fulsome myself.

THE COMMISSIONER: Alright, we are not even there yet. We'll talk about it later.

25 Me LUTFY:



5 Q. Donc vous aviez un souci, à raison ou à tort, et vous avez répété vos demandes auprès du Ministère, et jusqu'à présent on ne vous a pas donné une opinion juridique ou on ne vous a pas donné une collaboration pour mieux comprendre le contexte juridique dans lequel vous oeuvrez?

R. C'est ça.

10 Q. Monsieur Chouinard, monsieur Proulx a touché sur la plus grande partie des documents que je voulais traiter dans l'exhibit 100, mais je vous demanderais de bien vouloir prendre l'exhibit 104, qui sont les documents de 1986 à 1989. We are dealing with exhibit 104. May I just ask your counsel one question.

15 THE COMMISSIONER: Sure

Me LUTFY:

20 Q. Dans ce premier document, monsieur Ranger parle des rapports entre les divers organismes qui s'occupent des questions de substances interdites ... (interrompu)

THE COMMISSIONER: I am sorry, where are you now, Mr. Lutfy.

Me LUTFY: The first document.

THE COMMISSIONER: Thank you.



5  
Me LUTFY: Et je vais y revenir dans un autre moment avec monsieur Ranger, mais pourriez-vous me donner vous-même votre perception des rapports entre votre Fédération, le Ministère, le Conseil de Sport Médecine, monsieur Dugal, en général est-ce que la confiance règnait entre vous?

10  
R. Ça n'a jamais été l'impression que j'ai eue. J'ai toujours eu l'impression qu'il semblait y avoir une lutte de pouvoir à l'intérieur de ces organismes-là, et puis que si on a le même objectif il devrait y avoir un lien de confiance d'établi entre tous et chacun des partenaires dans une même lutte. Et puis on semblait plus intéressé à se mettre sur papier, "on record" que de faire un meeting où des échanges verbaux peuvent avoir lieu et où on peut percevoir l'intérêt des gens à essayer de résoudre des problèmes ou trouver des solutions.

15  
Q. Ce que j'ai compris de votre réponse c'est que bien qu'il y avait beaucoup d'échange de lettres au moins à une certaine époque, en 1986 et 1987, la volonté de se rencontrer était peut-être moins évidente?

20  
R. Elle était moins évidente, oui.



5 Q. Est-ce que je peux dire que vous, au Conseil, vous sentiez aussi bien ce manque de confiance chez les autres organismes par rapport aux autres organismes que le manque de confiance que les autres organismes pouvaient avoir pour vos athlètes?

10 R. Oui. Je pense que c'est quelque chose que l'on revoyait, ça arrivait par vague. Que ce soit, je ne sais pas, lorsque sans raison quelconque on revenait demander un deuxième test ou que ce soit lorsqu'on regarde l'incident de Vancouver, où est-ce que le docteur Dugal demande un "third party" pour venir faire le test, cette obligation-là je ne la savais pas, pas cette obligation-là mais cette demande spécifique-là je ne la savais pas avant ces derniers jours-ci.

15 Ça ne nous dérangeait pas nous autres que ce soit quelqu'un du Conseil de la médecine sportive ou quelqu'un de chez nous parce qu'on avait le même niveau de confiance envers tous les gens. Mais de l'autre côté on ne pouvait pas déceler ça de façon continue.

20 Me LUTFY: Just for the record, Mr. Commissioner, the witness was referring to the notation on the second sheet of exhibit 90, where Mr. Dugal,



after recommending that there be a second test in Vancouver, says

5

"I strongly suggest that these athletes be sampled again under controlled conditions (i.e. third party sampling)."

which is, I guess, when you --

10 Me PROULX: You cannot say that Dr. Dugal didn't have insight at the time.

Me BARBER: Mr. Commissioner, may I rise on one point that I think should be clarified, with reference to what Mr. Lutfy is dealing with.

15 THE COMMISSIONER: Yes. You are back to exhibit 90. Mr. Lutfy.

Me LUTFY: I am finished.

THE COMMISSIONER: No, you referred to a document, and what exhibit was that, please.

20 Me LUTFY: Exhibit 90 and it is just to link his answer with the document that's before the Commission.

THE COMMISSIONER: Alright. Mr. Barber.

25 Me BARBER: The point I wish to rise on it is that it is my information that Mr. Emery



5 Chevrier, who was referred to in Montreal, is not in fact a certified doping control officer. And I put that on the record now so that Mr. Lutfy has an opportunity to canvass that with Mr. Chouinard if he wishes to.

10 THE COMMISSIONER: I appreciate that, thank you.

15 Me LUTFY:

Q. Monsieur Chouinard, monsieur Proulx vous a parlé de votre lettre du 26 février 1987 quand vous faisiez rapport à monsieur Buchanan en ce qui concerne votre entrevue en Nouvelle-Ecosse, je pense?

20 R. Oui.

15 Q. Avec monsieur Clerc et Côté?

R. Oui.

Q. Et j'aimerais en faisant référence à l'exhibit 104, que vous vous référiez à la lettre de monsieur Ranger à monsieur Gladhill du 16 juin 1986. June 16th, '86, and in this letter, Mr. Chouinard, Mr. 25 Ranger is asking Dr. Gladhill

"In the future our Federation would like to receive the reports from the laboratory concerning the results of the first and second analysis,



5 both negative and positive. This information can help us in our work related to education and control of the use of forbidden substances."

10 And so what I understand the Federation to be asking here, Mr. Chouinard, is that Dr. Gladhill or the Sports Medicine Council, provide you the results even when the tests were negative. Is that correct.

A. Yes.

15 Q. And the response you got, a few days later, in the next letter from Dr. Gladhill to Mr. Ranger, in the second paragraph of that letter, three (3) lines down it says

20 "There have been cases in the past which were not positive, but the committee considered warranted either a warning letter or a request for an additional sample from the athlete whose sample was problematic."

I'll skip over a sentence.

25 "The concern is that circulation of laboratory results to sport



governing bodies or athletes could  
be misconstrued as the provision of  
"monitoring information".

5

So, what did you understand the Sports Medicine Council  
to be saying to you in response to Mr. Ranger's  
request?

Vous pouvez vous exprimer en français.

10 R. Notre perception à la Fédération  
canadienne c'était que le Conseil de médecine sportive  
nous donnait l'impression qu'on voulait savoir ça de  
façon à pouvoir dire aux athlètes: "Oups, tu en as  
assez pris, prends-en un petit peu moins, prends-en un  
petit peu plus." Ce n'est absolument pas ça que l'on  
voulait. On voulait le savoir avant même le début.  
15

20 Quand on a décidé d'entrer de nous autres  
même dans le testing au Canada, personne n'était dans  
le testing, on était les premiers, et puis on voulait  
lutter contre le doping et puis il a fallu convaincre  
les gens que c'était une lutte qu'on faisait et non pas  
un suivi pour savoir que ça n'allait pas trop loin.

Q. Quel était votre mobile effectivement?

25 R. Notre mobile était effectivement



comme avec Redjean Clerc et puis Stéphane Côté de pouvoir voir qu'est-ce qui ne marchait pas avec la lutte, pourquoi est-ce qu'ils avaient donné un test problématique? Est-ce qu'il y avait quelque chose qu'on devrait savoir, c'était d'empêcher une telle situation de se développer, de la prendre avant qu'elle commence.

Q. And that letter of Dr. Gladhill was brought to the attention of the president, Donald Buchanan who wrote a handwritten letter to the vice-president technical, Mr. Pryor, on the 31st of August, 1987, and at page 3 of this letter, he states:

"In your capacity as VP Technical, I would ask you to pursue this concept, if you agree with it, and discuss it with your committee and present it to the Sport Canada and SMCC. I will assist you in any way you wish."

And in fact, while Sport Canada's letter, Sports Medicine Council's letter seems to be saying no to you, and may in fact have been saying no to you. As a practical matter, on one occasion, or two occasions, in



the case of Messrs. Clerc and Côté, they were forthcoming with tests?

5 A. Oh, yes.

Q. And how did they express the results of these tests to you. What did they tell you about the tests?

A. That in no way had they ever touched 10 anabolic steroids.

THE COMMISSIONER: Pardon.

Me LUTFY: No, I expressed myself poorly.

15 Q. What did Sports Medicine Canada tell you about Messrs. Clerc and Côté which moved you to go and meet them?

A. That they were - they used the word problematic. Anyway, that they were tests that should be looked at. They should not be considered as being positive tests, but they were the tests that maybe somebody should talk with the athletes to see what is going on.

20 Me LUTFY: I think it will be easier for the stenographer if I kept in one language.

25 THE COMMISSIONER; Alright.



Me LUTFY:

Q. Effectivement, monsieur Clerc et monsieur Côté étaient dans une zone grise. Vous leur parlez, ils nient tous, vous avez cette entrevue avec eux et le dossier se ferme là, je présume?

R. Oui, le dossier ferme là. Il n'y a absolument aucune façon que l'on peut voir s'il y a eu usage de produits dopants, rien d'aucune façon qui peut indiquer quoi que ce soit de négatif.

THE COMMISSIONER: Was there a second test?

Me LUTFY: No. This was, I think, sort of a good cooperation between the Sports Medicine Council and the Federation. Here are some people who we think are in a little bit of a gray area, we better go give them a talking to and find out what's happening.

THE COMMISSIONER; But there was no second test.

ME LIFFEY: NO.

THE WITNESS: No. It was really a situation that we wanted; it is types of situations like that that we are very interested in knowing so we can put the fire away, if there is any fire and



discipline the people right away with whatever has to be done.

5 Me LUTFY:

Q. The next document... le prochain document est une lettre de monsieur Ranger à monsieur Jean-Pierre Tibi de Sport-Canada, une lettre en date du 16 juin, et la deuxième phrase que monsieur Ranger écrit:

10 "Il devient urgent que nos athlètes reçoivent au Centre national des services de physiothérapie."

C'est une lettre du 16 juin, monsieur Chouinard.

15 R. 104?

Q. 104. Seriez-vous d'accord avec moi que l'athlète dont on parle dans la première phrase c'était monsieur Mario Parente. On dit:

20 "On a encore eu un test antidoping positif lors de ces derniers championnats canadiens."

On est en 1986.

R. Je crois que oui, de mémoire.

25 Q. D'accord. Et là qu'est-ce qu'on



voulait dire, qu'est-ce que la Fédération tentait de dire à Sport Canada quant aux services de physiothérapie, dans le contexte d'un nouveau test positif?

R. Je reviens exactement à ce que j'ai dit tout à l'heure pour Ostrava en Tchécoslovaquie. Ça fait des années que l'on entend parler que les athlètes ont besoin de centres de récupération biologique si l'on veut faire de la haute performance.

C'est inconcevable de faire de la haute performance sans récupération biologique, au moins dans notre sport.

Et puis à Montréal le centre de haute performance est situé au Centre Claude Robillard. Le centre de physiothérapie était à la station Frontenac, par métro ça prend environ 20 minutes, une demi-heure, disons 20 minutes une fois que vous êtes dans la station de métro. Si l'athlète part du centre, il doit s'habiller, sortir à l'extérieur, prendre le métro, ressortir du métro, traverser la rue. C'est inconcevable.

C'est le problème que l'on adressait qu'il fallait que le centre de physiothérapie, à tout le moins ça, ce qui est très très mineur en récupéra-



tion biologique, mais soit à l'endroit où les athlètes s'entraînaient.

5 Q. Est-ce que c'est le genre de services que vous avez trouvés lors de votre visite en Tchécoslovaquie en septembre 1987?

10 R. Oui. La physiothérapie était peut-être 15, 20% de ce qu'ils avaient à offrir en services de récupération biologique normaux, acceptés par nos fédérations.

15 Q. Et pendant que nous y sommes en Tchécoslovaquie, lors de votre visite en septembre 1987, est-ce qu'un canadien ou un tchécoslovaque vous a parlé de l'accès pour des canadiens à des substances interdites?

R. Jamais, jamais.

20 Q. Le prochain document est une lettre de monsieur Ranger à monsieur Dugal du cinq août 1986, c'est une invitation à ce qu'il participe dans un séminaire pour entraîneurs prévu pour le mois d'octobre de cette année-là, et je pense que vous avez déjà dit que monsieur Massé est venu à sa place, et qu'effectivement sa participation était excellent?

25 R. Oui, sa participation était



excellente.

5 Q. Les autres documents qui suivent, ce sont d'autres lettres d'invitation à d'autres organismes gouvernementaux et para-gouvernementaux pour participer dans ce même séminaire d'entraînement, séminaire d'éducation je présume?

R. Oui.

10 Q. Pour les entraîneurs en ce qui concerne vos programmes contre les substances interdites?

R. Oui.

15 Q. Et si on s'avance de deux ou trois pages, on voit un document en date du 25 septembre 1986 qui démontre justement l'agenda pour le programme?

R. Oui.

20 Q. On voit qu'il y avait des entraîneurs, on voit la liste des entraîneurs qui étaient invités pour le séminaire?

R. Oui.

25 Q. Et à la prochaine page on voit qu'on était pour parler de, pour demeurer dans la même langue de Molière, de recouvrement biologique. Pourriez-vous peut-être décrire ce dont on a traité à ce séminaire-



5                   là, les trois ou quatre volets qui ont fait l'objet du séminaire.

10                  R. Bien disons que moi je n'étais pas une personne qui assistait au séminaire, j'ai été faire une courte visite. J'ai pu voir la présentation par monsieur Ostrovsky, qui est un polonais aussi, et qui est un spécialiste en récupération biologique. Et puis c'est exactement ce que ... (interrompu)

15                  THE COMMISSIONER; What is meant by biological recovery?

20                  THE WITNESS; It means, you have to understand that an athlete who train a high performance, like a weightlifter, usually a tired muscle takes something like 48 hours to recuperate. By using anabolic steroids they cut down that amount of time up to six (6) times.

25                  THE COMMISSIONER: I understand that.

                      THE WITNESS: Okay. Let's put that aside. Biological recovery, instead of keeping the amount of time to 48 hours, we'll reduce it maybe to 35.

                      THE COMMISSIONER; By steroids.

                      THE WITNESS: No, by steambaths, by masseur, by cold baths, warm baths, all things that are



natural such as those ones.

THE COMMISSIONER: I see.

5 THE WITNESS: And these things are acceptable. It is something that is available in Europe.

THE COMMISSIONER: Thank you.

Me LUTFY:

10 Q. This was an effort to put emphasis on things other than steroids, to educate people that what they thought they could achieve with steroids, there were far more positive, healthier ways in which to --

15 A. Yes, but let's not lure ourselves. It will never go down in recuperation as far as anabolic steroids, but it is very valid. It cuts down the time. From 48 hours like I said, to maybe to 40 hours, maybe to 35. I don't know, but it cuts down the time of recuperation. This is what was important for us.

20 Q. In the next document, Mr. Chouinard, we have a news release issued by the Minister of Sport of the day, in September of '86, announcing a new sport exchange agreement between Canada and the German



5 Democratic Republic, and we see at page 2, the attachment to the press release. Actually, it is not an attachment to the press release. It is another document dated August 14th, 1985 where the Minister was, for the first time, announcing this agreement between the German Democratic Republic and Canada, and we note in the second to last paragraph that weightlifting was among the sports covered by the agreement?

10 A. Yes.

Q. And I think you've told me that to your knowledge, your Federation never took advantage of this?

15 A. No, we didn't take advantage of it.

Q. Of this particular exchange agreement, although we know that your athletes ended up in Czechoslovakia?

20 A. Yes. We did not take advantage of this one.

Q. And within the same section, there is another press release by the Minister of the day, and as I read that one, there is a little bit of a disagreement between Sport Canada and the Federation. We are in August of '85, and the Minister, I think, was



pleading with the Federation to suspend of its three  
(3) athletes for life. As I understand it --

5 THE COMMISSIONER: When was that?

10 Me LUTFY: We've left the material on the  
coaching seminar --

15 THE COMMISSIONER: The date are we  
though.

20 THE WITNESS: August 22nd, '85.

Me PROULX: Are we in '85 or '87?

25 THE COMMISSIONER: August '85. It is after  
the announcement by the Minister.

15 Me LUTFY: Mr. Proulx is saying what's  
this '85 document doing in this book, and quite  
frankly, I saw it there and said to myself, take it  
out, and then we kept it in even though - because at  
the end it shows - it doesn't really put the Federation  
in a particularly good light. Here is the Minister  
saying take two (2) of your athletes and suspend them  
for life, and in fact, you suspended one of the  
athletes for life, Mr. Viau, and the other athlete in  
question you suspended for two (2) years?

20 A. Yes.

25 THE COMMISSIONER: Which is the other



one?

5 Me LUTFY: There was Viau, Pietracupa I think was suspended for two (2) years. I think the Minister would have had a --

10 THE COMMISSIONER; Well, Viau for life after sort of a second test.

15 Me LUTFY: Yes.

15 THE COMMISSIONER: Viau, in '83, got two years, he got suspended for two years and in '85 for life.

15 Me LUTFY:

15 Q. Do you know why the Federation took a view other than that suggested by the Minister?

20 A. Suspending Viau life?

20 Q. Yes.

20 A. It is our policy.

20 Q. No, but the idea of for a first infraction it is two (2) years as opposed to life?

25 A. For a first infraction it is two (2) years, and the second one is life.

25 Q. And in the next material, here we have a situation where our 6/49 program, we are in November of '86, the 6/49 program is just getting under



5 way, and we have appointed monsieur Lionel St-Jean as someone who is going to be chairman of doping control testing. As I understand it his mandate was to organize a group of controllers to be able to render effective the 6/49 program. Is that correct?

A. Yes.

10 Q. Perhaps you can tell us as to who monsieur Lionel St-Jean is?

A. Mr. Lionel St-Jean is a man of approximately 77 or 78 years old. He is a person that we call the grandfather of weightlifting in Canada.

15 THE COMMISSIONER: Is he still weightlifting?

THE WITNESS; The last time I saw him he was in the hospital, nursing three (3) major operations during the Christmas season.

20 THE COMMISSIONER: From too much weightlifting maybe.

THE WITNESS: Mr. St-Jean was the founder of weightlifting in Canada as a Federation. He went, at that time, US was the world champions and he went to US to compete with some athletes and was told that he had to create a Federation in Canada. So, he was the



5 trainer at the Palais National in Montreal and did produce, for a period of time, I would say 15, maybe 20 years, all top athletes in weightlifting in Canada up to the year 1965, 1970 maybe. And his son, Pierre St-Jean is the athlete who, on behalf of all the athletes of the world, pronounced the oath of the athletes at the '76 Olympic Games.

10 Pierre St-Jean was competing for Canada in canoeing and in weightlifting. He competed in weightlifting at the '76 Olympic Games.

15 THE COMMISSIONER: Excuse me, I have to be in Osgoode Hall at 4:30. Would this be a convenient time for you to adjourn till tomorrow.

Me LUTFY; Absolutely, sir.

THE COMMISSIONER: Tomorrow at 10 o'clock. Thank you very much.

20 The hearing is adjourned till February 23, 1989, at 10:00 a.m.





